

LE MONDE diplomatique

28 pages - 15 F

Algérie : 6 DA
Arabie Saoudite : 19,00 F
Belgique : 85 FB
Canada : 2,25 \$ C
Cote d'Ivoire : 900 F CFA
Espagne : 270 P
E.U. : 2,50 \$ US
Gr.-Bret. : 1,10 £
Irlande : 1,70 £
Italie : 3,50 lire
Maroc : 14,50 dir.
P.-Bas : 5,00 F.
Suisse : 900 F CFA
Tunisie : 3,80 FS
Tunisie : 1,70 m

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Vaste chantier,
chiches moyens :
la francophonie

(Pages 17 à 22.)

Ambitions

Par CLAUDE JULIEN

Un pays allait à la dérive. Si nombreux étaient les sans-abri qu'il renouait à les comptabiliser. Seuls grimpaient les plus funestes indicateurs : population pénitentiaire, drogues, suicides, adolescents abandonnant leurs études, pendant que se creusait le double déficit : budgétaire et commercial.

Unique facteur d'optimisme, donné en exemple au monde entier : le déclin du chômage. Il tenait à deux causes. L'une, savamment dissimulée, en petits caractères, au bas des rapports officiels : les statistiques n'enregistraient plus les hommes et femmes qui, découragés par une trop longue quête, avaient renoncé à chercher un travail, tant il est vrai qu'un « chômeur » peut cesser d'être un « demandeur d'emploi ».

L'autre, que l'on exploitait pour célébrer le vertueux comportement d'un peuple porté par un inéprouvable optimisme : licenciés d'un poste spécialisé et bien rémunéré, quelques millions d'individus se résignaient à un modeste salaire, au seuil de la simple survie, dans l'un de ces « petits boulots » qui prolifèrent dans le secteur tertiaire. Les statistiques étaient bien les seuls à s'en réjouir.

Il lui suffisait d'apparaître, d'affirmer que tout allait mieux, et l'espoir rejaillissait. Bel exemple d'une foi solide, chevillée au corps. La foi du charbonnier. Contre toute raison. Jusqu'au jour où le président, réputé d'une absolue sincérité et d'une totale franchise, s'embourba dans une mauvaise affaire qui suffit à faire chuter sa popularité dans les sondages. Brutale-ment, le miroir où se transfigurait toute image trop urse, où l'ombre devenait lumière, se brisa. Lamentations et récriminations fusèrent de toutes parts. On enterraient déjà le président char-meur.

BÉNÉDICTION du ciel, les plus sinistres histoires appellent avec insistance un dénouement heureux. Faute de quoi le vie ne serait plus supportable. Et le miracle se produisit : alors que tout paraissait perdu, la confiance resurgit, éclatante, et galvanisa les esprits. Le bon peuple avait trouvé un autre héros, auquel s'identifier. Acclamé, adulé, littéralement couvert de bouquets de fleurs et de messages enthousiastes. Paradoxalement, ce héros inespéré était le vain de la force, celui-là même par qui le président avait trébuché : le lieutenant-colonel Oliver North. Une société technologiquement avancée ne se satisfait pas des promesses de la science. Il lui faut aussi, relayée par la télévision, la magie qui fait vibrer les fibres les plus intimes. Ancienne liturgie dont les techniques peuvent changer mais dont le ressort reste immuable.

Closé au pilori, Oliver North avait fait front, proclamé sa loyauté, invoqué sa bonne foi, étalé sa pure conscience. Oui, il combattait le communisme et la subversion. Oui, il servait son pays par les moyens qu'il jugeait les plus efficaces. Oui, il pratiquait le secret dont la démocratie s'accommode mal, recourait à des procédés que condamne la morale et la loi. Il agissait ainsi parce que les hommes politiques n'osaient prendre leurs responsabilités. Oui, « si c'était à refaire, je referais ce chemin... » Mais, devant l'enthousiasme populaire que soulève le lieutenant-colonel North, c'est un autre vers d'Aragon qui s'impose à la mémoire : « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? »

(Lire la suite page 11.)

(1) Voir « L'Argent », le Monde diplomatique, mars 1987.

COUPS DE POKER AU PROCHE-ORIENT

Le déploiement de forces a relégué au second plan les plus fondamentales réalités en focalisant l'attention sur les plus superficielles apparences. Forces policières dans la « guerre des ambassades » entre Paris et Téhéran, forces navales dans la mer d'Oman, le détroit d'Ormuz et le Golfe. Agens de sécurité en gilets pare-balles, convois de navires hérissés d'antennes et de tubes lance-torpilles : spectaculaires images qui prétendent rendre compte du réel. En oubliant que l'Irak a attaqué plus de bateaux que l'Iran. Savante mise en scène. Unanime, le public applaudit. Il ne tardera pas à déchanter lorsque les problèmes de fond, toujours sous-estimés, un moment occultés, balayeront ce théâtre d'ombres.

Chacun à sa manière et selon ses moyens, de grands pays n'ont pas su déchiffrer des signes pourtant évidents. Les Etats-Unis et la France avaient d'abord misé sur la trompeuse puissance du chah d'Iran que, sans mystère, minaient la corruption, une brutale répression, l'irrésistible vague islamique. Double aveuglement né d'une fascinante combinaison de calculs économiques et stratégiques : de riches contrats civils et militaires aveuglaient alors entreprises et gouvernements qui revêtaient de renforcer le « gendarme du Golfe ». Mais les plus profitables opérations commerciales associées aux plus habiles schémas antisoviétiques ne suffirent pas à définir une politique réaliste. La chute du chah sonna en 1979 le glas de ces illusions.

Bien que les cartes aient ainsi été brouillées, le jeu fut cependant poursuivi dans une troublante fidélité aux mêmes obsessions : mercantilisme et anticommunisme, qu'une rhétorique floue prétendait justifier par de distantes références au fragile équilibre des forces dans une région aussi stable qu'un volcan.

Humiliée par la longue détention de ses diplomates à Téhéran, l'Amérique crut pouvoir concilier des objectifs incompatibles : soutenir l'islamisme en Afghanistan contre l'URSS et le combattre en Iran ; puis trouver des « modérés » dans le bouillonnement révolutionnaire de Téhéran ; vendre des armes à un régime dont elle dénonçait le terrorisme ; financer ainsi au Nicaragua un combat dont le Congrès ne voulait pas.

M. Gorbatchev, Israël et les Palestiniens

Par AMNON KAPELIOUK

de l'Etat d'Israël en 1948 et soulignent que l'absence de relations diplomatiques est anormale. Lors de sa visite à Paris en octobre 1985, M. Gorbatchev a déclaré : « Nous avons participé à la création de l'Etat d'Israël, nous reconnaissons sa souveraineté, le droit à l'existence de cet Etat, ses intérêts légitimes, les intérêts de sa sécurité. Mais nous avons des conceptions différentes de cette sécurité. En ce qui concerne le rétablissement des relations, je pense que plus vite la situation au Proche-Orient sera normalisée, plus vite on pourra procéder à l'examen de la normalisation des relations (2). »

Et tout récemment encore, devant le président de la Syrie, M. Hafez El Assad,

en visite en Union soviétique, M. Gorbatchev a tenu ces propos : « Je le dirai franchement : l'absence de rapports entre l'Union soviétique et Israël ne peut être considérée comme normale. Mais c'est Israël qui est responsable de la rupture qui résulte de l'agression contre les pays arabes. Nous reconnaissons, de la même façon que nous le faisons pour tous les Etats, le droit d'Israël à la paix et à la sécurité. Cela dit, comme dans le passé, l'Union soviétique reste catégoriquement hostile à la politique de force et d'annexion pratiquée par Tel-Aviv. »

(Lire la suite page 8.)

(1) Cf. « Le temps du courage », par Claude Julien, le Monde diplomatique, avril 1987.
(2) Le Monde, 7 octobre 1985.

DANS CE NUMÉRO :

Brandir le drapeau

Dans le Golfe, montent, une fois encore, les tensions et se précipitent les périls. Washington, sans grande imagination politique, déploie sa marine, menace de ses canons. Et Paris semble tenté de l'imiter, risquant également de se placer à la merci d'un incident. Ces milles logiques, ces redoutables décisions tentent de masquer d'évidentes faiblesses dans d'autres domaines et les marques d'un déclin. Claude Julien réclame, face à la double menace, de bien plus hautes « AMBITIONS » (pages 7 et 11).

GUERRE ET PAIX

Tandis que les Etats-Unis — traumatisés par l'affaire North — s'empêchent dans le Golfe et que, à cause de leur alliance, « LA DIPLOMATIE EGYPTIENNE DEMEURE ÉCARTEÉE » (pages 8 et 9), l'URSS effectue un subtil retour au Proche-Orient. Des échanges entre « M. GORBATCHEV, ISRAËL ET LES PALESTINIENS » (pages 7, 8 et 9) dépend désormais, en grande partie, l'évolution des initiatives de paix.

En France, l'ordre donné à la marine d'appareiller relance le débat sur la nécessité de construire le Charles-de-Gaulle, ce « PORTE-AVIONS TRÈS POLITIQUE », même si certains soutiennent que « LE NUCLEAIRE EST UNE ARME A MOINDRE COUT » (pages 12 et 13).

UNE CULTURE SOUS LE CHOC

Les politiques, on le sait, demeurent malades de leur culture. Le phénomène semble s'être récemment aggravé, alors que s'est

imposé « UN NOUVEAU MAÎTRE A PENSER : L'ENTREPRISE » (pages 14 à 16). Le trouble des esprits provient-il de l'écart qui s'est institué entre le progrès scientifique et le progrès social ? Le professeur José Vidal Beneyto propose, à ce sujet, ses « LECTURES D'UN DIVORCE » (pages 14 et 15). Dans ces circonstances, plus que jamais, paraît s'imposer le projet d'« UNE UNIVERSITÉ EUROPÉENNE SUR LA MONTAGNE SAINT-GENEVIÈVE » (page 28). D'autres chantiers culturels restent à renforcer, en particulier celui de « LA FRANCOPHONIE » (pages 17 à 22). Mais l'usage des langues européennes continue d'être critiqué par certains intellectuels du tiers-monde, comme l'écrivain kényan Ngugi Wa Thiong'o, partisan de « DÉCOLONISER L'ESPRIT » (page 24).

COMMENT VIVENT LES HOMMES

Le Kenya précisément apparaît aujourd'hui « DANS TOUTE SA FRAGILITÉ » (page 25) parce que les droits de la personne, notamment, y sont souvent bafoués. Ils continuent de l'être également à Haïti, où « LA DÉCEPTION ET LA COLÈRE » des citoyens s'expriment une nouvelle fois (pages 6 et 7).

Certains, malgré tout, croient assister aujourd'hui à « LA DISPARITION DES INÉGALITÉS » (page 21), quand c'est plutôt leur extension qui caractériserait notre époque. Ainsi, au Nord, par exemple à « MARSHALL, QUELQUE PART AUX ETATS-UNIS » (pages 4 et 5), le malaise général est palpable et les quatre mille habitants de cette petite ville se heurtent soudain aux effets de la crise. Sans percevoir clairement les liens multiples qui les relient au reste du monde.

Voir le sommaire détaillé page 28.

Iran-Irak : la diplomatie du conflit

juillet-août 1980 - juillet-août 1987

7 ans de guerre entre l'Iran et l'Irak.

Une guerre dévastatrice en hommes et en ressources, dévoreuse d'armes en tout genre.

7 ans de conflit aux aspects à la fois modernes et traditionnels, le conflit régional probablement le plus important que le monde ait connu depuis 1945.

L'attaque récente d'un navire de guerre américain par un Mirage irakien ne fait qu'accroître l'internationalisation de ce conflit sans fin.

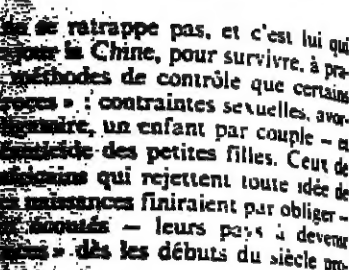
Aussi dans son dernier numéro, **Politique Étrangère** se consacre-t-elle à l'analyse de la diplomatie de la guerre Iran-Irak et à ses dimensions internationales.

politique étrangère

n° 2/87 : 80 F

Directeur de la publication : Thierry de Montbrial

Revue trimestrielle publiée par l'Institut français des relations internationales Diffusion ARMAND COLIN - abonnements : (1) 40.44.76.44



de rattrappe pas, et c'est lui qui... la Chine, pour survivre, à pr... méthodes de contrôle que certains... : contraintes sexuelles, avort... un enfant par couple - et... des petites filles. Ceux de... qui rejettent toute idée de... finirait par obliger -... leurs pays à devenir... dès les débuts du siècle pro...

une telle situation, le silence... essentiel (qui domine l'avanc... de la plupart des organisations... (qui font du si beau tra... la Coopération française (5), nos... que regrettable. Voir les di... d'urgence de recherche et d'inf... des problèmes de l'environnement... aussi intelligent que... (6) refuser de reconnaître... technique, refuser d'en tirer... son caractère très grave. Par... catholique contre la fam... mondial, et la revue catholique... en fin com... cette revue vient de mettre... Jacques Vallin sur la... (7), qui situe bien le... temps qu'un peu enfin, en... que du vieillissement de...

des premiers en 1930-1935 les... les dangers d'une production... et d'une population qui com... A ce moment-là, notre pla... deux milliards d'habitants et... de croît, et bientôt à dix mil... l'ai averti, un me donne rous... Espérons, pour l'Afrique... un peu plus vite.

ministre français de l'Environnement, l'EDS...
Dumont, Secrétaire Général de l'Ad...
Tchobrikova, l'attachée culturelle à l'A...
l'Environnement, l'Institut, Paris
Institut, 1775 Massachusetts
Washington D.C. 20036
Général Assemblée de la région Centre
« Non à l'Alcoolisme », le...
B.P. 5370, Dakar, Sénégal
de Vallin, la Population, n° mensuel de
Paris, 1986. (1) Cf. l'article de Claude Ju...

NETET... un roman de la...
dans le grand débat de l'É...
tion, suite de l'article d'É...
MOIS : « Les Guerres d...
Mabrouk, par Yves Fassin...
Le cortège de la mort d'É...
Kadare, par Marie-Fran...

Revue du mois de juin 1987
644 134 000 exemplaires

Juillet 1987

RÉDUCTION
la nécessaire

« Les autres Japonais savent pertinemment que notre excédent commercial atteint un nouveau critique. Les des pays réduisent qu'une façon ne démolisse une guerre commerciale risquant d'entraîner l'écroulement de celle des années 30. « Mais il nous faut peser les conséquences éternelles qui en résulteraient pour le système commercial et en de pas grand souci. Chacun risque de pousser le protectionnisme américain au protectionnisme. »

« Mais, bien que les échanges internationaux ne représentent encore

RÉDUCTION DE L'EXCÉDENT COMMERCIAL, OUVERTURE DU MARCHÉ

La nécessaire restructuration de l'économie japonaise

LES États-Unis continuent de faire pression sur le gouvernement japonais pour l'inciter à participer de manière plus substantielle à l'effort de relance des économies. Mais l'ouverture du marché aux biens et capitaux étrangers, de même que les transformations structurelles attendues sont loin d'enthousiasmer les milieux d'affaires et de la finance (1). Le premier ministre, M. Nakasone, est cependant décidé à aller de l'avant. Dans l'article ci-dessous, M. Michihiko Kunihiro, son principal conseiller pour les affaires extérieures, en explique les raisons.

Par MICHIIHIKO KUNIHIRO *

Il n'est peut-être pas exagéré de dire que les relations économiques entre les États-Unis et le Japon traversent leur phase la plus difficile depuis la fin de la guerre du Pacifique. Pourtant, cette affirmation n'implique aucun pessimisme pour l'avenir : en fait, les deux nations ont entrepris de construire des relations économiques nouvelles, à la mesure des changements qui affectent l'économie mondiale.

Cette observation se fonde sur deux faits principaux. Le premier est que, indépendamment des accusations lancées par le Congrès américain, les relations commerciales entre les États-Unis et le Japon sont déjà en train de changer. Le déficit commercial américain a atteint son sommet au cours du troisième trimestre de l'année dernière, et depuis il est en baisse. Le déficit à l'égard du Japon a, lui aussi, diminué de 6,9 %, si l'on compare le premier trimestre de cette année avec celui de l'année dernière. Selon les statistiques japonaises - exprimées en yen, - l'excédent commercial avec les États-Unis, pour le deuxième semestre de l'année dernière, s'est réduit par rapport à la même période de l'année précédente. Pour toute l'année 1986, la baisse est de 7,7 %. C'est uniquement lorsqu'on l'exprime en dollars que l'excédent semble avoir augmenté de 30,2 %, puisque le yen, lui, s'est apprécié de 42,1 %.

En second lieu, Américains et Japonais ont su tirer la leçon de quelques expériences récentes assez coûteuses. Pour les Japonais, il ne s'agit pas tant des sanctions américaines sur les semi-conducteurs que de la montée du cours du yen. En règle générale, une augmentation du taux de change d'environ 50 % en un an est extrêmement dommageable pour toute industrie exportatrice. Les Japonais essaieront quelque temps de maintenir le volume de leurs exportations en réduisant leurs marges. Mais, compte tenu des taux de change de ces derniers mois, ils doivent à présent soit augmenter leurs prix et accepter une baisse du volume des échanges, soit abandonner le marché.

Après avoir essayé plusieurs méthodes, ils prennent conscience, aujourd'hui, d'une donnée fondamentale : la tendance à la hausse du yen se maintiendra tant que leur excédent commercial ne se réduira pas. Le volume de leurs exportations a nettement diminué, mais s'ils ne veulent pas que ce déclin se poursuive, la seule façon de réduire l'excédent commercial est d'accroître les importations.

Pendant longtemps, les négociateurs américains ont refusé la thèse japonaise selon laquelle le déficit commercial croissant des États-Unis était principalement dû au taux trop élevé du dollar et au fait que les besoins des deux économies n'étaient pas complémentaires. Peut-être craignaient-ils que, si cette thèse était admise, les Japonais en profitent pour éluder le problème de

l'ouverture de leur marché intérieur. Cependant, l'accord du Plaza de septembre 1985 (2) marqua un changement d'attitude de la part des Américains, du moins pour ce qui est de l'impact commercial des taux de change. S'apercevant que les ajustements des taux de change ne produisaient pas les résultats escomptés, principalement à cause du phénomène dit de « courbe en J » (3), ils en vinrent en effet à insister pour que les pays dont la balance commerciale était excédentaire accroissent leur demande intérieure. En même temps, ils admettaient officiellement qu'il leur fallait réduire leur déficit budgétaire. De plus, l'amélioration de la compétitivité de l'industrie américaine devint soudain le cri de

négozié avec les États-Unis qu'avec la CEE, et nous avons conclu davantage d'accords avec eux - ce qui était inévitable, puisque nos échanges avec ce partenaire sont beaucoup plus importants. Mais nous nous en tenons toujours au principe voulant qu'un accord passé avec les États-Unis ou un autre État soit valable pour l'ensemble de nos partenaires. Ainsi, nous avons beaucoup négocié avec les États-Unis afin de supprimer les barrières commerciales pour les produits médicaux et pharmaceutiques et pour les automobiles. Or ce sont en fait les Européens, et non les Américains, qui ont le plus bénéficié de ces mesures. L'année dernière, les exportations européennes vers le Japon ont augmenté de 50 % pour les produits pharmaceutiques et de 90 % pour les automobiles (40 % en volume).

Nous accueillons avec faveur de telles évolutions, surtout si l'on considère le déséquilibre croissant de nos échanges avec beaucoup de pays européens. Bien sûr, l'Europe ne se contentera pas de ces améliorations, qui ne sont que la conséquence de concessions japonaises à l'égard des Américains : la résolution des problèmes spécifiques aux relations entre l'Europe et le Japon doit faire l'objet d'efforts plus importants. Mais du point de vue japonais, les arguments européens sonneront faux tant que certains pays d'Europe maintiendront des restrictions discriminatoires à l'encontre du Japon tout en

mentaient de 12,5 %. La tendance se confirme cette année, et ce rééquilibrage de notre balance commerciale devrait apparaître même dans les statistiques exprimées en dollars.

En troisième lieu, nous nous sommes employés à augmenter la demande intérieure. Il faut savoir que la liberté d'action du Japon en matière fiscale est limitée par le très fort endettement de l'État, qui a atteint en 1986 43,6 % du produit national brut (PNB), ce qui oblige le gouvernement à consacrer environ 20 % de ses revenus au service

de la dette. Ainsi, lorsque la croissance économique des États-Unis atteignit 6,4 % en 1984, il nous fut impossible de suivre. Le Japon chercha à stimuler son économie en s'appuyant sur une politique monétaire, mais l'effet qu'il fallait attendre sur les taux de change nous empêcha jusqu'à l'année dernière de réduire les taux d'intérêt. En outre, jusqu'à l'automne 1986, le gouvernement américain s'opposait à l'accroissement de notre déficit budgétaire qui, selon lui, finirait par gêner une croissance économique soutenue.

S'ouvrir aux importations, accroître la demande intérieure

CEPENDANT, la rapide montée du yen transforme complètement la situation. Le Japon fut pratiquement obligé de compenser la baisse de la demande étrangère en accroissant sa demande intérieure. Ainsi, en septembre dernier, le gouvernement mit au point un programme fiscal d'expansion de la demande d'un montant de 3 600 milliards de yens (soit 43 milliards de dollars), comprenant, entre autres, une réduction de la fiscalité de 1 000 milliards de yens. Le total équivaut à 1,8 % du PNB.

On pourrait craindre que ces mesures n'aient qu'un effet minime sur

Le gouvernement s'emploie donc à mettre en œuvre les recommandations du rapport Maekawa : le premier ministre, M. Nakasone, assume en personne la direction des services chargés de promouvoir les ajustements structurels. Certaines recommandations, comme la réduction massive de la production nationale de charbon, sont déjà en cours d'application. Cependant, il faut s'attendre à une résistance acharnée de la part de ceux qui ont intérêt au maintien du *statu quo*. Le secteur le plus difficile sera bien sûr l'agriculture, où les considérations sociales comptent autant que l'aspect économique. Dans bien des cas, cela prendra du temps, mais il nous faut poursuivre inlassablement dans cette voie. Comme l'a dit le premier ministre, l'ajustement structurel est pour le Japon une stratégie de survie à long terme.

En plus des efforts du gouvernement, la montée spectaculaire du cours du yen a agi comme un levier pour déclencher la restructuration de nombreuses industries. Plusieurs de nos activités traditionnelles, telles que le charbon, l'acier, les chantiers navals, etc., doivent maintenant effectuer leur rationalisation en profondeur, ce qui entraîne une masse énorme de licenciements. D'autres industries, y compris dans les secteurs de pointe, transfèrent leurs unités de production outre-mer pour diminuer les coûts, ce qui crée du chômage dans diverses régions du pays. De plus en plus, les biens produits à l'étranger par ces filiales sont envoyés au Japon, soit pour être mis sur le marché de la consommation, soit comme produits semi-finis pour l'industrie.

Les résultats de ces transformations commencent à se faire sentir. En six mois, de septembre 1986 à mars 1987, les importations en provenance de la Corée, de Hongkong, de Taïwan et de la Thaïlande ont augmenté respectivement de 55 %, 50 %, 60 % et 35 %.

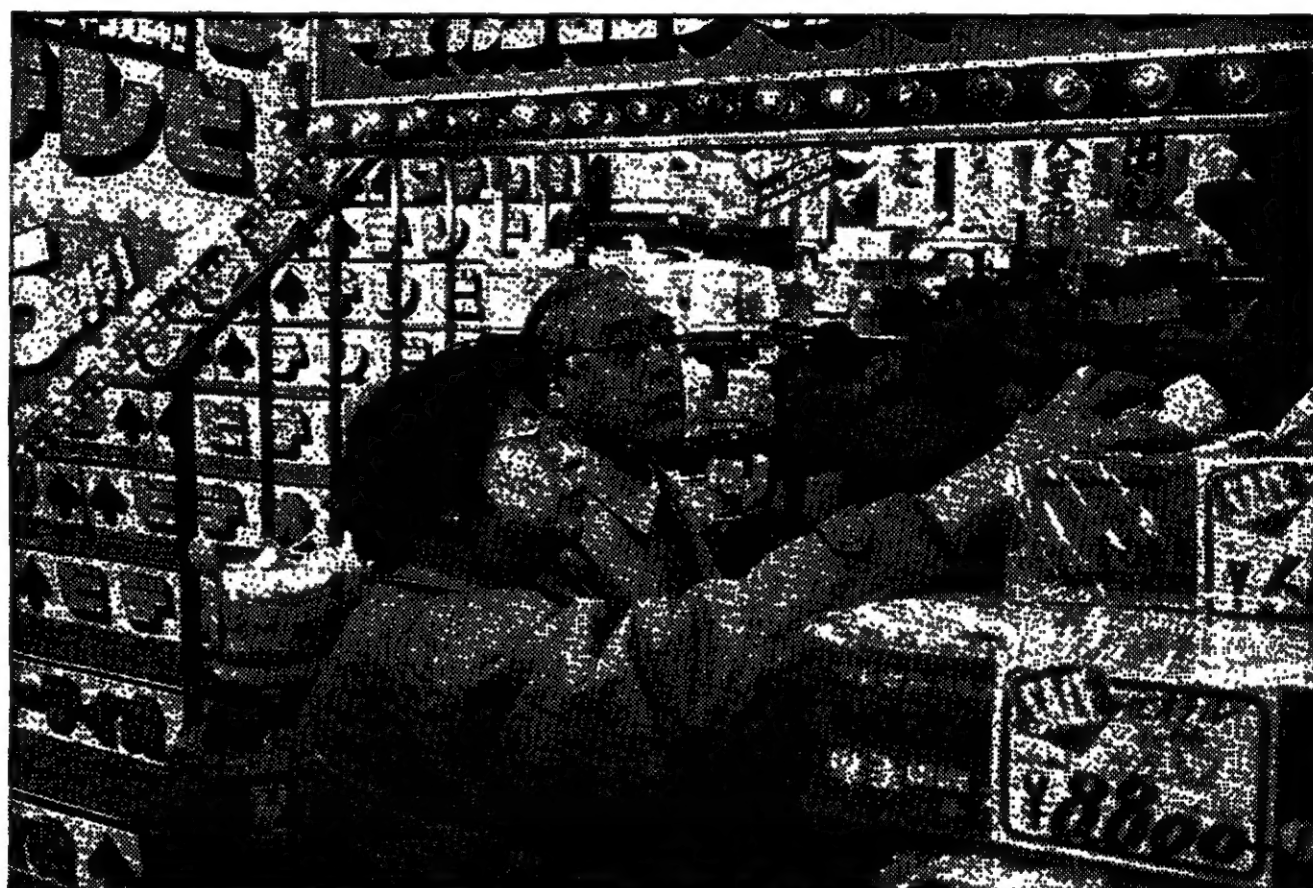
Mais il y a un changement plus fondamental : contrairement aux critiques qui lui sont si souvent adressées, le Japon ne dépend plus des exportations pour assurer sa croissance économique. L'année dernière, la demande intérieure a augmenté de 3,9 %, tandis que la croissance réelle du PNB était de 2,5 %, ce qui signifie que l'accroissement de la demande intérieure a effectivement compensé la perte enregistrée à l'exportation. Cette tendance doit se poursuivre, pour que nous puissions vivre en harmonie avec les autres nations et faciliter l'arrivée sur notre marché des produits en provenance des pays en voie de développement.

Si nous demandons aux États-Unis de réduire leur déficit budgétaire, nous devons nous attendre à une réduction de leurs achats à l'étranger. Cela aura bien sûr un impact considérable sur les exportations des pays en voie de développement. Aucun pays ne peut à lui seul compenser la baisse de la demande américaine, mais chacun des pays industrialisés doit jouer son rôle pour soulager la détresse des pays en voie de développement ; et, dans ce domaine, le rôle du Japon est particulièrement important.

(1) Cf. Hiroko Yamana, « Les Japonais ne peuvent si facilement céder aux pressions de Washington », *Le Monde diplomatique*, novembre 1986.

(2) Référence à l'accord conclu le 22 septembre 1985 à New-York entre les ministres des finances des cinq grands pays industrialisés (République fédérale d'Allemagne, États-Unis, France, Royaume-Uni et Japon) pour mettre un terme à la hausse du dollar en organisant l'appréciation des principales monnaies (yen et mark, essentiellement) de façon ordonnée, par rapport au billet vert (NDLR).

(3) La « courbe en J » décrit graphiquement l'évolution du solde commercial d'un pays au lendemain d'une dévaluation. Dans un premier temps, le renchérissement des produits importés entraîne un accroissement du déficit commercial. Dans un deuxième temps, les acheteurs freinent leurs acquisitions de ces produits, ce qui, conjugué au bond des exportations, entraîne un redressement rapide du solde représenté par la verticale du J. Au lendemain d'une réévaluation, le solde commercial suit une courbe inverse, dite en « crosse » (NDLR).



DANS UN SUPERMARCHÉ DE TOKYO
Épargner moins, consommer plus.

ralliement de tout le pays. Les grands navires sont lents à changer de cap, mais le virage s'amorçait enfin.

De son côté, le Japon accepta la nécessité de mettre en œuvre des mesures fiscales visant à accroître la demande intérieure.

Américains et Japonais ont fini par comprendre que chacun devait commencer par mettre de l'ordre chez soi et tenter à présent plus sérieusement que par le passé de coordonner leurs politiques économiques.

Ne pas pousser le Congrès américain au protectionnisme

NOUS autres Japonais savons parfaitement que notre excédent commercial a atteint un niveau critique et que bien des pays redoutent qu'une aggravation des frictions avec les États-Unis ne déclenche une guerre commerciale risquant d'entraîner l'économie mondiale dans une catastrophe comparable à celle des années 30. Aussi, quand nous négocions avec les États-Unis, il nous faut peser les conséquences éventuelles qui en résulteraient pour le système commercial mondial. Notre plus grand souci, chaque fois, est de ne pas commettre de maladresse risquant de pousser le Congrès américain au protectionnisme.

De plus, bien que les échanges internationaux ne représentent encore

qu'une faible part de l'activité économique du Japon, l'impact de son commerce sur l'économie mondiale s'accroît sans cesse, surtout en ce qui concerne les pays voisins. C'est aussi ce qui l'a amené à prendre davantage conscience de ses responsabilités plus vastes.

Notre tâche immédiate est de ramener l'énorme excédent commercial à un niveau plus acceptable. A cette fin, nous avons entrepris de faciliter l'accès à notre marché intérieur. Grâce aux efforts accomplis ces dernières années, les prétendues barrières commerciales japonaises ne sont plus la cause réelle du déséquilibre commercial actuel. Et pourtant, des griefs nous sont adressés sur des cas précis, pour lesquels nous continuerons à rechercher des solutions sur une base équitable.

A ce propos, il est un point que j'aimerais clarifier en ce qui concerne notre politique commerciale à l'égard de l'Europe. Nous avons plus souvent

proclamé que c'est à lui d'assumer ses responsabilités dans l'économie mondiale. Le Japon ne cherche pas particulièrement à tirer avantage de sa position de force à l'exportation, mais plutôt à établir l'équité au sein de la communauté internationale.

Lors du sommet de Venise en juin dernier, nous avons confirmé notre détermination de lutter contre le protectionnisme et de promouvoir les négociations de l'« Uruguay Round » dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : c'est un signe encourageant. Il faut espérer que les efforts pour faire aboutir ces négociations multilatérales contribueront à instaurer un système commercial plus équitable à l'échelle mondiale.

Notre seconde tentative a porté sur le réajustement des taux de change. Quelque temps déjà avant la conclusion de l'accord du Plaza, nous faisons remarquer aux Américains que le fléchissement de leurs exportations et l'accroissement de leurs importations étaient dus à la surévaluation du dollar. Nous avons donc contribué à faire baisser le cours du dollar ; et malgré l'appréciation étonnamment rapide du yen depuis septembre 1985, le Japon a persévéré dans sa politique de soutien des cours. Nous pensions bien, certes, que l'effet dit de « courbe en J » se ferait sentir, mais les baisses successives du dollar l'ont prolongé au-delà de toute attente. Aujourd'hui encore, le yen vaut presque 20 % de plus qu'il y a un an, ce qui crée une distorsion dans les échanges commerciaux et irrite inutilement de nombreux membres du Congrès américain, entre autres. En fait, l'année dernière, en volume, les exportations japonaises ont diminué de 1,3 %, tandis que les importations aug-

ment les importations du fait qu'au Japon la propension à faire appel aux importations est moindre qu'aux États-Unis ou en Europe. Afin de contrebalancer cette tendance, nous avons ajouté 1 milliard de dollars au prochain collectif budgétaire pour financer une campagne d'incitation à « acheter étranger ». Il faut espérer que l'attitude des pouvoirs publics en la matière aura un effet d'entraînement sur le secteur privé.

Le gouvernement a également annoncé un plan de recyclage des ressources financières, publiques et privées, en faveur des pays en voie de développement, soit en coopération avec des institutions financières multilatérales, soit dans un cadre bilatéral. Ces sommes s'élèveront pour les trois prochaines années à 20 milliards de dollars, et leur utilisation ne sera liée à aucune obligation du pays receveur à l'égard du Japon.

De plus, au sommet de Venise, le premier ministre, M. Nakasone, a proposé d'attribuer aux pays de l'Afrique subsaharienne un don de 500 millions de dollars sur trois ans.

Nous espérons que ces efforts conjugués permettront de ramener le déséquilibre des échanges japonais à de plus justes proportions.

Mais pour que toutes ces mesures aient des effets durables sur notre balance commerciale, nous savons qu'il faut s'attaquer au problème de manière plus fondamentale et entreprendre un ajustement structurel de notre économie, comme le prévoit le rapport Maekawa. Nous devons changer la structure industrielle, voire le tissu social du pays, afin de transformer notre système actuel, orienté vers l'exportation, en une économie ouverte aux importations.

* Principal conseiller du premier ministre japonais pour les affaires extérieures ; l'auteur s'exprime ici à titre personnel.

que soit la terminologie... c'est donc, finalement, des économies placées... du FMI qui seront soumises... jugement extérieur, objectif, impartial et sérieux.

Le jugement des institutions internationales... Un pouvoir de décision... Un article publié... Les pays en développement... l'économie mondiale... l'économie mondiale s'est... peu coûteux pour le... États-Unis (10).

l'avis du FMI... alors de cette impuissance... devant les désordres du... monétaire, même face à... de spéculation qui rend... les investissements... Et aussi, malgré tous... sur la mobilisation des... privées en faveur des pays... de développement, les États... les banques commencent... ne reçoivent du tiers-monde... plus qu'elles ne lui...

En fait, au-delà des différences... du nord au sud, la... néolibérales aboutit... inégalités... en place de sociétés à... la masse des « nouveaux... grossis dans les pays indus... dans le tiers-monde... compte sont toujours... majorité. Serait-ce la... du tiers monde ?

Banque mondiale. Rapport sur... dans le monde 1987, Washington, 317 pages.

Financial Times, 1^{er} juillet 1987.

Jean-Claude Chénais, *La Revue de la violence en 1986*, Laffont, Paris, 1987, 120 p.

La violence en 1986, Laffont, Paris, 1987, 120 p.

Harriet, *The End of the World*, London, 1986, 311 p.

International Herald Tribune, 9 juin 1987.

On pourrait aussi relever que... Chénais affirme, en son... l'expression des termes de l'échange... une réévaluation... des matières premières est... le plus bas depuis la seconde... La Banque mondiale... les pays en développement... le prix relatif des produits de la... à baisser à long terme.

Le dernier volume des *Chénais*... principal rayonnement... 8 et 10 juin à Venise.

Le Monde, 9 juillet 1987.

Cet article a été publié... États-Unis à Paris, 5 juillet 1987.

Le Monde, 24 juin 1987.

ENDANCE

En Afrique

Les traités de... Cela permet... gratuits, d'assurer le...

Le travail est partagé par... travaillant au Sénégal, qui... bien des familles... importants pour payer des... scolaires. Le pays... naturellement dans le... Soudan. - Il est donc... le développement... d'assister, à l'exception...

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Rédacteur : Hubert BÉLLEVÈRE

Directeur : Claude JULIEN

Rédacteur en chef : Michel PAILLET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Adjoint : Jean-Pierre RAMONET

Illinois) 4 000 citoyens moins tranquilles

Les communautés de l'Illinois...
Moi, je ne suis plus tout jeune...
encore un idéal et des valeurs...
responsables n'ont pas le droit d'...

Le raisonnement de Gerald...
une augmentation de salaire...
l'année suivante, une...
c'est le chef exécutif...
tous les quatre ans, non...
est déjà difficile en soi. Compté...
la communauté tout entière...
la mesure où, par l'impôt, elle...
de l'école (le reste étant pris en...
faible part, par le gouvernement...
paradoxe suivant : bon nombre de...
à l'école, ce qui pose parfois...
insolubles, en particulier pour...

La question est quotidienne. Les...
du Midwest : de 1495 en 1981...
l'an dernier à 1 420. Une telle...
est loin d'être négligeable. Elle...
attribués par l'Etat au prorata de...
une chance qu'il y ait eu...
critique de la Fondation...
aux Etats-Unis, estime Gerald...
nous faisons mal notre boulot, que...
et que les enfants n'apprennent...
le coup, la plupart des Etats se...
des médias et de l'opinion...
pour améliorer le système...
nous permet de tenir tant bien...
casse déclinant de nos jours...
autorise absolument pas à faire...
l'attention du public se...
à l'autre de diminuer...

L'école cherche ses finances...
surprenant : ce mois-ci, le...
ans avec Coca-Cola. La...
dollars de matériel sportif...
son enceinte que du Coca...
sacré. Pepsi s'était mis...
et a finalement remporté...

Pour lui, comme pour beaucoup d'habitants de Marshall qui entretiennent de curieux rapports d'amour et de haine avec cette rivale plus importante et mieux pourvue en industries, la racaille vient souvent de « là-bas ». « Ils viennent et repartent sitôt leurs méfaits accomplis, par l'Interstate 70. Et la coopération entre les policiers de l'Illinois et de l'Indiana n'est pas toujours facile, d'autant que les lois ne sont pas les mêmes d'un Etat à l'autre. »

Dernier des soucis du shérif, et non des moindres : la gestion de la prison. Deux étages en dessous, en sous-sol, celle-ci est étonnamment vétuste. Pas de lieu de promenade, mais une sorte de grand couloir où faire les cent pas. Une petite bibliothèque, mais pas de poste de télévision. Une dizaine de cellules sans confort, deux dortoirs et deux pièces communes dans lesquelles sept prisonniers ont l'air de tuer le temps comme ils le peuvent. Au moins, les habitants du comté de Clark ne risquent pas de se plaindre qu'on dépense leurs impôts à fonds perdus, comme tout county board (conseil du comté) se l'entend dire dès qu'il est question de voter des crédits pour moderniser la prison locale...

« M'occuper de la prison, soupire Dan Crumrin, ça m'épuise. Je crois que c'est ce qu'il y a de pire dans les tâches qui m'incombent. Les détenus sont trop différents les uns des autres pour qu'on puisse faire marcher l'ensemble sans problème. Ma hantise, c'est un procès. Il faut que je fasse attention à tout, dans les moindres détails. La plus petite erreur peut me coûter très cher. Les prisonniers peuvent me poursuivre pour un oui, pour un non. C'est devenu le nouvel American way of life. Allez donc demander à l'avocat de l'Etat. »

Davis Lewis, l'avocat de l'Etat, n'a pas plus de trente-sept ou trente-huit ans. Les procès, il en sait effectivement quelque



UNE BOUTIQUE DU CENTRE-VILLE
Faillite du petit commerce mais aucun signe visible de misère

chose. Il y a deux ans, un homme de quarante-quatre ans, que la police avait arrêté pour une nuit, pour conduite en état d'ivresse, s'est cassé la branche en prison, en glissant sous la douche. Remis en liberté dès le lendemain comme prévu, l'homme a intenté deux procès à l'avocat : le premier, pour lui avoir créé un préjudice physique inestimable. Le deuxième, pour avoir fait sortir de prison sans le seul dessin, disait-il, de n'avoir pas à payer ses frais médicaux.

« Avec une pareille mauvaise foi, il a peu de chance de gagner le deuxième procès, estime Davis Lewis. Il n'empêche que le comté et la ville doivent toujours tenir compte de ce genre d'hypothèses, a priori invraisemblables. Si vous marchez dans la rue et que vous vous prenez le pied dans un trou, vous pouvez toujours vous retourner contre la ville sous prétexte que vous vous êtes donné un tour de reins. La municipalité est en effet supposée entretenir la voie publique. Même chose si votre gamin se fait mal

La pratique des poursuites abusives n'a pas encore pris l'ampleur qu'elle a dans les grandes métropoles.

en glissant du toboggan dans le jardin public : vous pourrez toujours dire qu'il n'y avait pas assez de sable sous le toboggan et que la ville est fautive. »

Tout cela ne veut pas dire que le plaignant obtiendra gain de cause. La plupart du temps, il sera même débouté. Mais, pour parer à toute éventualité, le comté et l'école, surtout, sont obligés de s'assurer à des prix de plus en plus exorbitants, pour une couverture de plus en plus réduite. Il y a trois ans, le comté de Clark était assuré pour un montant de 5 millions de dollars. Il ne l'est plus maintenant que pour 1 million de dollars, faute d'avoir trouvé une compagnie d'assurances qui accepte de mieux le prendre en charge. « On perd ainsi un argent fou, poursuit Davis Lewis. Des sommes qui seraient tellement mieux utilisées autrement. Mais, en même temps, ne pas s'assurer, ce serait courir un risque insupportable : celui d'assister à la faillite de tout le comté. »

Dans les petites villes, cette pratique des poursuites abusives n'a pas encore pris l'ampleur qu'elle a depuis longtemps déjà dans les grandes métropoles. L'avocat est cependant formel : faute d'une nouvelle loi qui réglementerait les choses - mais elle paraît tout à fait improbable dans un avenir proche - les gens continueront d'exploiter le filon, et de plus en plus souvent. Pour lui, « c'est, d'une part, un moyen comme un autre de tenter sa chance pour gagner facilement un peu d'argent. Mais c'est surtout, je crois, l'espoir de se faire rembourser des soins médicaux hors de prix. »

Pas plus que dans le reste des Etats-Unis, le système de santé ou le problème de la pauvreté ne sont ici des thèmes majeurs.

L'aide publique est toujours considérée avec hostilité, soit par orgueil par les plus démunis, soit parce qu'« elle encourage à la paresse », répètent comme un leitmotiv les mieux nantis. « Des personnes ruinées par la crise, j'en vois beaucoup, déclare pour-

Les nouveaux pauvres, ça ne remue pas grand monde. Ce qui ne veut pas dire que les gens, ici, ne soient pas attentifs aux autres.

tant Dale Catlin, le pasteur de l'Eglise méthodiste, la plus importante des communautés religieuses de Marshall. Mais les nouveaux pauvres dans une petite ville comme celle-ci, ça ne remue pas grand monde. Ce qui ne veut pas dire que les gens, ici, ne soient pas attentifs aux autres, bien au contraire. La population y est amicale, réellement altruiste, beaucoup plus encore que je ne pouvais l'imaginer quand je suis arrivé il y a deux ans. »

Au service du dimanche, Dale Catlin ne se prive pas d'exposer ses idées, quelles qu'elles soient. « J'ai beau être républicain, fulminait-il ce jeudi dans les couloirs du presbytère, je ne suis pas d'accord avec Reagan sur sa politique de défense, et je le dirai dans mon prochain sermon ! » Promesse tenue. Le dimanche suivant, Dale Catlin s'élève publiquement contre un sondage qui vient de sortir aux Etats-Unis, selon lequel 72 % des Américains « font confiance à la bombe ». En s'excusant par avance de critiquer « le président, le Congrès et mon pays que j'adore », et en soulignant qu'il n'est pas un expert en la matière, le pasteur s'en prend « à la guerre des étoiles, à la bombe atomique et à tous les rayons de la mort... ». Quelques instants plus tard, dans le souci peut-être d'équilibrer ses propos, Dale Catlin ajoute : « Comme vous, je n'ai pas envie d'être sans défense contre Israël, l'OLP, la Chine, ou d'autres groupes qui maintenant ont la bombe. » Dans l'assistance, personne ne bronche. Pas plus qu'à la sortie du temple.

S'il est un sujet qui paraît totalement ignoré dans toute la région, c'est bien Israël. Jane, une soixantaine d'années, de passage à Marshall mais originaire du Minnesota, confie même, un peu gênée, que, « dans le Midwest, les juifs, on ne les aime pas trop ». Bien qu'il soit difficile de généraliser, il semble que la crise agricole ait favorisé un certain antisémitisme. Plusieurs associations de défense de l'Amérique rurale - blanche et aryenne - ont vu le jour ces dernières années, essayant, sans véritable succès, de canaliser la colère des fermiers contre les banquiers new-yorkais.

Quoi qu'il en soit, la crise du Proche-Orient, ses causes et ses conséquences sont ici très mal comprises. Périodiquement, le problème des otages américains remonté à la surface à la télévision. Mais nombreux sont les téléspectateurs qui n'ont pas fait le lien, semble-t-il, entre Beyrouth et le Liban. Beyrouth est une chose, on s'en souvient à cause de la mort des deux cent vingt et un « marines » en octobre 1983. Le Liban en est une autre. Shara, quarante-cinq ans, mère de trois enfants, dit avec épouvante qu'elle « n'y comprend rien », elle sait seulement que « tous les gens s'y battent, et surtout les chrétiens entre eux », mais bien souvent cela s'arrête là. Quant au reste du Proche-Orient, il ressemble à une sorte de nébuleuse terrifiante dont le colonel Kadhafi est le symbole. La Libye mise à part, car le raid américain a permis de la situer approximativement, les pays arabes font l'objet d'un amalgame total. Certaines grandes villes de la CEE n'échappent pas à ce sort, telle Athènes qui n'est pas toujours perçue comme la capitale d'un pays européen. Si le nom de l'Organisation de libération de la Palestine est connu, la cause palestinienne ne l'est pas. M. Yasser Arafat, quand il est évoqué, est critiqué pour ses déclarations en public. « Il ne parle jamais en face, déclare Lydia, professeuse à l'école élémentaire depuis plus de vingt ans. Ici, la façon dont un homme politique répond à une interview télévisée est essentielle. La forme compte presque plus que le fond. Si l'invité ne répond pas clairement aux questions des journalistes, on est persuadé qu'il a quelque chose à cacher. C'est comme cela qu'on a découvert, atterré, la vraie personnalité de l'ex-président Marcos, à son arrivée aux Etats-Unis. Quand on a vu et entendu toutes ses dérobades à la télévision, alors là on a eu vraiment l'impression que l'Amérique avait eu tort de le soutenir. »

L'absence de solides connaissances géographiques et la conscience de cette lacune, si vive qu'elle en tourne souvent au complexe, ajoutent aux réticences traditionnelles des Américains à discuter de politique internationale. « Je peux vous assurer, déclare Tim Shonk, jeune professeur de littérature médiévale à l'université de Charleston, la plus proche de Marshall, qu'au moins un de mes étudiants sur quatre ne sait pas où se trouve la France. Par ailleurs, une étude officielle prouve que 70 % des étudiants sortent diplômés du collège sans avoir jamais suivi un cours d'histoire américaine et, enfin, que 75 % n'ont jamais suivi un cours d'histoire mondiale. » L'année dernière, l'université de Charleston a envisagé d'imposer aux étudiants un minimum de deux semestres obligatoires d'étude d'une langue étrangère. Tim Shonk se désole que le conseil d'université ait finalement rejeté le projet avec ce motif : « inutile. »

Première conséquence directe de cet état de fait : l'impression générale de ne rien maîtriser et de se trouver sans défense dans un monde hostile. A Marshall, autant que dans les autres villes de l'Illinois, de l'Iowa, du Nebraska et de l'ensemble des Etats du Midwest, une même question revient sans cesse, obsédante : « Pourquoi les Américains sont-ils autant détestés à l'extérieur ? Que leur reproche-t-on ? » Shara résume assez bien ce sentiment de profonde injustice : « Nous, on n'ose plus sortir de chez nous. On aurait peur partout en dehors des Etats-Unis : les détourne-

ments, les kidnappings, les assassinats... Ce sont toujours nous, les Américains, qui sommes la proie des actes terroristes. Pourtant, nous aidons tout le monde. En cas de catastrophe, de tremblement de terre, de centrale nucléaire à problèmes, nous sommes toujours là. Nous ferions bien mieux de nous occuper de nous. »

Pour Greg Gravemier, trente-cinq ans, rédacteur en chef de deux journaux locaux, le Marshall Independent et le Reporter, le seul sujet de politique internationale qui retienne réellement l'attention par ici, c'est, dans ses grandes lignes, la question des relations américano-soviétiques. « Contrairement à ce que vous pourriez penser, c'est du concret. D'une part, parce que les gens sont convaincus que la paix des Etats-Unis et du monde dépend du dialogue entre Washington et Moscou, et qu'ils redoutent toujours un conflit entre les deux superpuissances. D'autre part, parce qu'ils savent que la politique économique agricole découle principalement de ce dialogue. Les ventes de grains à l'URSS, par exemple, comptent beaucoup plus que l'Amérique centrale ou le Proche-Orient. Tout cela n'est pas fonction de la distance. Prenez le Salvador et le Nicaragua : ils paraissent beaucoup plus lointains que le Vietnam. Tant que nous n'avons pas d'hommes directement engagés sur le terrain, on se sent peu concerné. »



E Vietnam... Aujourd'hui encore, le souvenir de cette guerre continue d'affecter une aussi petite communauté que Marshall. Pat Stephen, trente-sept ans, en parle en tremblant. Son mari avait vingt-quatre ans quand il a été envoyé là-bas. « C'était un vieux, dit-elle, tous les hommes sous ses ordres n'avaient pas plus de dix-sept ou dix-huit ans. Nous avons tous du mal à nous en remettre. » Ron Stephen est rentré du Vietnam en 1971. Il vient d'écrire un livre sur ses souvenirs et cherche un éditeur. « Il me dit toujours, poursuit Pat, que le pire de la guerre, ce n'est pas au Vietnam qu'il l'a connu, mais à son retour, ici, aux Etats-Unis. On les a si mal traités, quand ils sont revenus, sous prétexte qu'on n'aimait pas cette guerre. En fait, c'est surtout qu'on ne la comprenait pas... »

Chef de la police et fils du maire, John Trefz parle, lui aussi, avec émotion du Vietnam. S'il le peut, il ira là-bas un jour, c'est son rêve. Pour l'heure, il n'est jamais sorti des Etats-Unis, n'est même jamais allé à New-York et ne s'est rendu qu'une fois à Chicago. « Je lis tous les livres que je trouve sur la guerre du Vietnam. Est-ce, précisément, parce que je n'y suis jamais allé ? Je n'en sais rien, mais j'y pense tout le temps. J'ai perdu deux de mes très bons amis là-bas. Et j'en ai un troisième qui est revenu, mais sans ses jambes. Il a maintenant trente-huit ans et il vit toujours ici. Devinez ce qu'il fait ? Il boit, c'est tout... Un autre copain, lui, est rentré avec un bras en moins, mais il s'est mis à écrire des livres et il dirige maintenant une association d'anciens combattants à Washington. Pourquoi lui s'en est sorti et l'autre pas ? Je ne comprends pas. Ce qui est sûr, c'est que nos soldats de retour du Vietnam, on ne les a pas traités comme il le fallait. On commence à y faire attention depuis quatre ou cinq ans, mais on aurait dû s'y prendre plus tôt. Plus de cinquante mille morts, vous vous rendez compte ? C'était bien la moindre des choses de faire construire ce monument du souvenir à Washington. »

Pour tenter de sauvegarder ce qui n'est déjà plus qu'un paradis perdu, Marshall oscille sans cesse entre la politique de l'autruche et celle du désespoir. A la tête de la chambre de commerce du comté, Pat Stephen s'inquiète avec lucidité et impatience de l'avenir de la ville : « Les gens, ici, vivent dans un bocal où ils tournent en rond. Ils n'ont pas envie de regarder le monde. La présence de l'Interstate 70 à la sortie de chez eux leur donne

« Le seul souci des gens c'est de conserver leur bonheur et leur sécurité. Dans un sens, je les comprends. »

un peu trop l'impression que tout le pays défile à leurs pieds. Leur seul souci, c'est de conserver leur bonheur et leur sécurité. Dans un sens, je les comprends. Mais il faudrait qu'ils se réveillent un peu, qu'ils changent leurs vieilles habitudes de pensée et qu'ils apprennent à agir et à travailler en groupe. Ce n'est qu'ainsi que nous aurons du poids. Il faut à tout prix que nous le comprenions : cette région peut rester un endroit où il fait bon vivre, tout en étant plus compétitive avec le reste de la nation. Sinon, on ne survivra pas... » A l'abri, oui, mais pour combien de temps ?

Faute de pouvoir le prévoir, la plupart des communautés du Midwest se replient frileusement sur elles-mêmes, convaincues, en dépit de leurs problèmes, d'être des privilégiées et de l'intérêt qu'elles ont, pour cette raison, à se laisser oublier. Si le bruit du monde extérieur leur arrive comme étouffé, ce n'est pas vraiment par ignorance, encore moins par indifférence. Ce serait plutôt par souci de se protéger de ce qui est perçu comme une menace. Tout cela ne se fait pas sans douleur, ni parfois sans d'étonnantes remises en question. Tel Phil, fermier en difficulté et qui pourtant demande, anxieusement : « Que pensent-ils de nous, là-bas, en France ? Que nous avons peut-être de la chance, que nous sommes trop bien dans notre cocoon, n'est-ce pas ? »

Beaucoup d'interrogations, mais pas de certitudes. Si, une seule, entendue de bout en bout du Midwest : « On nous oublie, on nous méprise. Mais la véritable Amérique, c'est nous ! »

FLORENCE BEAUGÉ.
(Lettres de Jean Mineraud.)

HAÏTI : la déception et la colère

La chute précipitée des dictatures ne suffit point, en soi, à résoudre les grands maux de certains Etats. Les récentes émeutes populaires ou les soulèvements militaires survenus dans de jeunes démocraties comme l'Argentine, le Brésil, les Philippines et, aujourd'hui, Haïti prouvent que, lorsque les nouveaux régimes tardent à châtier les anciens tortionnaires et à s'attaquer aux problèmes économiques de fond, à l'injustice sociale et à l'iniquité, le désordre s'installe de nouveau, la colère des citoyens explose tandis que réapparaît la tentation de l'autoritarisme.

Dix-huit mois après la fuite du dictateur Jean-Claude Duvalier, les citoyens d'Haïti, exaspérés, sont une nouvelle fois dans la rue. Leurs griefs visent plus particulièrement les deux hommes forts du Conseil national de gouvernement (CNG), les généraux Henri Namphy et Williams Regala, par ailleurs chefs de l'armée, seule force de maintien de l'ordre et responsable de la mort, le mois dernier, de vingt-trois manifestants.

La mission principale du CNG était, au cours d'une transition de deux ans, de rétablir un Etat de droit en dotant le pays d'institutions démocratiques pour permettre l'élection, en novembre prochain, d'une assemblée législative et d'un président.

Le CNG a en partie rempli cette mission. La liberté d'expression est garantie et une Constitution démocratique a effectivement été approuvée par référendum en mars dernier. Malgré cela, le désenchantement de la population est devenu manifeste dès le début de 1987, à cause surtout de l'absence de mesures de justice contre les anciens responsables de la répression d'Haïti (les « tontons macoutes »), qui ont encore massacrés une cinquantaine de paysans le 24 juillet dernier.

Alors que se développaient la violence et l'insécurité générale — multiplication des assassinats et des vols — et qu'aucune mesure économique n'améliorait la détresse d'une des populations les plus pauvres du monde, le CNG négligeait de procéder à une épuration et se rapprochait même de personnalités liées au duvalisme et à son régime de corruption.

Le ministre de l'Economie, M. Leslie Delatour, en mettant en place une politique strictement néolibérale et en cherchant un assainissement à long terme, a négligé les attentes immédiates d'une population dont 60 % des actifs sont au chômage. Et aucune décision n'a été prise — une réforme agraire paraît indispensable — pour corriger les immenses disparités économiques dans un pays où 1 % des citoyens possèdent 95 % de la richesse nationale (1).

La politique de M. Delatour est recommandée par Washington, qui a augmenté substantiellement son aide économique. Mais, en même temps, les mesures adoptées récemment par les Etats-Unis pour limiter leurs importations de sucre, principale richesse d'Haïti, ont provoqué, au avril dernier, une forte récession. Deux des trois principales raffineries de sucre ont fermé, jetant à la rue près de 3500 ouvriers et ruinant quelque 8000 plantations.

Dans ce contexte de forte déception politique et de très grand désarroi social, la décision du CNG de limiter le rôle du Conseil électoral provisoire (CEP) a servi le 22 juin dernier de détonateur.

Même si le CNG est revenu sur sa décision, son incompétence politique est apparue manifeste. Plus grave encore, les généraux Namphy et Regala ont donné l'impression de vouloir permettre la tenue d'élections frauduleuses pour favoriser, d'une manière ou d'une autre, le retour à la dictature.

Les membres actuels du CNG ne disposent plus de la confiance populaire sur laquelle reposait exclusivement, en cette période intermédiaire, leur mandat. De nombreux citoyens, soutenus par des organisations politiques et par une partie de la hiérarchie de la puissante Eglise catholique, réclament maintenant leur démission. Celle-ci permettra-t-elle l'achèvement pacifique de la délicate transition et l'élection d'une assemblée législative et d'un nouveau président ? Le chantage au chaos et à la guerre civile poussera-t-il l'armée à tenter de s'emparer du pouvoir ?

Assaillis de liberté et ravagés par une radicale pauvreté, les citoyens d'Haïti n'ont sans doute pas fini de connaître des temps dramatiques.

IGNACIO RAMONET.

(1) Financial Times, 20 juin 1987.


LE DOSSIER BARBIE

Un procès pour l'histoire

Les minutes du procès
Les comptes rendus d'audience de Jean-Marc Thévoz. Les procès de Pétain, les procès de Klaus Barbie et de Klaus Fuchs. La vérité.

L'histoire d'un SS exemplaire
Barbie, le nazi de Lyon, l'espion américain en Allemagne, l'écrit en Bolivie.

La recherche d'un criminel
contre l'humanité
Comment Barbie fut retrouvé. Comment il fut livré à la France.



Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE

40 pages - 25 F

EN VENTE
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

ÉGALEMENT DISPONIBLE PAR CORRESPONDANCE

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Localité: _____

Nombre d'exemplaires: _____ X 25 F (toute d'expédition incluse)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
Le Monde, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

DP-7-7

Par
DENIS
RUELLAN

QUELQUES semaines après l'approbation massive d'une nouvelle Constitution par 99,81 % des suffrages, et dans l'attente des élections législatives et présidentielles, prévues pour le 29 novembre prochain, le processus de démocratisation d'Haïti semblait se diriger sans heurts vers son aboutissement constitutionnel : la prise de fonctions du nouveau président de la République, le 7 février 1988, deux ans jour pour jour après le « déchaînement » de la dictature de la famille Duvalier.

Sous l'autorité transitoire du Conseil national de gouvernement (CNG), le pays jouissait depuis dix-huit mois d'une liberté d'opinion et de presse sans nuage. Formations politiques et syndicales agissaient au grand jour, et la population vivait une explosion de la parole sans précédent.

Deux décisions du CNG, les 22 et 23 juin 1987, ont pourtant suffi pour mettre le feu aux poudres, provoquer des grèves en cascade et des émeutes dans les rues. L'armée (sept mille hommes, désormais assistés d'une quinzaine de conseillers américains) a tiré. Bilan : vingt-trois morts. Amnesty International a dénoncé plusieurs assassinats de civils non armés (dont des enfants) perpétrés par des tueurs, probablement à la solde des autorités.

La première des décisions contestées du CNG concernait le Conseil électoral provisoire (CEP). Selon la nouvelle Constitution (article 289), ce conseil est seul habilité à organiser et à valider toutes les élections. Par un décret, le CNG entendait réduire le rôle du Conseil électoral provisoire à celui d'une simple « chambre d'enregistrement des résultats ». La seconde décision était aussi grave : interdiction de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH), le plus contestataire des trois syndicats du pays. Le CNG jouait « politique » un récent mot d'ordre de grève.

Devant l'ampleur des manifestations et les risques d'embrasement, le CNG a reculé. Il est revenu le 5 juillet sur ces mesures. Le mécontentement populaire n'a pas cessé pour autant, et la foule, sous l'impulsion d'un comité de coordination de cinquante-sept organisations démocratiques, a continué de réclamer la démission du CNG. Signe que le malaise entre les autorités et la

population n'est pas un simple accident de parcours.

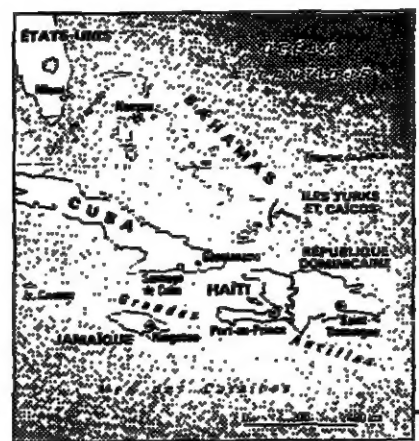
On a entendu, lors d'une manifestation, le 10 juillet, des slogans anti-américains (« Haïti n'est pas une colonie américaine ») et procastriotes (« Fidel, donne-nous des armes, nous sommes braves »), ce qui, dans la réalité politique haïtienne, doit être compris comme une provocation à l'adresse de la Maison Blanche. Le sentiment d'hostilité à l'égard des Etats-Unis était latent depuis plusieurs mois, en particulier depuis la visite du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, en août 1986. Le 11 mai dernier : un ouvrier licencié d'une entreprise sucrière en faillite a tenté d'enlever et a poignardé l'épouse d'un diplomate américain. Il voulait par son geste obtenir la démission de M. Leslie Delatour, ministre de l'Economie et des finances, qu'il qualifia d'« agent de la politique américaine à Haïti ».

C'est parce que le CNG n'était plus en mesure de contrôler totalement le Conseil électoral qu'il a tenté de limiter arbitrairement ses prérogatives. Indépendamment, le Conseil électoral provisoire est constitué de neuf personnalités

représentant respectivement l'exécutif, les Eglises, le conseil consultatif, la Cour de cassation, les organisations de défense des droits de l'homme, l'Université, les journalistes et le conseil national des coopératives. Minoritaire dans cette instance, le CNG d'abord a manœuvré pour que ses membres ne soient pas trop hostiles à sa politique. Puis, il a prononcé un décret — anti-constitutionnel — dans le but de priver le CEP de son droit de supervision au profit du ministre de l'Intérieur, le général Williams Regala. Au sein du CNG, composé de trois personnalités — le général Henri Namphy en est le président — le général Regala apparaît de plus en plus comme le personnage-charnière entre l'armée et la bourgeoisie dont une grande partie est restée aux Etats-Unis. Inspecteur général des armées jusqu'au 7 février 1986, il est aujourd'hui le symbole de la permanence à la tête de l'Etat de personnalités liées à l'ancien régime. Pour Washington, il est le garant d'une stabilité dans le changement. La maîtrise du processus électoral par son ministre est singulièrement renforcé son pouvoir.

L'interdiction de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens n'était pas fortuite non plus. La centrale syndicale, en appelant à la grève générale, exigeait la réouverture des entreprises d'Etat liquidées pour cause de déficit, la subvention du prix du riz récolté à Haïti, le dédommagement des planteurs frappés par les fermetures de sucreries, le doublement du salaire ouvrier (de 3 à 6 dollars par jour), etc.

De telles revendications traduisent le mécontentement de la population à l'égard de la politique économique suivie par le CNG, largement inspirée par Washington. Depuis février 1986, le gouvernement américain n'a pas lésiné sur les moyens. L'aide a été fortement augmentée; elle atteint 110 millions de



Points de repère

SUPERFICIE : 28 000 km².
POPULATION : 5,9 millions d'habitants.
CAPITAUX : Port-au-Prince (1 million d'habitants).
PIB : 1 930 millions de dollars (1985, Banque mondiale).
DETTE TOTALE : 833 millions de dollars (1985, OCDE).
ENCOURES DE LA DETTE PUBLIQUE :
— en pourcentage du PIB : 27,8 % (1985).
— en pourcentage des exportations : 5,8 % (1985).
TOTAL DES DÉPENSEMENTS EFFECTUÉS PAR M. DUVALIER ET SES PROCHES DEPUIS 1981 : entre 600 et 900 millions de dollars.
POPULATION ACTIVE : 70 % dans l'agriculture, 8 % dans l'industrie et 22 % dans les services.
CROISSANCE DE LA PRODUCTION (1980-1985) : PIB : -0,8 % ; agriculture : -1,3 % ; industrie : -2,4 % ; services : +0,5 %.

CONSTRUIRE SUR LES DÉCOMBRES D'UNE TYRANNIE

La quadrature du cercle constitutionnel

La société haïtienne veut la démocratie ; et elle veut l'organiser sur la base d'une Constitution, mais l'ombre du duvalisme reste trop prégnante encore. Nulle parcelle de pouvoir n'ayant pu échapper à sa mainmise trentenaire, nulle éducation ne peut, en quelques mois, effacer du présent : trop nombreux sont ceux qui, de plein gré ou par la peur, ont collaboré avec lui. La démocratie se bâtit donc sur les débris du duvalisme et à partir d'elles. Pour se concrétiser, le rêve démocratique devra composer avec tout ce qu'il exerce.

En dix-huit mois, le « secteur démocratique » a accompli certes un réel. Le déchaînement radical du duvalisme n'était plus de mise. Il fallait désormais se contenter de la neutralité. A l'issue d'un débat national intense et sous la pression populaire, l'Assemblée constituante rendit une copie conforme à ces priorités, aussitôt adoptée massivement par 99,8 % des suffrages, le 29 mars 1987. La Loi fondamentale allait y exprimer le peu de confiance que l'espérance, une construction défensive et un rempart contre tout risque de domination d'un pouvoir sur les autres.

Etu pour cinq ans au suffrage universel (art. 134), le président de la République ne peut dissoudre (art. 111-8) ni la Chambre des députés (deux pour quatre ans) ni le Sénat (renouvelable par tiers tous les deux ans avec un mandat de six ans). Aucune des deux assemblées n'a le pouvoir de révoquer le président. Le premier ministre, quant à lui, chef du gouvernement, est choisi par le président parmi les membres du parti majoritaire (art. 137).

L'exercice du droit de censure est limité à une fois l'an (art. 129-6). En cas de désaccord entre l'exécutif et le législatif, une commission de conciliation (présidée par le président de la Cour de cassation) est saisie (art. 111-8). Si cette opération n'aboutit pas, la Cour de cassation s'empare du différend, et son arbitrage s'impose à toutes les parties (art. 111-7). La Constitution institue en outre une profonde décentralisation : dotées de l'autonomie administrative et financière, les communes sont notamment gérées par un conseil de trois membres élus au suffrage universel, qui concourent à la formation des assemblées départementales.

Pris en tenaille entre l'ordre judiciaire, qui se voit investi du pouvoir exécutif suprême, et les pouvoirs locaux, les responsables proprement politiques sont placés sous haute surveillance : privés de la capacité de l'emporter l'un sur l'autre, l'exécutif et le législatif jouent, l'un pour l'autre, un rôle primordial de garde-fou.

La fragilité fonctionnelle d'un tel édifice constitutionnel n'a échappé à personne, ni les risques de paralysie politique inhérents à un équilibre aussi pointilleux des pouvoirs. Une partie de l'opinion publique soupçonne même le CNG et les survivants du duvalisme de jubiler d'espérance en estimant à leur juste prix les multiples facteurs de blocage qui ne manqueraient pas, à terme, de dévaluer la démocratie balbutiante.

Un argument a finalement emporté l'adhésion, conjoncturel sans doute, mais décisif. Il tient à quelques lignes inscrites en conclusion de la Loi fondamentale en son article 281 : « Ne pourra briguer aucune fonction publique durant les dix années qui suivront la publication de la présente Constitution (...) toute personne notoirement connue pour avoir été par ses excès de zèle un des artisans de la dictature ou de son maintien... »

Haïti n'a pas pris sa décision à la légère. Lors des précédentes ouvertures démocratiques, celle de 1981-1982 par exemple, sous la pression des Etats-Unis, une éphémère libéralisation de façade avait été engagée. Le grand voisin avait à cette occasion montré que le duvalisme ne s'effrayait guère ; qu'il pouvait même miser sur ses aptitudes à maintenir l'ordre si tel était, pour lui, le prix somme toute modique à payer pour une modernisation économique et pour une ouverture du marché conformes à ses vœux et à sa politique dans le bassin des Caraïbes. Ce que Washington avait, il y a peu, essayé en vain avec le duvalisme pouvait encore être tenté avec ses survivants. Mieux valait donc prendre des garanties à l'intérieur et se donner une Constitution même imparfaite susceptible, dans l'immédiat, d'opposer un obstacle au retour d'une dictature dont bien des pays amis s'étaient si longtemps accommodés (1).

J.-P.A.

(1) En novembre 1977, M. Michel Poniatowski, représentant personnel de M. Valéry Giscard d'Estaing, avait déclaré à Port-au-Prince : « Vous avez la chance d'avoir un président jeune, ouvert, capable. C'est pourquoi le président Giscard d'Estaing n'a chargé de lui transmettre un message non seulement d'amitié mais encore d'encouragement. » Cité par Jacques Barrot, Haïti de 1804 à nos jours, L'Harmattan, Paris, 1984, tome 1, p. 250.

Nos précédents articles

FÉVRIER 1986 : Trois mois de troubles à Haïti. Une dictature à bout de souffle, par Serge Gilles.
AVRIL 1986 : De MM. Duvalier, Marcos et quelques autres. La démocratie et l'argent, par Claude Julien.
NOVEMBRE 1986 : Mécontentement populaire à Haïti, par Leslie Pén.

TOUTE L'AMÉRIQUE LATINE

SUR MINITEL

3615 - FESTA

Contre la dém

Le 24 juillet 1987, les citoyens d'Haïti ont manifesté contre la démission du CNG. Les manifestants ont brandi des drapeaux haïtiens et des banderoles. Ils ont chanté des chansons patriotiques. Les forces de l'ordre ont tenté de disperser la foule, mais celle-ci a persisté à rester dans la rue. Le lendemain, la situation s'est aggravée. Des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes. Des personnes ont été tuées et blessées. Le CNG a tenté de rétablir l'ordre, mais sans succès. La situation est devenue insupportable. Les citoyens ont exigé la démission immédiate du CNG. Ils ont appelé à la formation d'un gouvernement provisoire. Ils ont demandé la tenue d'élections libres et transparentes. Ils ont réaffirmé leur attachement à la démocratie et à la justice.



La manifestation d'Haïti.

La

Par
JEAN-PIERRE
ALAIN

Le 24 juillet 1987, les citoyens d'Haïti ont manifesté contre la démission du CNG. Les manifestants ont brandi des drapeaux haïtiens et des banderoles. Ils ont chanté des chansons patriotiques. Les forces de l'ordre ont tenté de disperser la foule, mais celle-ci a persisté à rester dans la rue. Le lendemain, la situation s'est aggravée. Des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes. Des personnes ont été tuées et blessées. Le CNG a tenté de rétablir l'ordre, mais sans succès. La situation est devenue insupportable. Les citoyens ont exigé la démission immédiate du CNG. Ils ont appelé à la formation d'un gouvernement provisoire. Ils ont demandé la tenue d'élections libres et transparentes. Ils ont réaffirmé leur attachement à la démocratie et à la justice.

Le 24 juillet 1987, les citoyens d'Haïti ont manifesté contre la démission du CNG. Les manifestants ont brandi des drapeaux haïtiens et des banderoles. Ils ont chanté des chansons patriotiques. Les forces de l'ordre ont tenté de disperser la foule, mais celle-ci a persisté à rester dans la rue. Le lendemain, la situation s'est aggravée. Des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes. Des personnes ont été tuées et blessées. Le CNG a tenté de rétablir l'ordre, mais sans succès. La situation est devenue insupportable. Les citoyens ont exigé la démission immédiate du CNG. Ils ont appelé à la formation d'un gouvernement provisoire. Ils ont demandé la tenue d'élections libres et transparentes. Ils ont réaffirmé leur attachement à la démocratie et à la justice.

Libéralisme contre la démocratie

dollars pour l'exercice budgétaire 1986-1987 (contre 45 millions en 1984-1985 sous Duvalier).

Mais elle était assortie de conditions explicites : d'une part, poursuite du processus de démocratisation; d'autre part, adhésion aux principes du libéralisme économique (ouverture du marché, investissement dans les industries de réexportation, abandon progressif des productions pour le marché local, réduction des dépenses publiques, intégration au marché américain grâce à l'initiative du bassin Caraïbe (Caribbean basin initiative), un plan de développement lancé en 1981 par le gouvernement de M. Reagan, où prime la règle des avantages comparatifs, notamment en matière de salaire).

Cette politique économique n'est d'ailleurs pas totalement nouvelle. Inaugurée au début des années 80, elle s'était heurtée à la gabegie que M. Jean-Claude Duvalier et ses pro-

ches faisaient régner dans les finances publiques et l'économie du pays (voir ci-dessous l'article de Jean-Pierre Alaux). La chute du dictateur, en ouvrant la voie à la libéralisation de la vie politique, devait aussi accélérer l'avènement du libéralisme économique.

En 1984, le rapport annuel de l'Agence américaine d'aide au développement (USAID) sur « la stratégie de développement pour Haïti » qualifiait le pays de « Taiwan des Caraïbes » et préconisait « un système économique plus ouvert, doté d'un fort potentiel pour l'exportation de produits manufacturés et de produits agricoles transformés, mais de plus en plus tributaire des importations de céréales et autres produits de consommation. Il s'agit d'un changement historique menant à une plus grande interdépendance commerciale avec les Etats-Unis ».

L'artisan de ce projet est M. Leslie Delatour, ministre de l'économie et des finances. Proche de l'ancien ministre des finances Marc Bazin (1982), M. Delatour est aussi un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale qui servait de correspondant à Washington du dernier ministre de l'économie de Duvalier, M. Frantz Merceron, aujourd'hui exilé (1).

A l'immense espoir populaire suscité par la fuite de « Bébé-Doc », répond aujourd'hui une cruelle réalité économique. Depuis 1986, l'Etat s'est désengagé des entreprises déficitaires d'oléagineux et de sucre (ENAO et Darbonne), ce qui revient à les condamner. Les faillites de plusieurs entreprises sucrières (HASCO, Dessalines-Centrale, Welsh) jettent sur le pavé des milliers d'ouvriers et des dizaines de milliers de petits planteurs. Les productions agricoles locales souffrent de la contrebande. L'hémor-

ragie d'emplois est continue dans la petite industrie, désormais concurrencée par l'ouverture du marché.

Ces dernières années, le secteur des industries d'assemblage (textile, électronique), constitué par des entreprises américaines (filiales ou sous-traitantes de firmes aussi connues que ITT, Hewlett-Packard, Bendix...) qui réexportent leur production vers le marché américain, a connu le plus fort taux de croissance (16,6 % en 1984). Cette réussite était due aux très bas salaires et à l'absence totale de syndicats. Certaines de ces usines, qui se distinguent par leur très faible investissement et leur capacité à démanteler en quelques heures, ont fermé leurs portes depuis la chute de Jean-Claude Duvalier en février 1986 (2).

En visite à Port-au-Prince le 15 août 1986, M. George Shultz décernait un satisfecit aux autorités haïtiennes pour leur politique libérale : « Vous êtes sur la bonne voie et le peuple américain veut vous aider ». En fait d'aide, mis à part les dollars et les céréales dépechés en urgence, M. Shultz s'est seulement proposé d'augmenter les quotas des articles de confection assemblés à Haïti et vendus sur le marché américain (3). Alors que l'automatisation croissante de la production permet de rapatrier

les industries textiles aux Etats-Unis, cette maigre perspective n'en paraît que plus désolée.

S'adressant à un parterre d'investisseurs américains à Haïti lors d'une réunion à la Maison Blanche, le 13 juin 1986, M. Shultz voyait dans « l'équilibre de l'interdépendance » l'avenir des relations entre les deux pays. Ne s'agissait-il pas plutôt d'une dépendance à sens unique, à en juger par cette précision du ministre : « Il est évident que l'investissement américain est la clé de l'économie haïtienne » ? Une dépendance qui pourrait aller jusqu'à faire du plus pauvre des Etats de l'hémisphère nord un véritable satellite du plus riche d'entre eux ?

DENIS RUELLAN.

- (1) Il existe un mémorandum confidentiel d'une discussion téléphonique entre un proche conseiller de M. Merceron et M. Delatour, le 22 novembre 1985. La conversation portait sur « un tour d'horizon (...) de l'état d'esprit actuel du Fonds (FMI), de la Banque mondiale et de l'USAID ».
- (2) Le secteur de l'assemblage, concentré dans la capitale, employait environ vingt-huit mille personnes.
- (3) En application du système généralisé de préférence (SGP), deux mille cinq cents articles peuvent entrer aux Etats-Unis en franchise dès lors qu'ils ont moins 35 % de leur valeur ajoutée se fait à Haïti.



EMUEUTE A PORT-AU-PRINCE, LE 5 JUILLET 1987
La conséquence d'une politique qui néglige les attentes immédiates des citoyens

(J.-L. Allon-Syga)

Les dictateurs et la passion de l'art...

M. JEAN-CLAUDE DUVALIER a trouvé refuge en France et s'est installé à Grasse dans une villa qu'il loue au fils du célèbre marchand d'armes international, le Saoudien Adnan Khashoggi.

Par un étrange concours de circonstances, cette personnalité déjà impliquée dans les transactions de l'« Irangate » (1) protège également des biens volés aux Philippines par M. Ferdinand Marcos. En dépit du gel de tous les avoirs de ce dernier dans le monde, ordonné le 25 juin 1986 par la justice américaine, M. Adnan Khashoggi a accepté de transporter des toiles de maîtres détenues par l'ancien président philippin. Une commission rogatoire internationale a été transmise à la justice française puisqu'il dispose d'une villa à Cannes, où on le soupçonne d'avoir caché les tableaux. Plainte a été en outre déposée contre lui par l'Etat philippin avec constitution de parodie civile pour recel, le 22 mai 1987.

Le 5 juin 1987, les tableaux ont finalement été découverts à Paris et saisis dans les locaux de la société Sogard, où M. Khashoggi les avait déposés. On en compte seize, parmi lesquels un Rubens, un Rembrandt, un Boucher, un Greco, un Vermeer. Ferdinand Marcos est accusé par son pays d'avoir dérobé 177 toiles appartenant aux collections nationales. Infirmité perdue de la fortune totale prélevée sur les deniers philippins, 5 milliards de dollars dans les banques suisses; 1,5 milliard aux Philippines même; au moins 200 millions aux Etats-Unis. Le gouvernement de Manille poursuit aujourd'hui trente et un proches de l'ancien président pour des détournements estimés à plus de 80 milliards de francs...

J.-P. A.

(1) Libération, Paris, 19 février 1987.

120 MILLIONS DE DOLLARS DÉTOURNÉS PAR M. DUVALIER

La privatisation d'un Etat

Par JEAN-PIERRE ALAUX

DANS la nuit du 6 février 1986, M. Jean-Claude Duvalier, le « président à vie » de la République d'Haïti, fait hâtivement ses valises. Dans quelques heures, il aura quitté Port-au-Prince au terme de vingt-neuf ans de dictature inaugurée par son père, François Duvalier. Il s'accorde cependant un moment pour remplir trois chèques qui, pour toute indication de bénéficiaire, portent la mention « cash » et la somme totale de 845 000 gourdes, soit 169 000 dollars (1), puisés sur le compte 382 G de la Banque de la République d'Haïti, correspondant aux crédits affectés à la défense nationale. Selon une pratique bien établie, le dictateur et ses proches disposent, en effet, d'ordres de paiement sur la banque centrale sans désignation de titulaire ni de compte : il leur suffit d'y inscrire eux-mêmes l'une et l'autre mentions pour obtenir un prélevement de leur vœu sur le compte de leur choix. Souvent le mot « cash » remplace toute indication de destination, pour plus de commodité.

Il en est ainsi depuis 1957. On estime que la dynastie Duvalier s'est approprié, au cours des trois décennies de son règne, entre 600 et 900 millions de dollars (2). Dans la seule période de janvier 1983 à février 1986, les autorités actuelles ont établi, preuves à l'appui, que M. Jean-Claude Duvalier et neuf de ses proches ont prélevé un minimum de 120 574 576 dollars dans les caisses de l'Etat et des entreprises publiques (3). Ces détournements de fonds correspondent en moyenne annuelle à 12 % du budget de la République haïtienne (485 millions de dollars pour l'exercice 1985-1986), l'un des pays les plus pauvres du monde. Sur ces 120 millions de dollars, qui ne préjugent en rien de fraudes plus importantes, 86 millions ont été mis en lieu sûr à l'étranger.

Le système duvalériste reposait sur une privatisation de fait de la chose publique : outre un droit de vie et de mort sur les citoyens (50 000 victimes environ pour une population de l'ordre de 6 millions), il s'était arrogé le droit de disposer des ressources nationales.

La trésorerie des entreprises publiques et parapubliques était littéralement siphonnée par les Duvalier et leurs complices. De 1983 à 1986, 47,4 millions de dollars ont été prélevés dans leurs caisses au titre des « dépenses administratives et charges » ; et 70,7 millions furent retirés de leurs profits nets pour être placés sur des comptes extra-budgétaires. Les banques (Banque nationale de crédit notamment) ont vu leurs avoirs amputés d'au moins 2,3 millions à l'aide de prêts transférés sur des comptes fictifs. Pourtant, le président à vie bénéficiait d'une dotation annuelle officielle de 1,5 million de dollars et d'allocations budgétaires supplémentaires pour « frais légitimes ».

En dehors des évaporations financières sans autre justification que des « obligations spéciales » transférant souvent par M. Henock Lamothe, employé des Duvalier, la voie royale passait par des œuvres sociales et philanthropiques : Œuvres sociales de la présidence (compte 7705 de la Banque de la République d'Haïti, BRH) ; Œuvres sociales du président à vie de la République (compte BRH 6937) ; Œuvres sociales de M^{me} la présidente (compte BRH 6251) ; Œuvres sociales privées de Son Excellence M^{me} François Duvalier (compte BRH 2023).

Il en est d'autres, domiciliées à la Banque nationale de crédit (BNC) : l'hôpital du Bon Secours, c/o Michèle Duvalier (compte 7485) ; la Fondation Michèle B. Duvalier (compte 6359) ; les Activités culturelles (compte 2044) et les Projets spéciaux de la Fondation Michèle B. Duvalier (compte 7520), etc.

Toutes ces institutions charitables étaient alimentées sur ordre à partir des prélevements effectués dans les organismes contrôlés par l'Etat. Aucun des enfants sous-alimentés du pays ne bénéficia jamais de ces fonds, et plus de 10 % des débets de moins d'un an continuèrent à mourir.

Le dernier ministre des finances de M. Jean-Claude Duvalier, M. Frantz Merceron, se chargeait, quant à lui, de l'administration de comptes extra-budgétaires de la BRH (950 G et 1187 AC notamment), qui servaient, de 1983 à 1986, à transférer 27 millions de dollars aux Duvalier et aux œuvres

sociales. Il prenait également soin du compte personnel de Michèle Bennett (BNC 6251). Mais le grand argentier du régime ne s'oubliait pas pour autant : au cours de la même période, il transféra à son intention 177 992 dollars, pris sur le BRH, à la Banque de Boston de Paris, préleva 725 587 dollars sur les réserves de la même BRH et versa à sa secrétaire, M^{me} Saint-Cyr, 9,3 millions de dollars qu'il n'a sans doute pas manqué de récupérer pour l'essentiel.

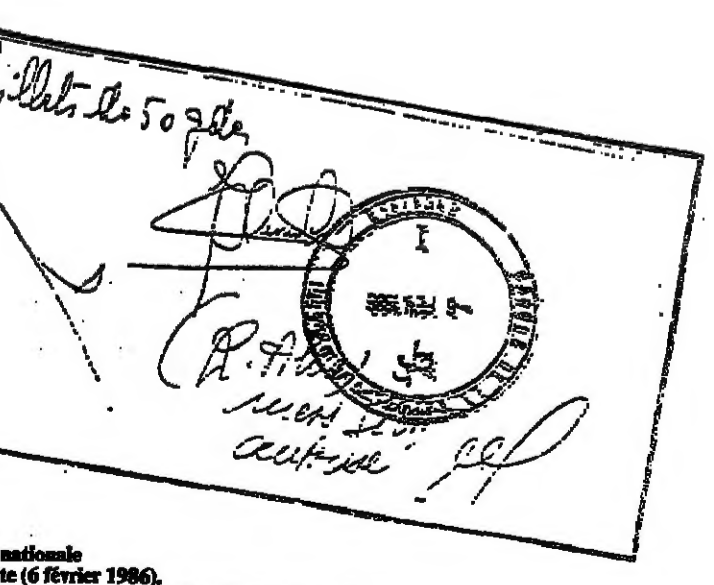
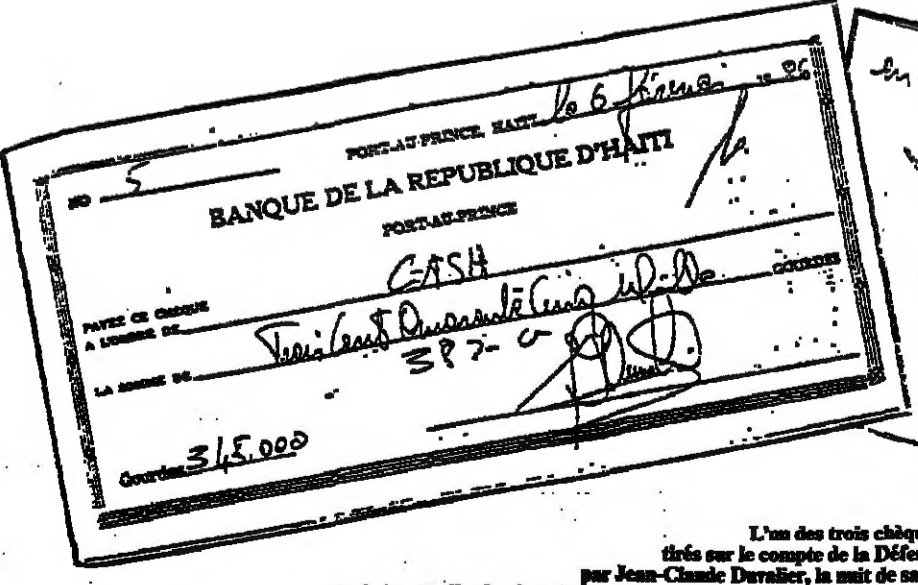
Pièces gestionnaires des deniers publics et de l'économie haïtienne, les anciens gouvernants montrent en revanche des qualités éclairées dès qu'il s'agit de « blanchir » leur trésor de guerre et de le faire fructifier : la compagnie parnassienne Fincal, de M. Jean-Claude Duvalier, ou la Lasse Trade and Finance Inc. en témoignent, parmi d'autres.

Un tel patrimoine permet de légitimer la jouissance de biens immobiliers de prestige, situés — prudence oblige — à l'étranger. Chaque membre du clan possède, en France, quelques propriétés confortables : M. Jean-Claude Duvalier, le château de Thémercourt ; M^{me} Simone Duvalier, un appartement avenue Foch, à Paris ; M^{me} François Duvalier, un appartement avenue du Général-Leclerc, à Neuilly ; M. Frantz Merceron, un appartement rue Guynemer, à Paris. Les Duvalier possèdent encore un yacht, le Niki, et un appartement dans la Trump Tower, à New-York.

Au regard de cette richesse acquise au prix de sa pauvreté et de sa liberté, le peuple haïtien demande

sous-jugé et ne comprend guère que les coupables ne lui soient pas remis. Aux Etats-Unis, en Suisse, en France, des poursuites sont engagées, à l'issue incertaine. Quelles que soient les décisions judiciaires à venir, cela pèsera lourd sur le destin de la fragile démocratie haïtienne. La condamnation des coupables constituerait, par ailleurs, un précédent salutaire pour nombre d'autres privatisations des affaires publiques dans le monde.

- (1) 1 dollar haïtien = 5 gourdes. Le dollar haïtien a la même valeur que le dollar américain auquel il est lié.
- (2) M. Marc Bazin, cinq mois durant ministre des finances de M. Duvalier en 1982 avant de démissionner, estime que, depuis 1957, ces détournements avoisinent 600 millions de dollars. Selon M. François Latortue, ministre de la justice en 1986, ils seraient de l'ordre de 900 millions.
- (3) Les faits et les chiffres examinés ici sont tous établis par l'administration haïtienne et correspondent aux derniers années de la dictature. D'autres détournements de fonds — sur l'aide internationale notamment — ont certainement été effectués ; mais les investigations n'ont pas encore été menées dans ce domaine.
- (4) L'Etat haïtien a saisi la justice française par une plainte contre Jean-Claude Duvalier et huit de ses proches. Le 23 juin dernier, le tribunal de Grasse se déclarait incompétent pour statuer dans une affaire qui, selon son arrêt, est « exclusivement de la compétence de la juridiction administrative » puisqu'il s'agit « des rapports entre un Etat étranger et certains de ses agents ». La cour d'appel d'Aix-en-Provence a donc été saisie par le gouvernement haïtien et doit statuer à l'automne.



L'un des trois chèques tirés sur le compte de la Défense nationale par Jean-Claude Duvalier, le soir de sa fuite (6 février 1986).
• Au recto : l'ordre de paiement ne comprend pas de numéro de compte pré-imprié ; il suffit de l'inscrire soi-même.
• Au verso : le « président à vie » a une préférence pour des coupures de 50 gourdes.

Points de repère

PAR M. DUVALIER ET SES PROCHES : 120 MILLIONS DE DOLLARS DÉTOURNÉS PAR M. DUVALIER

TYRANNIE

constitutionnelle

Le 6 février 1986, M. Jean-Claude Duvalier, le « président à vie » de la République d'Haïti, fait hâtivement ses valises. Dans quelques heures, il aura quitté Port-au-Prince au terme de vingt-neuf ans de dictature inaugurée par son père, François Duvalier. Il s'accorde cependant un moment pour remplir trois chèques qui, pour toute indication de bénéficiaire, portent la mention « cash » et la somme totale de 845 000 gourdes, soit 169 000 dollars (1), puisés sur le compte 382 G de la Banque de la République d'Haïti, correspondant aux crédits affectés à la défense nationale. Selon une pratique bien établie, le dictateur et ses proches disposent, en effet, d'ordres de paiement sur la banque centrale sans désignation de titulaire ni de compte : il leur suffit d'y inscrire eux-mêmes l'une et l'autre mentions pour obtenir un prélevement de leur vœu sur le compte de leur choix. Souvent le mot « cash » remplace toute indication de destination, pour plus de commodité.

Précédents articles

Le dictateur à bout de souffle, par Louis Péan.

RIQUE LATINE

NITEL

ESTA

M. Gorbatchev, Israël

(Suite de la première page.)

« Il doit être clair qu'un progrès dans les rapports avec Israël n'est concevable que sur le chemin d'un processus de règlement au Proche-Orient. Il n'est pas possible de séparer cette question du contexte général. Cette interdépendance s'est créée par le développement des événements, par la politique israélienne elle-même (3). »

Leonid Brejnev, alors secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, avait proposé officiellement, au vingt-sixième congrès du Parti en 1981, de réunir une conférence internationale de paix pour préparer un règlement global, de préférence à la formule des traités de paix séparés, genre Camp David. Peu de pays avaient à l'époque soutenu cette idée, qui aujourd'hui est appuyée par l'ensemble de la communauté internationale, à l'exception du gouvernement d'Israël et même si les États-Unis ne l'approuvent qu'avec des réserves.

Moscou avait à l'origine pour modèle la conférence de Genève qui s'est réunie pour une seule séance le 22 décembre 1973 (au lendemain de la guerre d'octobre), sous la coprésidence des États-Unis et de l'Union soviétique, et avec la participation des pays limitro-

phes d'Israël (le siège de la Syrie était resté vide). Quatre ans plus tard, dans un communiqué conjoint daté du 1^{er} octobre 1977, MM. Vance et Gromyko, ministres des affaires étrangères, respectivement des États-Unis et de l'URSS, appelaient à réunir de nouveau la conférence, toujours sous la coprésidence des Américains et des Soviétiques. Ce communiqué parlait des relations normales et pacifiques qui seraient instaurées entre tous les pays de la région sur la base du respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale, les deux Super-Grands devant assurer les garanties internationales propices à la mise en œuvre d'un règlement global dans la région. Cette tentative n'a pas eu de suite. Les Israéliens sont en revanche arrivés très rapidement à un accord avec Washington selon lequel la conférence devait être un forum de discussions, et non de négociation, non habilité en outre à traiter du sort de l'entité palestinienne. En était exclue l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui fut reconnue en 1974 par le sommet arabe de Rabat comme seul et légitime représentant du peuple palestinien et obtint la même année un siège d'observateur à l'ONU.

palestinien», avec le statut de membre à part entière de la conférence; enfin, l'URSS et les États-Unis, « en tant qu'États jouant un rôle important dans les affaires du Proche-Orient ».

Selon la proposition soviétique, la conférence devait se réunir sous l'égide des Nations unies; mais c'est à partir de 1986 que Moscou parle de l'intervention, d'une manière ou d'une autre, du Conseil de sécurité de l'ONU. Le communiqué conjoint Mitterrand-Gorbatchev, publié à la fin de la visite du président français en URSS en juillet 1986, a évoqué la participation des membres permanents du Conseil de sécurité à un comité préparatoire chargé de mettre sur pied la conférence. Et, en effet, en avril 1987, les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont assisté pour la première fois à une réunion de travail à huis clos avec le secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar, en vue de préparer la conférence internationale. La présence du représentant américain témoignait de la modification de l'attitude de Washington envers ce projet.

Pour les Soviétiques, la participation de l'OLP à la conférence internationale est une condition sine qua non. Enx qui avaient fermement soutenu en 1947 la création de deux États en Palestine, l'un juif, l'autre arabe, insistèrent dès les années 50 pour qu'une solution équitable fût apportée au problème palestinien. En avril 1956, en particulier, un communiqué du ministère des affaires étrangères soviétique demandait de régler ce problème « sur une base mutuellement agréée et qui prenne en compte les intérêts nationaux de toutes les parties intéressées ».

Dix ans plus tard, en avril 1966, alors que les opérations des fedayins palestiniens venaient de commencer, l'Union soviétique affirmait, dans un communiqué conjoint avec la Syrie, son soutien à « la lutte des Palestiniens contre le sionisme ». En octobre 1974, un communiqué égypto-soviétique envisageait déjà la participation de

l'OLP à la conférence de Genève, sur un pied d'égalité avec les autres membres. L'URSS n'a pas abandonné depuis lors cette position de principe.

Certes, Moscou considère la résolution 242 votée par le Conseil de sécurité en novembre 1967 comme un élément fondamental pour résoudre la crise du Proche-Orient. Toutefois, soulignent les Soviétiques, cette décision ne concerne pas la question palestinienne, sur laquelle l'Assemblée générale de l'ONU s'est prononcée en d'autres résolutions.

D'ailleurs, lorsque les responsables soviétiques parlent de la création d'un

État palestinien indépendant, ils entendent bien — ce que les Palestiniens ne disent pas toujours clairement et ouvertement — qu'il s'agit d'un État à créer en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, à côté d'Israël. Lorsqu'ils évoquent la résolution du Conseil national palestinien de 1974, parlant de « la création d'un pouvoir national sur toute partie de la Palestine qui sera libérée », ils disent — ce que les Palestiniens évitent de faire explicitement — que « cela montre l'engagement des Palestiniens à créer leur État indépendant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza (4) ».

L'hostilité de M. Shamir

DES critiques assez dures ont été formulées à Moscou à l'encontre de l'accord d'Amman signé en février 1985 entre le roi Hussein et M. Yasser Arafat, prévoyant la participation de l'OLP à une conférence internationale au sein d'une délégation jordanopalestinienne ainsi que l'exercice par les Palestiniens de leur droit à l'autodétermination dans le cadre d'une confédération jordanopalestinienne. Ces critiques étaient surtout motivées par la crainte de voir un nouveau traité de Camp David instaurer une nouvelle paix séparée sous l'égide des États-Unis.

C'est en fin de compte l'intransigeance israélienne qui mettra fin à cette tentative d'entente entre Jordaniens et dirigeants de l'OLP pour progresser vers une solution pacifique. L'accord d'Amman est d'abord « gelé » par les Jordaniens en février 1986, il est ensuite aboli par l'OLP, lors du Conseil national palestinien en avril dernier à Alger.

La réunion de ce conseil, qui marqua l'unité nationale palestinienne retrouvée (5), fut un grand succès pour la diplomatie soviétique. Celle-ci avait en effet œuvré d'arrache-pied tendant à dissiper les malentendus entre les diffé-

rentes fractions palestiniennes, estimant que le manque d'unité portait un tort considérable aux efforts pour assurer aux Palestiniens une place à la conférence internationale alors que leurs adversaires (Israéliens, Américains, et même certains éléments du monde arabe) ne cessaient d'invoquer la division du mouvement pour dénier à l'OLP « de Tunis » la représentativité du peuple palestinien. Lors de sa rencontre, en marge des travaux de l'Internationale socialiste à Rome, en avril 1987, avec M. Karen Broutens, responsable pour les affaires du Proche-Orient au sein du comité central du PC soviétique, le ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Shimon Peres, avait affirmé que l'OLP était rejetée non seulement par Israël mais aussi par la Syrie et la Jordanie, deux participants éventuels à la conférence internationale. Les Soviétiques s'employaient désormais à une médiation entre l'OLP et la Syrie, tâche encore plus difficile que la précédente.

(3) Agence Tass, 24 avril 1987.

(4) Robert Doydov, *Ching Fomin, The Soviet Union and the Middle East Settlement*, agence de presse Novosti, Moscou, 1986, p. 16.

(5) Cf. Alain Gresh, « La réponse palestinienne », *Le Monde diplomatique*, juin 1987.

L'appui du président Mitterrand

PARALLÈLEMENT, la visite du président égyptien Anouar El Sadate à Jérusalem, en novembre 1977, eut pour effet, entre autres, de torpiller le projet de convocation de la conférence de Genève, l'Égypte souhaitant alors éliminer toute influence soviétique dans la région. Cependant, si les accords de Camp David (septembre 1978) ont réglé les rapports entre Israël et l'Égypte, faisant sortir cette dernière du champ de la confrontation israélo-arabe, ils ont laissé ouverte la plaie de la crise du Proche-Orient et indirectement contribué à l'invasion du Liban par Israël en 1982.

C'est à la suite de cette invasion que l'URSS devait réitérer, en juillet 1984, sa proposition de conférence internationale sur le Proche-Orient. Ce projet préconisait notamment, outre la reconnaissance explicite du droit d'Israël à l'existence et la création d'un État palestinien, la restitution des territoires occupés par Israël depuis 1967 et l'obligation d'associer l'OLP à un règlement global. Une telle conférence devait, selon Moscou, réunir les participants suivants : Israël et tous les pays arabes ayant une frontière commune avec lui (Syrie, Jordanie, Égypte, Liban) ; l'OLP, en tant qu'« unique représentant de la légitimité du peuple

La diplomatie égyptienne

ECONOMIQUEMENT à genoux, toujours menacée de troubles internes, l'Égypte du président Moubarak reste prisonnière de ses liens de dépendance à l'égard des États-Unis et de son traité de paix séparée avec l'État d'Israël. A la faveur de la guerre du Golfe, elle tente difficilement d'améliorer ses relations avec les pays arabes « modérés », sans avoir vraiment les moyens de peser sur les événements qui sont en train de refaçonn timer les rapports régionaux.

Par MOHAMED SID-AHMED

Dans la perspective d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient, l'Égypte est aujourd'hui, plus que jamais, confrontée aux conséquences des accords de Camp David signés voilà neuf ans par Anouar El Sadate et M. Begin. La Syrie s'oppose en effet à sa participation, sous prétexte qu'elle a déjà signé un traité de paix avec Israël.

Au Caire, où le risque d'une telle mise à l'écart n'est pas pris à la légère, on est même allé jusqu'à se demander si l'exclusive lancée à l'encontre de l'Égypte n'avait pas fait l'objet d'un marchandage entre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) réunifiée et le chef de l'État syrien. Lors de sa réunion à Alger, en avril dernier, le Conseil national palestinien (CNP) a en effet établi une distinction, dans ses résolutions, entre le « régime égyptien » et les « forces nationales égyptiennes ». Dans la mesure où elle impliquait une condamnation du président Moubarak, cette distinction pouvait être interprétée comme une manière de légitimer l'exclusion de l'Égypte de la table des discussions.

Il est cependant difficile d'imaginer qu'une négociation visant à instaurer une paix globale au Proche-Orient soit conduite sans la présence des représentants du Caire. La politique ambiguë de l'Égypte au sein du monde arabe suscite encore bien d'autres questions fondamentales quant à l'avenir de son rôle dans la région. Des questions que M. Moubarak ne pourra éluder au cours de son second mandat de président (le résultat du référendum du 5 octobre prochain sur le renouvellement pour six ans de ses fonctions présidentielles est pratiquement acquis d'avance). D'autant que politique étrangère et politique intérieure sont

fortement imbriquées dans ce pays qui connaît des troubles à répétition.

Les émeutes de la faim de janvier 1977 avaient marqué un moment décisif dans l'évolution de la politique de Sadate, car elles mettaient en lumière une contradiction pour lui insupportable. Selon le rai, c'était grâce aux retombées de « sa » guerre d'octobre en 1973 que les pays arabes producteurs de pétrole étaient devenus fabuleusement riches. Tandis que l'Égypte, à qui revenait le mérite de cette prospérité, souffrait de graves pénuries et devait assumer seule l'essentiel de la confrontation avec Israël. Les riches pays arabes ayant failli à la solidarité, Sadate s'estimait délié de toute obligation à leur égard. Il décida d'aller seul à Jérusalem. Une manière de leur faire comprendre que, s'ils détenaient la carte du pétrole, lui gardait la clef de la paix dans la région. Dans la région et pas seulement en Égypte, car il a toujours rejeté l'accusation d'avoir trahi la

nation arabe en signant avec Israël un traité de paix séparé.

Encore fallait-il, pour que le processus de paix ainsi amorcé puisse acquérir une dimension « régionale », prouver aux Américains que l'Égypte était en mesure de représenter pour eux un atout stratégique plus intéressant qu'Israël. Sadate espérait ainsi se donner le moyen d'obtenir la restitution des autres territoires arabes occupés, grâce à l'appui de Washington. Servir la cause panarabe en se faisant plus pro-américain que les Israéliens, c'était, en fin de compte, la seule justification possible d'une paix que Sadate refusait de qualifier de « séparée ».

Mais c'était un pari impossible. Car si les autres parties arabes ne pouvaient pas faire la guerre sans l'Égypte, celle-ci ne pouvait pas conclure sans elles une paix régionale d'une portée bien plus vaste qu'un simple accord bilatéral. En particulier, le problème de la Palestine, au cœur du conflit, ne pouvait être sérieusement résolu en l'absence de représentants palestiniens authentiques.

Le dessein de Sadate a échoué, mais sa stratégie d'alignement sur les Américains a produit des effets secondaires durables. Le Caire se lança notamment dans une virulente croisade antisoviétique qui, sous l'administration Reagan, fournirait son assise idéologique à une politique dite de « consensus stratégique » se proposant de surmonter le conflit entre Israël et les régimes arabes « modérés » en les unissant contre la menace soviétique. Une conception qui se défendait dans le climat de guerre froide du début des années 80, mais qui perd aujourd'hui toute raison d'être.

Les années Moubarak

M. Moubarak joue aussi la carte de M. Arafat, mettant à profit la vulnérabilité particulière de l'OLP, en butte à l'hostilité de ses ennemis arabes — dont la Syrie, notamment, rangée dans le Front de la fermeté. Le dirigeant de l'OLP, on s'en souvient, a renoué le contact avec le Caire après que le président égyptien eut intercédé auprès des autorités israéliennes pour obtenir le passage en mer Rouge du convoi de combattants palestiniens chassés de Tripoli en décembre 1983 par les Syriens.



CONVERSATIONS ENTRE MM. MOUBARAK ET SHIMON PERES EN 1986. Un effort constant en faveur d'une conférence internationale.

Mais le rapprochement égypto-palestinien est soumis à des contraintes que l'affaire de l'*Achille-Laurio* a fait éclater au grand jour. L'interception, en octobre 1985, par la chasse américaine, de l'avion égyptien transportant les responsables du détournement du paquebot italien, indiquait à M. Moubarak les limites à ne pas franchir. Aux termes des accords de Camp David, rien ne l'autorisait à remettre à la justice de l'OLP un commando qui, pour se disculper d'avoir saisi un paquebot italien, prétend que son objectif initial était de mener une action de sabotage en Israël (1). Par ailleurs, les visites au Caire du dirigeant de l'OLP sont tolérées dans la mesure où, à l'occasion de l'une d'entre elles, il dénonce le terrorisme dans une déclaration conjointe avec le rai; ou s'il s'agit pour le Caire de contribuer à apaiser les divergences entre M. Arafat et le roi Hussein pour favoriser la signature, en février 1985, d'un accord jordanopalestinien, qui porte un coup sévère à l'unité des factions palestiniennes. La rupture avec l'OLP et la fermeture de ses bureaux en Égypte, en réponse aux résolutions du CNP à Alger, montrent d'ailleurs que le rapprochement avec M. Arafat ne signifie pas nécessairement une réconciliation avec l'OLP réunifiée.

M. Moubarak se néglige pas non plus l'Irak, embourbé dans une interminable guerre avec l'Iran. Bien que Bagdad ait abrité les deux sommets arabes

qui avaient décidé la rupture des relations diplomatiques avec le Caire, dès avant la mort de Sadate, l'Égypte avait commencé à fournir au gouvernement basiste du matériel militaire d'origine soviétique dont elle n'avait plus besoin.

Les démêlés perpétuels du Caire avec Washington concernant les modalités de l'assistance américaine, notamment le règlement de la dette militaire (2), viennent rappeler, s'il en était besoin, que la « carte de la paix » de Sadate n'a pas apporté à son pays la prospérité. En 1986, la chute des prix du pétrole frappe durement l'économie déjà épuisée par le service d'une dette dépassant 40 milliards de dollars. La mutinerie des forces de sécurité, en février, est perçue comme une première lésarde menaçant d'effondrer l'ensemble de l'édifice. Bon gré, mal gré, M. Moubarak doit faire appel aux États du Golfe.

De ce point de vue, l'« Irangate » est une aubaine. Pour les monarchies du Golfe, qui ne croient pas à la version américaine de la « bétise », les transactions avec l'Iran s'inscrivent dans un

(1) Les accords de Camp David stipulent que les parties contractantes s'abstiennent d'activités subversives menées par des tiers contre l'une d'entre elles.
(2) Washington refuse toujours de reconnaître le taux d'intérêt de 14 % que paie l'Égypte pour des crédits militaires atteignant 4,6 milliards de dollars.

PROCHE-ORIENT

les Pal

Le Proche-Orient est un théâtre de conflits anciens et nouveaux. La question palestinienne est au cœur de ces conflits. Les Palestiniens demandent la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant. Les Israéliens, quant à eux, refusent de reconnaître ce droit et veulent maintenir leur occupation des territoires occupés. La communauté internationale est divisée sur cette question. Les États-Unis soutiennent Israël, tandis que l'URSS et l'Égypte soutiennent les Palestiniens. La situation est donc très tendue et il est difficile de trouver une solution pacifique.

La diplomatie égyptienne

La diplomatie égyptienne a joué un rôle important dans le processus de paix au Proche-Orient. Anouar El Sadate a signé des accords de paix avec Israël et la Jordanie. Cependant, la politique ambiguë de l'Égypte au sein du monde arabe suscite encore bien d'autres questions fondamentales quant à l'avenir de son rôle dans la région. Des questions que M. Moubarak ne pourra éluder au cours de son second mandat de président.

| Fêtes nationales | |
|--------------------------|---|
| 1 ^{er} mai | Fête de l'indépendance. |
| 23 juillet | Anniversaire de la fondation de la confédération nationale. |
| 28 septembre | Fête nationale. |
| 1 ^{er} octobre | Fête de l'indépendance. |
| 15 octobre | Fête de l'indépendance. |
| 25 octobre | Fête de l'indépendance. |
| 28 octobre | Fête de l'indépendance. |
| 30 octobre | Fête de l'indépendance. |
| 1 ^{er} novembre | Fête de l'indépendance. |
| 23 novembre | Fête de l'indépendance. |
| 25 novembre | Fête de l'indépendance. |
| 28 novembre | Fête de l'indépendance. |
| 30 novembre | Fête de l'indépendance. |

AU PROCHE-ORIENT

et les Palestiniens

COUPS DE POKER
Shamir, Israël

Un Palestinien indépendant, il est bien - ce que les Palestiniens ne peuvent pas toujours clairement admettre - qu'il s'agit d'un Etat à part entière, à côté d'Israël. Lorsque la résolution de 1974, par laquelle l'Assemblée générale de l'ONU a reconnu le droit d'un peuple à l'autodétermination, il s'agit de la Palestine, et non pas de la Cisjordanie et de la bande de Gaza (4).

M. Shamir

Les fractions palestiniennes, et surtout que le manque d'unité politique est considérable aux efforts pour la conférence internationale. Les Palestiniens ont une place à part dans la conférence internationale, mais leurs adversaires (Israéliens, Arabes, et même certains éléments du monde arabe) ne cessent d'empêcher la division du mouvement pour l'O.L.P. de l'Union arabe. Lors de la conférence internationale à Rome, en 1977, avec M. Karen Broussard, responsable pour les affaires du Proche-Orient au sein du comité central du P.C.F., le ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Shimon Peres, a affirmé que l'O.L.P. était représenté par Israël mais aussi par la Syrie et la Jordanie, deux pays éventuels à la conférence internationale. Les Soviétiques s'opposent à une médiation entre Israël et la Syrie, tâche encore plus difficile que la précédente.

Agence Tass, 24 avril 1987.
Robert Davidson, Oleg Pankov, Union and the Middle East, 1987, p. 16.
Cf. Alain Gresh, "La réponse à la question du Proche-Orient", in Le Monde diplomatique, mai 1987.

Quant à la nature de la conférence internationale, un fossé énorme sépare le point de vue soviétique de celui des travaillistes israéliens. M. Pères y voit un cadre qui facilitera les pourparlers directs entre les antagonistes, surtout entre Israël et la Jordanie. Les Soviétiques affirment en revanche que les grandes puissances appelées à garantir ces accords doivent être associées aux négociations, et non pas rester de simples témoins comme le souhaitent les Israéliens. Moscou parle d'une conférence où chacun des participants aurait les pleins pouvoirs dans le processus de décision, et n'exclut pas la création de sous-commissions qui n'auraient pas le droit d'adopter des décisions mais qui présenteraient des projets à la conférence, laquelle seule aurait le pouvoir de décision à l'unanimité. Enfin, les Soviétiques souhaitent manifestement que l'objectif de la conférence soit un retrait total des forces israéliennes de tous les territoires occupés lors du conflit de 1967, assorti de la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Palestiniens, de leur droit à créer un Etat indépendant afin que s'instaure la paix et la sécurité pour tous les pays impliqués dans le conflit (6).

En Israël, la droite s'oppose vigoureusement à toute participation à la conférence internationale. Chef du Likoud (droite nationaliste) et actuellement premier ministre, M. Yitzhak Shamir l'a clairement fait savoir : « Nous n'accepterons jamais qu'une conférence internationale décide de l'avenir de notre pays. Il n'en est pas question (7) ». De leur côté, les travaillistes soutiennent le principe d'une conférence internationale qui servirait de forum aux pourparlers directs avec la Jordanie. Au cours de leur rencontre secrète du 11 avril dernier, M. Pères et le souverain hachémite ont élaboré un document sur les modalités de ces négociations concernant l'avenir de la Cisjordanie. Le roi Hussein ayant expliqué à M. Pères qu'il ne lui était possible d'entrer en négociations avec Israël que dans un cadre international, le ministre israélien des affaires étrangères a trouvé dans cet argument une

raison pour se déclarer en faveur d'une telle conférence.

Dans ses efforts pour préparer le terrain à la conférence internationale de paix, l'Union soviétique a entretenu des contacts avec Israël : ainsi les ambassadeurs israélien et soviétique se sont rencontrés à Paris en juillet 1985, et M. Chevardnadze s'est entretenu avec M. Pères à New-York lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU.

Une autre rencontre, d'un caractère différent, mais qui n'en révèle pas

moins la volonté soviétique d'améliorer le climat entre les deux pays, a eu lieu entre les délégations soviétique et israélienne à Helsinki en août 1986. Les Soviétiques ont alors proposé - on sait que les relations diplomatiques entre Moscou et Jérusalem sont rompues depuis juin 1967 - d'envoyer une délégation consulaire en Israël pour examiner l'état des lieux et la situation des citoyens soviétiques en ce pays. Mais la partie israélienne ayant évoqué lors de cette rencontre le problème des juifs d'URSS, il fut immédiatement mis fin aux pourparlers. Il fallut attendre un

an pour que l'équipe consulaire soviétique soit finalement envoyée à Tel-Aviv, où elle siège à l'ambassade de Finlande, chargée des intérêts soviétiques.

A vrai dire, l'émigration de juifs soviétiques n'est pas directement liée aux relations avec Israël, mais plutôt avec le monde occidental. La grande vague d'émigration des juifs d'URSS depuis la fin des années 60 et tout au long des années 70 - quelque 275 000 personnes en tout - n'a pas entraîné la moindre amélioration dans les rapports entre les deux pays. Et la

nouvelle vague de départs amorcée cette année s'explique surtout par la politique intérieure de M. Mikhaïl Gorbatchev, qui cherche à se débarrasser des critiques formulées en Occident à l'encontre de l'attitude soviétique en matière de droits de l'homme.

Pour le rétablissement des relations diplomatiques avec Israël, l'URSS, pose comme condition le changement de la politique israélienne face au monde arabe et surtout envers les Palestiniens. Lors de la conférence de Genève de 1973, le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Andreï Gromyko, avait déjà fait savoir à son homologue israélien, M. Abba Eban, qu'un progrès substantiel vers un règlement pacifique de la crise du Proche-Orient, conditionné par la modification de la politique israélienne dans la région, devait précéder la normalisation entre les deux pays. Les Soviétiques répètent depuis de longues années que la reprise des relations avec Israël passe par l'élimination des causes de la rupture : l'occupation des territoires arabes depuis 1967.

Il est évident que l'acceptation par le gouvernement d'Israël du principe de la conférence internationale comme moyen d'aboutir à la paix au Proche-Orient ouvrirait le chemin de la reprise des relations entre les deux pays. Pour le moment, les Soviétiques déplorent l'attitude hostile d'Israël à l'égard de la conférence ainsi que toute une série d'actes qui enveniment les relations entre les deux pays, notamment l'accord de coopération stratégique entre Israël et les Etats-Unis, la participation d'Israël au projet américain de « guerre des étoiles », et l'installation d'émetteurs géants de la voix de l'Amérique pour diffuser les émissions destinées à l'URSS, alors que tous les pays du Proche-Orient avaient rejeté la proposition américaine de les construire sur leur sol. Le vrai dégel entre les deux pays n'est pas pour demain.

AMNON KAPULOUK.



MANIFESTATION EN JUILLET CONTRE LA VISITE D'UNE DÉLÉGATION CONSULAIRE SOVIÉTIQUE EN ISRAËL. Émigration des juifs d'URSS, évacuation des territoires occupés.

diplomatie égyptienne écartelée



SHAMIR ET SHIMON PERES EN 1980

plan soigneusement préparé; elles n'ont été tenues secrètes que parce qu'elles contredisaient la volonté affichée de M. Reagan de ne jamais traiter avec des Etats impliqués dans le terrorisme. Et si l'administration républicaine prenait une telle initiative, c'est que, selon les responsables arabes, elle était parvenue à la conclusion que l'Iran allait remporter la victoire et qu'il fallait éviter que ce pays ne bascule alors du côté des Soviétiques.

En cas d'effondrement de l'Irak, l'appareil militaire égyptien est le seul en mesure de tenir tête à l'Iran. D'où l'ébauche d'une transaction entre l'Egypte et les Etats du Golfe, apparemment mutuellement avantageuse, et qui d'ailleurs avait été esquissée au sommet islamique de Koweït : en contrepartie du soutien économique qu'ils lui apporteraient, ses partenaires recevraient de l'Egypte un soutien logistique.

Mais le marchandage n'est-il pas illusoire ? L'Egypte, qui n'a pas attendu ses partenaires arabes pour faire la paix avec Israël, s'engagerait-elle dans une guerre contre l'Iran ? Les Etats du Golfe, qui subissent les effets de la chute des prix du pétrole, seraient-ils en mesure de satisfaire aux exigences exorbitantes de l'économie égyptienne ? Quoi qu'il en soit, le différend entre les Etats arabes et l'Egypte à propos d'Israël perd de son acuité. Certes, les accords de Camp David les empêchent toujours de rétablir des relations diplomatiques, mais une normalisation non officialisée se met en place avec ceux pour qui le danger iranien prend le pas sur la menace israélienne.

Cependant, le changement le plus spectaculaire au Proche-Orient est incontestablement la nouvelle politique soviétique, à l'initiative de M. Mikhaïl Gorbatchev. Au cours de la dernière décennie, les Américains semblaient représenter, pour chacun des protagonistes locaux, le seul interlocuteur valable. En revanche, les Soviétiques, depuis leur expulsion d'Egypte par Sadate en 1972, voyaient leur influence se réduire au point de ne plus pouvoir compter, au début des années 80, que sur la Syrie. Or, en deux ans, l'URSS a opéré un retour en force étonnant, dans une optique radicalement différente de sa politique traditionnelle.

Jusqu' alors, la politique américaine visait à évincer les Soviétiques de la région, culminant avec la stratégie de « consensus stratégique » de M. Rea-

gan, poussait Moscou à durcir ses positions et à soutenir les forces les plus intransigeantes. Pour M. Gorbatchev, la clef du dégel planétaire réside dans le désarmement, et il ne faut pas que les conflits régionaux constituent des obstacles à la détente. Les initiatives diplomatiques au sommet doivent être accompagnées de propositions visant, pour le moins, à neutraliser l'impact négatif que les conflits régionaux les plus dangereux peuvent avoir sur le climat global. D'où les ouvertures de l'URSS au Proche-Orient, qui ne se contentent plus de soutenir mouvements, partis, organisations, ou régimes « révolutionnaires » contre les Etats dits « conservateurs » ou « réactionnaires », mais tend à multiplier les contacts avec toutes les parties, y compris celles classées à Moscou comme totalement inféodées à l'Occident.

De surcroît, la diplomatie tons azimuts de M. Gorbatchev, ses tentatives pour réconcilier diverses parties arabes et développer un dialogue constructif à la fois avec les Syriens, les Palestiniens et les Israéliens, entraîneront des contradictions à moyen terme. Des choix devront être faits. L'Egypte ne sera pas en mesure d'en tirer profit.

En fait, la diplomatie égyptienne n'a pas renoncé au pari de Sadate de tout miser sur les Etats-Unis. Or ce pari est devenu plus illusoire que jamais, maintenant que les rapports entre Washington et Moscou ne s'expliquent plus exclusivement en termes de « guerre froide », et que leur jeu au Proche-Orient ne se limite plus à la constitution de zones d'influence exclusives. Craignant des développements régionaux qui risquent de leur échapper, les deux superpuissances ne refusent plus une coopération, même limitée.

Or la situation peut, au cours des années prochaines, échapper à tout contrôle, si une conférence internationale n'aide pas à résoudre pacifiquement les conflits explosifs de la région, désormais fort imbriqués. Le Proche-Orient pourrait alors connaître des cataclysmes sans précédent, auxquels l'Egypte ne saurait se soustraire. Deux scénarios sont envisageables.

Tout d'abord, l'effondrement de l'Irak et l'écroulement du système de sécurité dans la péninsule arabique : l'Egypte sera pressée de venir militairement au secours des Etats du Golfe. Ent-elle en mesure de concilier une guerre contre l'Iran et son traité de paix avec Israël - qui soutient Téhéran contre Bagdad ?

Autre hypothèse : l'éclosion d'une guerre entre Israël et la Syrie. Déjà, lors de l'invasion du Liban en 1982, le traité de paix égypto-israélien avait neutralisé Le Caire, l'empêchant de jouer son rôle dans la région. Aberration qu'une guerre israélo-syrienne rendrait encore plus manifeste.

Une combinaison des deux scénarios n'est pas, non plus, à exclure. Autant de défis lancés au régime du Caire, qui déjà doit faire face, à l'intérieur, à la poussée des intégristes lors des dernières élections parlementaires et à divers attentats terroristes. M. Moubarak fera-t-il preuve, au cours de son second mandat, d'une meilleure faculté d'adaptation à la nouvelle donne au Proche-Orient ?

(3) La dette militaire de l'Egypte à l'égard de l'URSS, qui se monte à 3 milliards de dollars, a été rééchelonnée sur vingt-cinq ans.

(4) L'avantage immédiat de l'accord réside dans la réduction du service de la dette pour l'année en cours, porté de 5,5 milliards de dollars à 4,2 milliards. La dette, dépassant actuellement 40 milliards de dollars, a été rééchelonnée sur une période de vingt-cinq ans.

Un pari devenu illusoire

M. GORBATCHEV rompt ainsi avec une tradition qui consistait à consolider la présence de l'URSS grâce aux relations privilégiées entretenues avec tel ou tel régime - progressiste - local. Les rapports particuliers entretenus avec la Syrie de M. Hafez El Assad n'ont pas empêché les Soviétiques de mener une action très énergique en faveur de la réunification de l'O.L.P. sanctionnée par le dernier CNP d'Alger. Moscou joue un rôle non moins actif pour réconcilier Syriens et Irakiens, Syriens et Palestiniens, Syriens et Egyptiens, Egyptiens et Palestiniens, dans l'espoir de reconstituer un front arabe cohérent. Tâche difficile et ingrate, mais préalable indispensable à la convocation de la conférence internationale. Dans le même temps, les Soviétiques établissent des relations diplomatiques avec certaines monarchies du Golfe, protègent les pétroliers koweïtiens, règlent de manière généreuse le problème de la dette égyptienne (3). Autant de manifestations d'une politique nouvelle, dont l'aspect le plus surprenant est sans doute le dialogue que Moscou amorce avec les Israéliens.

Le différend entre M. Pères et M. Shamir au sein du cabinet israélien à propos du projet de conférence internationale reflète une disparité grandissante dans l'appréciation des facteurs globaux et régionaux. Le premier ministre, M. Shamir, détermine son

Calendrier des fêtes nationales

1-31 août

| | |
|-------------------------|---|
| 1 JAMAÏQUE | Fête de l'indépendance. |
| 1 SUISSE | Anniversaire de la fondation de la confédération. |
| 4 BURKINA | Fête nationale. |
| 6 BOLIVIE | Fête de l'indépendance. |
| 9 SINGAPOUR | Année de l'indépendance. |
| 10 EQUATEUR | Fête de l'indépendance. |
| 15 REP. POPUL. DU CONGO | Fête de l'indépendance. |
| 17 GABON | Année de l'indépendance. |
| 17 INDOONESIE | Fête nationale. |
| 23 ROUMANIE | Fête de l'indépendance. |
| 25 URUGUAY | Fête de l'indépendance. |
| 31 MALAISIE | Fête de l'indépendance. |
| 31 TRINITE | Fête de l'indépendance. |
| ET-TORAGU | Fête de l'indépendance. |

مركز الشرق الأوسط للدراسات والبحوث

DECOUVREZ « ACTUALITÉ ARABE »

- 7 années de parution.
- Un bulletin de référence, d'analyse et d'information sur l'ensemble des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
- Un document bilingue sans équivalent, indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des pays arabes.
- Chaque bulletin en un seul : Politique - Économie - Société - Armement - Banques - Plus des données, des appels d'offres, des biographies...
- Édité aussi en édition anglaise, ARAB NEWS AND REPORTS

« ACTUALITÉ ARABE »

est éditée par le CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION (C.A.D.I.)

Directeur général : Georges El Rouil

34, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Tél. 42-25-41-00 Téléc. CAD 642 624 F

Disponible par abonnement

Exemplaire sur demande

DES RELATIONS COMMERCIALES FORTEMENT POLITIQUES

La CEE et les Territoires occupés

DANS les initiatives de paix au Proche-Orient, l'Europe des Douze est-elle condamnée à une « politique déclaratoire » ? Peut-être pas. La Communauté européenne a décidé récemment d'accorder un régime commercial particulier aux produits palestiniens provenant des territoires occupés par Israël pour que « soient améliorées les conditions d'existence des populations ». La portée politique de cette décision n'a pas échappé aux autorités israéliennes, qui ont tenu à rappeler que rien ne se fera sans elles.

Par DOMINIQUE SIGAUD

La Communauté européenne, pièce maîtresse dans le processus de paix au Proche-Orient ? C'est ce qu'avait laissé supposer, en 1980, la déclaration de Venise par laquelle les Neuf d'alors s'engageaient à travailler « de façon plus concrète à la paix ». Le texte, qui mentionnait explicitement l'« autodétermination des Palestiniens » et la nécessité d'« associer l'OLP aux négociations (de paix) », avait à l'époque suscité de nombreux espoirs chez certains responsables arabes et palestiniens. Espoirs d'une Europe suffisamment autonome pour pouvoir jouer un rôle d'arbitre, voire de contre-poids aux exigences américaines et israéliennes.

Sept ans plus tard, le 23 février 1987, à Bruxelles, les Neuf, devenus Douze, réaffirment leur volonté de ne pas s'en tenir à une « attitude passive » dans le règlement du conflit. Simple exercice d'autosuggestion, devant l'absence de suites concrètes à la déclaration de Venise ? Pas uniquement. Il semblerait que, cette fois, la Communauté ait tenu à prouver que, par-delà les prises de position générales, elle pouvait aussi passer à l'acte. La déclaration de Bruxelles, après avoir demandé que « soient améliorées les conditions d'existence des populations des territoires occupés », mentionne en effet que « la Communauté a d'ores et déjà décidé de leur octroyer une aide ». Une référence explicite à l'initiative prise par les Douze le 27 octobre 1986 pour assurer à la population palestinienne une assistance financière et lui accorder un régime commercial à titre unilatéral, et soulignant clairement la « portée politique » de telles mesures.

A plusieurs reprises, l'Europe s'était vu reprocher par les Palestiniens de s'en tenir à une politique « déclaratoire ». La décision du 27 octobre pourrait donc être interprétée comme une réponse concrète à ces critiques. C'est du moins ainsi que l'ont entendu les Palestiniens : par la voix de leur représentant à Bruxelles, ils ont salué « un texte qui, pour la première fois,

concrétise les déclarations européennes dans une décision qui a force de loi (1) ». Peut-on pour autant parler d'un tournant dans la politique de la CEE au Proche-Orient ? Dans leurs dispositions pratiques, les nouvelles mesures représentent un important pas en avant. Les Douze créent une ligne budgétaire spécifique pour l'assistance financière et technique aux territoires occupés, ce qui facilite la reconduction annuelle d'une telle aide. Dans le

Considérant comme une « anomalie », selon l'un des collaborateurs de M. Claude Cheysson, le commissaire européen chargé de la coopération, le fait que les produits originaires des territoires occupés ne bénéficient pas des accords préférentiels conclus entre la CEE et les « pays souverains » limitrophes (dont Israël et la Jordanie), le Conseil des ministres a en effet décidé unilatéralement de leur accorder l'accès en franchise (pour les articles industriels) et des concessions tarifaires (pour les productions agricoles : légumes et plantes potagères, agrumes et fruits frais).

Certains observateurs ont voulu voir dans cette décision « une étape significative vers une reconnaissance par les Européens du droit pour les Palestiniens d'avoir un Etat spécifique (2) », voire « la reconnaissance par l'Europe des contours du futur Etat palestinien (3) ». Le cabinet de M. Cheysson rétorque vigoureusement de telles interprétations et nie que le texte lui-même place de facto sur un pied d'égalité les « Etats souverains » et les territoires occupés. « Il s'agit uniquement, assure-t-on, de rendre plus cohérente la

effet d'entraîner, entre la CEE et les autorités israéliennes, un « bras de fer » qui sera l'occasion pour l'Europe de prouver — ou non — sa détermination politique.

Si l'Etat hébreu, selon son ambassadeur à Bruxelles, accueille « à bras ouverts » une décision qui « améliore les conditions de vie des populations des territoires administrés par Israël », partant du principe qu'une

« situation économique favorable ne peut qu'entraîner une atmosphère politique plus sereine », en revanche, le ton est nettement plus ferme dès qu'il s'agit de la mise en pratique des mesures européennes : « Même si on n'aime pas ça, nous sommes les autorités sur place ; pour être appliquées, l'accord commercial devra obtenir nos licences et autorisations. » On ne peut être plus clair.

Le bon vouloir israélien

ET, de fait, l'exportation vers l'Europe des produits agricoles palestiniens dépendra en partie du bon vouloir israélien, pour trois raisons. La première est que les productions palestiniennes — comme israéliennes — dépendent des monopoles d'Etat Citrus Marketing Board et Agrexco Agricultural Exports. L'Europe espère les y soustraire, dès lors que les chambres de commerce palestiniennes leur auront délivré des certificats d'origine. Mais, Israël peut, d'autre part, imposer aux produits palestiniens des règlements sanitaires et de sécurité dissuasifs ou

M. Shimon Peres, à la tête du ministère des affaires étrangères, a favorablement accueilli l'ensemble de la déclaration de Bruxelles. En revanche, les ministères israéliens de l'Agriculture, du commerce et de l'Industrie ne semblent pas prêts à faciliter la tâche des Européens dans les territoires occupés. La concurrence que pourraient faire aux ventes israéliennes les exportations palestiniennes ne suffit pas à expliquer cette attitude.

La CEE est le seul vrai marché agricole de l'Etat hébreu. Un marché qui lui a rapporté 7,94 millions d'ECU en 1984. Le volume des exportations palestiniennes ne serait que marginal, dit-on à Bruxelles. L'hostilité ressemble plutôt à une manœuvre des « faucons » destinée à empêcher un désenclavement des territoires et le renforcement de l'image de l'Europe dans la région, au moment où elle se dit prête à soutenir la tenue d'une conférence internationale associant l'OLP.

Les Douze auront-ils la volonté politique d'imposer leur décision au risque de heurter Israël ? Pour M. Shaouki Harmali, représentant de l'OLP à Bruxelles, la réponse est « non » : « L'Europe, ajoute-t-il, est encore trop soumise aux Américains et attachée à l'image d'un Israël défenseur de l'Occident dans le monde arabe pour prendre le risque d'un tel conflit. » De récentes prises de position diplomatiques semblent confirmer ce point de vue. On a noté, par exemple, que lors de sa visite en Israël, en mars dernier, M. Tindemans, président du conseil européen, s'est montré très en recul par rapport aux déclarations de Bruxelles et de Venise, puisqu'il n'a pas une seule fois évoqué l'« autodétermination » des Palestiniens, et qu'il a, par ailleurs, tenu à assurer à ses hôtes que « la Communauté européenne n'avait jamais affirmé que l'OLP doit participer aux discussions de paix ».

Le risque est grand que les Douze ne parviennent pas à traduire dans les faits cette décision du 27 octobre qui devait renforcer le poids et la crédibilité de leur rôle dans la région. Certains, comme ce responsable de l'Union parlementaire euro-arabe, vont même jusqu'à dire que « si l'Europe ne veut pas renoncer complètement à sa politique arabe, il est urgent qu'elle donne suite à une décision qu'elle a prise unilatéralement ; la crédibilité de la commission des affaires étrangères et celle de la Communauté sont en jeu ». Et, de fait, à cause de la lenteur des négociations entre la CEE et Israël, la prochaine saison est déjà perdue. Pour que des produits palestiniens apparaissent sur le marché européen en 1989, divers problèmes techniques devront être réglés : mise à niveau de la qualité et du conditionnement, promotion commerciale, etc. Autant de phases qui ne pourront être abordées tant que le processus sera bloqué politiquement.

- (1) Voir *Le Monde diplomatique*, juin 1987.
(2) *La Presse*, Tunis, octobre 1986.
(3) Association parlementaire pour la coopération euro-arabe, document n° 24.



LA MOISSON PRÈS DE NAPLOUSE EN CISJORDANIE
Favoriser le désenclavement psychologique de la population palestinienne

même temps, son montant est doublé : d'environ 9 millions d'ECU entre 1981 et 1986, il est porté à 4 millions d'ECU pour la seule année 1987 ; l'effort doit se traduire par le cofinancement de projets « dans les secteurs industriels et agricoles générateurs d'emplois, projets de formation et amélioration du fonctionnement des institutions palestiniennes locales telles que municipalités, universités, collèges et organisations professionnelles arabes ».

Ce « geste », même s'il est jugé encore « insuffisant » par certains responsables palestiniens, marque certes la « bonne volonté européenne » ; mais c'est surtout dans le second volet de mesures, portant sur les relations commerciales entre la CEE et les territoires occupés, que semble s'être plus clairement affirmé ce que les Européens présentent eux-mêmes comme un engagement « politique ».

politique méditerranéenne de l'Europe, tout en favorisant le désenclavement psychologique de la population palestinienne, et non de prendre une position « caricaturale » en faveur de la Palestine.

Quel que soit l'exercice d'équilibre auquel se livrent les Douze : prouver aux uns que l'on participe à la mise en place de conditions objectives favorisant l'application future de leur droit à l'autodétermination, tout en assurant aux autres qu'il ne s'agit là que de mesures « techniques », la décision communautaire a ceci d'intéressant que sa mise en application va obliger les Européens à prendre des risques politiques qui pourraient aller bien au-delà de ce que les douze ministres des affaires étrangères avaient imaginé quand ils ont donné leur accord. La concession d'un régime préférentiel aux produits palestiniens risque en

faisant obstacle à leur exportation. Enfin, il n'existe pour les camions palestiniens que deux débouchés : le pont Allenby vers la Jordanie, une route si longue que les dénaires risquent fort d'en sortir avariés, ou le port israélien de Haïfa. Et comme le répète avec insistance l'ambassadeur israélien, « si on passe par Haïfa, on passe par nous ».

Les collaborateurs de M. Claude Cheysson n'hésitent pas à reconnaître qu'Israël est « maître du jeu » et que des mesures de rétorsion pourraient se révéler nécessaires pour le contraindre à ne pas entraver l'application des accords. On sous-entend notamment que la CEE pourrait utiliser l'actuelle révision du protocole additionnel (qui doit consentir à Israël un démantèlement des tarifs douaniers parallèle à ceux de l'Espagne et du Portugal) pour obtenir de Jérusalem une attitude conciliante.

Le droit

La législation et la jurisprudence sont posées à la presse française des problèmes. Encore faut-il savoir que, le dossier n'est jamais prêt à l'occasion de présenter les raisons de son injustice l'invocation de la loi ou de l'absence de la loi. Sans discussion du bien-fondé de la loi, les personnes physiques ou morales et font du droit de réponse un acte tels les individus qui s'obstinent à gaz en régime nazi. Que les lois sont parfaitement identifiables et leur article pro-nazi. Absurde système.

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE
diplomatique

COMPRENDRE
L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

NOM Prénom
Adresse
Code postal Localité

Le Monde diplomatique publie, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans *Le Monde diplomatique* l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for \$ 95 per year by : le Monde c/o Speedimex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New York, NY Postmaster : send address change to le Monde c/o Speedimex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

TARIF DES ABONNEMENTS
1 an (12 numéros) - 6 mois (6 numéros)

VOIE NORMALE

France,
poste militaire, poste navale
Andorre, Monaco
162 F - 90 F

Etranger
225 F - 125 F

VOIE AÉRIENNE

Europe, Maghreb
250 F - 138 F

Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, République de Djibouti, SP 85000, Saint-Pierre-et-Miquelon, Arabie saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Égypte.
271 F - 148 F

Comores, Madagascar, Amérique, Canada
313 F - 169 F

Asie, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Kampuchéa, Laos, Macao, Malaisie, Maldives, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Océanie, autres pays
343 F - 184 F

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement
Le Monde diplomatique abonnements, BP 50705, 75422 PARIS CEDEX 09

DÉBAT

ALORS que, aux Etats-Unis, le débat sur les programmes de défense est toujours vif, en France semble prévaloir une volonté d'éviter toute discussion. Ainsi en allait-il déjà dans les années 30, et l'ignorance dans laquelle était alors tenu le public l'incita à accepter sans esprit critique des propagandes pourtant fantaisistes pendant la « drôle de guerre » puis devant la percée des forces nazies en 1940. Les choix les plus importants sont encore effectués dans une grande discrétion, qui ne peut que conduire, dans un moment critique, aux pires déconvenues. Le choix du porte-avions *Richelieu*, commandé sous la majorité de gauche, confirmé par la droite sous le nom de *Charles-de-Gaulle*, montre au moins que le consensus dont on parle tant est moins grand qu'on veut bien le croire. C'est ce que met en lumière l'article ci-dessous.

Par JEAN-DOMINIQUE MERCHET

Les équipements militaires sont-ils d'abord destinés à être employés dans la bataille ou comme instruments politiques en temps de paix ? Clausewitz est une nouvelle fois au centre du débat. La loi de programmation militaire 1987-1991, qui vient d'être votée par l'Assemblée nationale, offre, avec le programme de porte-avions nucléaires (PAN) *Charles-de-Gaulle*, un parfait exemple de la politisation croissante des armes.

L'an dernier, l'amiral Yves Leenhardt, chef d'état-major de la marine nationale (1), affirmait : « A l'abri de la dissuasion, la crise devient un état quasi permanent des relations internationales. La manœuvre de celle-ci est d'abord politique. » Le 12 novembre 1985, M. Paul Quilès, alors ministre de la défense, expliquait pour sa part que « notre volonté d'action extérieure suppose une stratégie de moyens cohérente ».

Il rappelait « l'importance première de la marine nationale [qui] permet de multiplier l'influence de la France puisqu'elle utilise au profit de notre pays un espace international : la mer (...). Selon le contexte, la marine stationnée de proximité des côtes étrangères représente une présence amicale ou une menace ostentatoire. » Il précisait : « L'aviation embarquée confère une souplesse d'emploi propice au règlement politique des crises. »

Un an, jour pour jour, après M. Paul Quilès, c'était au tour de son successeur, M. André Giraud, d'exposer devant les députés les principes d'une

« politique de grande nation » : « Défendre la France ne consiste pas seulement à définir et construire une force de dissuasion. Ce qu'il faut, c'est s'efforcer de traiter les menaces et les crises de façon à éviter l'affaiblissement de la posture du pays. » Dans ce cadre, « la marine doit pouvoir, en liaison avec nos alliés, assurer la maîtrise des mers qui nous environnent ». Et de confirmer le *Richelieu*, depuis rebaptisé *Charles-de-Gaulle*, comme grand programme d'équipement des armées pour les cinq prochaines années.

Un programme cher : M. François Fillon, président RPR de la commission de la défense au Palais-Bourbon, s'est livré à un travail d'évaluation financière des projets d'armement retenus dans la loi de programmation (2) : « Le premier porte-avions à propulsion nucléaire devrait revenir à 13,9 milliards de francs, auxquels il convient d'ajouter le coût prévisible d'un second bâtiment du même type, évalué à moins de 10 milliards de francs. Ces prix ne comprennent pas le coût des avions embarqués (3). »

Avec de tels chiffres, un pays entre dans le club très fermé des grandes marines. Mais sans illusions : c'est à peine si la France parvient à franchir la porte d'entrée de la classe des grands. Quelques chiffres (4) : l'US Navy « pèse » 4 millions de tonnes, la flotte soviétique environ 3,3 et la Royal Navy 600 000 tonnes. La marine nationale se contente de 300 000 tonnes. Serait-elle la plus riche parmi les pauvres, ou la

plus pauvre parmi les riches ? La question n'est pas sans intérêt lorsqu'on se penche sur le choix des navires qui la composent. En effet, la Royale est, d'abord et avant tout, la principale maîtresse d'œuvre de la Force océanique stratégique. Son prix est énorme. Le rapport de l'Assemblée nationale précise : « Le coût d'ensemble des sous-marins lance-missiles de nouvelle génération est évalué à 68 milliards de francs, auxquels il convient d'ajouter 73 milliards pour l'ensemble du programme de missiles M-5. » Pour longtemps encore, ce prix est celui de l'indépendance nationale.

Or la France veut mettre en œuvre simultanément une flotte non négligeable de sous-marins et une « task force » aéronavale puissante. Elle réussit alors, dans le cadre d'un faible tonnage et de moyens budgétaires somme toute modestes, ce qu'aucune autre marine, à la seule exception de l'US Navy, n'est parvenue à faire. La flotte soviétique n'en est qu'un développement d'un porte-avions (classe *Kremlin*) digne de ce nom. Les quatre porte-aéronefs de la classe *Kiev* ne sont en fait que des croiseurs lance-missiles capables de mettre en œuvre des hélicoptères et des *Adac/V* « Forger » (5). Quant à la Grande-Bretagne, qui dispose de quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, elle a renoncé pour des raisons budgétaires à s'équiper de porte-avions classiques. Dans *Advanced Technology Warfare* (6), le lieutenant-colonel David Miller explique : « L'expérience de la Royal Navy avec le *CVA-01* (le projet abandonné de porte-avions, NDLR) a montré que cette formule pouvait devenir trop onéreuse et que le coût des grands porte-avions et celui des avions spécialisés pouvait excéder le budget. »

Dans ces conditions, le *Charles-de-Gaulle* est-il vraiment « le meilleur investissement militaire que nous puissions faire », comme le pense l'amiral Leenhardt ? Écoutons l'amiral (CR) Antoine Sanguinetti : « Si l'on ne veut pas abandonner définitivement les océans aux Soviétiques et aux Américains, les porte-aéronefs restent indispensables. Mais les porte-avions classiques sont horriblement chers à la construction, à l'entretien et à l'entraînement. Un porte-avions « classique » n'est pas défini par son mode de propulsion (nucléaire ou diesel) mais par les caractéristiques de la piste d'envol et d'atterrissage des aéronefs.

Deux solutions techniques existent. L'une, dite « classique », utilise des catapultes pour le décollage des avions et des brins d'arrêt pour l'apontage. C'est la formule employée sur le *Foch* ou le *Clemenceau*, comme sur les gros « carriers » américains. L'autre solution, retenue notamment par l'Armée britannique avec les bâtiments de la classe *Invincible*, est constituée par une simple plate-forme pouvant recevoir des hélicoptères et des avions à décollage vertical (Sea Harrier).

L'amiral Sanguinetti : « Un porte-avions classique a un taux d'indisponibilité très élevé, du fait même de ses installations aériennes. Si une catapulte ne fonctionne pas parfaitement, on balance les avions à la mer. D'autre part, l'entraînement des pilotes est extrêmement difficile et exige beaucoup de temps. Une journée en mer coûte environ 5 millions de francs... Et tout cela pour un résultat modeste, notamment pour les vols de nuit. Très peu de pilotes parviennent en effet à se

qualifier pour les apontages nocturnes. » L'amiral Sanguinetti plaide donc pour l'abandon du projet *Charles-de-Gaulle*. « Nous voulons toujours ce qu'il y a de meilleur de mieux, alors que nos missions ne le réclament pas nécessairement. La voie ouverte par les Anglais est sans doute la meilleure. » Propos qui ne manquent pas de piquant dans la bouche de l'ancien numéro 2 d'une Royale où l'anglophobie reste de bon ton.

De son côté, l'amiral Lacoste (7) écrit : « Le conflit des Malouines a apporté aux Britanniques une excellente confirmation de la validité de la formule des Harrier. 42 appareils ont été déployés et ont effectué des missions variées. Leur mise en œuvre a été particulièrement souple à partir des porte-aéronefs [du type] *Invincible*, de grands bâtiments de commerce ou de terrains de fortune. » Il s'agit bien là d'un nouveau moyen de combat aéronaval que, outre le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, le corps des « marines » américains et l'URSS ont adopté. Pourquoi pas la France ?

Périmé avant la mise en chantier ?

L'ARGUMENTATION officielle du choix français en faveur de la formule classique est exposée par l'amiral Leenhardt (8) : « L'aviation embarquée permet seule d'aligner un nombre suffisant d'avions pour effectuer des actions de masse (assaut) ou assurer des permanences. C'est la solution américaine : quinze groupes de combat aéronaval composés chacun d'un porte-avions (soixante mille à quatre-vingt-dix mille tonnes), de deux croiseurs, de quatre destroyers et de quatre frégates. Sans compter cent

soixante-trois navires de soutien et les soixante-quinze bâtiments d'assaut, dont certains disposent de capacités aériennes. On mesure la différence avec les possibilités françaises. Cette politique, qui est celle de M. John Lehman, secrétaire américain à la marine, peut sembler cohérente. Elle est pourtant fortement contestée, notamment par l'amiral Turner, ancien directeur de la CIA. *The Economist* (9) résume ainsi sa pensée : « Si quelques grands porte-avions peuvent être utiles, quinze sont assurément de trop (10). »

(1) En avril 1986, devant les auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

(2) *Le Monde*, 4 avril 1987. Voir également *l'Union nouvelle*, 13 novembre 1986, et *le Nouvel Économiste*, 10 octobre 1986. Le volume total de la loi de programmation est de 474 milliards de francs. Les frais de fonctionnement des armées ne sont pas compris dans ce chiffre.

(3) En recoupant diverses informations, et avec la plus extrême prudence, il est possible d'évaluer à 35,7 milliards le coût des avions embarqués. L'ensemble du programme d'avion de combat tactique, dérivé de démonstrateur Rafale, est estimé à 142 milliards. Les besoins sont de 334 avions, dont 84 pour l'aéronavale. Dans ce cas de figure, le coût des deux porte-

avions et de leur flottille aérienne, mais sans les bâtiments de soutien, serait voisin de 60 milliards.

(4) *La Marine nationale*, de Hubert Haepel et René Pichon, collection « Que sais-je ? » numéro 2252, PUF, Paris, 1986.

(5) *Adac/V* : avion à décollage et atterrissage court/vertical. En anglais : *V/STOL*.

(6) Salamander Books Ltd, London, 1985.

(7) *Stratégies navales du présent*, par l'amiral Pierre Lacoste, Lattès, 1985, pp. 179 à 202.

(8) *Revue Défense nationale*, août-septembre 1985.

(9) *The Economist*, 19-25 avril 1986.

(10) « ... 15 over-egg the pudding... »

UNE DÉPENSE

Le nucléaire, une arme

SI l'armement nucléaire représente un réel danger pour l'avenir des hommes, il est, par contre, moins coûteux que ne le pensent généralement les citoyens. La puissance militaire — sans parler du prestige politique — qu'il confère aux quelques États du monde qui le possèdent est bien supérieure — à coût égal — à celle que procureraient des armements conventionnels. Mais les dépenses réelles en matière d'armement nucléaire restent très difficiles à estimer avec précision et varient fortement d'un État à l'autre.

Par JACQUES FONTANEL * et RON SMITH

L'armement nucléaire suscite de fortes contestations dans le monde, du fait de son caractère inhumain. Il jouit pourtant d'un grand prestige auprès des stratèges de la sécurité nationale, en raison de la puissance militaire qu'il confère et aussi de son faible coût. Le nucléaire offre en effet — du moins tant qu'il n'est pas utilisé — le meilleur « rapport qualité-prix » en matière d'armement. Cependant, son coût réel

n'est pas connu avec précision. D'abord, parce que le secret militaire qui prévaut dans ce domaine est très strict. Les États-Unis fournissent généralement des informations précises sur les dépenses militaires de leurs principales forces, mais il est difficile d'obtenir une estimation fiable de l'affectation des crédits destinés à la défense nucléaire ; ainsi, le gouvernement américain n'a pas fourni d'informations sur ce type de dépense à l'Organisation des Nations unies, arguant que la présentation budgétaire américaine était trop

éloignée de la matrice des dépenses militaires proposée par les experts de l'Organisation (1). De même, en ce qui concerne l'Union soviétique, aucune information n'a jamais été publiée sur ce thème ni par le gouvernement ni par aucun autre organisme public. La France, elle, diffuse des informations fiables sur les dépenses qu'elle consacre au nucléaire militaire.

Encore faut-il savoir ce que l'on comptabilise en matière de dépenses pour l'armement nucléaire. Faut-il tenir compte du personnel ? De la recherche-développement en amont ? Des matériels classiques utiles à l'armement nucléaire proprement dit ? Des frais fixes de fonctionnement de toute armée et des imputations nécessaires ? Il n'existe pas de réponses claires à ces questions, car les études sur le coût du nucléaire sont rares ; ou alors, elles sont marquées du sceau du secret.

Enfin, si plusieurs organismes internationaux comparent les dépenses militaires, il faut bien admettre que l'utilisation du taux de change comme facteur de conversion des monnaies n'est pas très satisfaisante lorsque l'on veut, par exemple, exprimer des roubles en dollars. Les taux de change officiels sont inadéquats (2). Malgré les efforts des Nations unies, les analyses sur les parités de pouvoir d'achat ne sont pas encore très développées. C'est pourquoi il est courant d'utiliser une moyenne des taux de change définie par le Fonds monétaire international

pour les pays occidentaux ainsi que les taux de conversion définis par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) et par l'Agence du désarmement et du contrôle des armements des États-Unis (USACDA) pour les pays socialistes.

Un million de fois Hiroshima

EN 1983, selon le groupe d'experts des Nations unies sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements, « en gros, un cinquième du total des dépenses militaires serait consacré à l'accumulation d'armes nucléaires, dont la puissance explosive globale est déjà plus d'un million de fois celle de la bombe d'Hiroshima (3) ». Si l'on ne tient compte que de l'accumulation de ces armes, tous les coûts affectés aux essais et les frais fixes imputables au nucléaire ne devraient pas être comptabilisés. Pour l'année considérée, cette estimation est certainement excessive, comme le démontre une étude grossière des coûts du nucléaire militaire des grandes puissances : France, Royaume-Uni, États-Unis, Union soviétique et Chine.

En France, la part des crédits de paiement consacrée au nucléaire dans les crédits d'équipement se situe entre 30 et 32,65 % de 1978 à 1985. Les sommes engagées en matière de frais de capital sont donc très importantes : 19,3 milliards de francs pour les forces nucléaires stratégiques (FNS) et 2,4 milliards de francs pour les armes nucléaires tactiques (ANT), soit au total 21,7 milliards de dollars en 1984 (4). Cela représente 15,27 % des dépenses militaires totales. Il faut inclure normalement les sommes affectées au personnel, mais la comptabilité n'est alors pas très aisée à établir à partir des informations disponibles. Cependant, la lecture des crédits par

section du budget de programme (5) nous fournit une réponse assez précise pour 1984 :

| Sections | FNS (1) | ANT (2) | Total |
|--------------|--------------------------|---------|-------|
| | (en milliards de francs) | | |
| Commune .. | 15,05 | 1,18 | 16,23 |
| Air | 3,26 | 2,51 | 5,77 |
| Terre | 0,29 | 0,63 | 0,93 |
| Marine | 5,07 | 0,13 | 5,2 |
| Gendarmerie | 0,12 | 0,02 | 0,14 |
| TOTAL | 23,79 | 4,47 | 28,26 |

(1) Forces nucléaires stratégiques.

(2) Armes nucléaires tactiques.

(3) Cf. *Rapport sur la réduction des dépenses militaires*, A/S - 12/71, Nations unies, New-York, 1982.

(4) Cf. *Rapport sur la réduction des dépenses militaires*, Nations unies, New-York, 1985. Voir aussi, à ce propos, J.-C. Assolain, *Taux de change et parité de pouvoir d'achat : évolutions récentes dans les pays du CAEM*, document n° 108, laboratoire d'économie politique, Ecole normale supérieure, Paris, 1985.

(5) *Conséquences économiques et sociales de la course aux armements*, préface de Christian Schmidt, Economica, Paris, 1983.

(6) *Le Budget de la défense de la France en 1984*, SIPRI, Paris, 1984. Pour une étude historique sur le coût de la force de frappe, voir J. Percebois, « Économie de l'effort d'armement » in *L'Armement de la bombe*, de Gaulle et la dissuasion nucléaire, Pion, coll. « Espoir », Paris, 1985.

(7) *Projet de loi de finances pour 1984*, ministère de la défense, présentation sous forme de budgets de programmes, Imprimerie nationale, Paris, 1983.

CLINIQUE LA MÉTairie

1260 Nyon - Suisse A 20 minutes de Genève, sur les rives du lac Léman

Etablissement médical privé de réputation internationale offrant une thérapie séparée pour les affections d'ordre psychiatrique, le sevrage et la réhabilitation alcoolique, la désintoxication, les soins aux personnes âgées. Personnel multilingue.

Tél. 022/611 581 - Télex 419.021

EFFICACITÉ
rès politiques

« L'efficacité des politiques » est un thème qui revient souvent dans les débats actuels. On se demande si les mesures prises par les gouvernements ont réellement les effets escomptés. Cette question est d'autant plus pertinente que les défis auxquels nous sommes confrontés sont de plus en plus complexes. Il faut donc évaluer soigneusement l'impact des différentes politiques avant de les mettre en œuvre.

La mise en œuvre d'une politique nécessite une planification rigoureuse. Il faut définir clairement les objectifs à atteindre et les moyens à mobiliser. Ensuite, il est essentiel de surveiller en permanence l'évolution de la situation et d'ajuster les mesures en conséquence. Sans cette flexibilité, une politique risque d'être inefficace, voire contre-productive.

Enfin, l'efficacité d'une politique dépend aussi de la qualité de son exécution. Il faut veiller à ce que les responsabilités soient clairement définies et que les ressources soient correctement allouées. Une bonne communication est également indispensable pour assurer l'adhésion des acteurs concernés.

TENTATIVE D'ÉVALUATION

En milliards de dollars

| PAYS | Budget militaire 1984 |
|--------|-----------------------|
| USA | 140 |
| URSS | 130 |
| France | 20 |
| Chine | 10 |
| Autres | 5 |
| TOTAL | 305 |

LES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE



DE LEUR CULTURE (III)

à penser : l'entreprise



(Roger Wille)

une spoliation pure et simple à l'égard de Jésus-Christ. Les nobles, dans ses premières versions, sont antilibéraux et anticapitalistes. Cette thèse est le pendant de celle développée par Max Weber, l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, où sont mises en évidence les imbrications entre les valeurs morales puritaines ou calvinistes et la rationalité économique, caractéristiques du capitalisme. Pour les Églises, la réussite financière est la sanction, voire de la prédestination.

industrielles

patronat, celui de la noblesse des provinces. L'ancien habitant par l'esprit, au sein du monde économique, le social (7).

En Grande-Bretagne, comme en France, la noblesse ne disparaît pas en mettant elle-même en danger ses domaines, en jouant les rôles dans l'avènement de la révolution industrielle à la fin du XVIII^e siècle, et en pratiquant une grande échelle de commerce national. Mais, dans les musées et les manufactures, la classe bourgeoise prend le relais allant vers l'industrialisme par le même syndrome que son homologue d'Amérique. Eric Hobsbawm, *l'Âge du Empire*, Martin J. Wiener, *La révolution industrielle*, ont bien décrit ce processus de « qualification » (8) de la bourgeoisie triomphante. Au milieu du dix-neuvième siècle, de rival sérieux, ses options étaient, en effet, gagnées par la bourgeoisie de l'aristocratie foncière, mais certes investies dans la révolution industrielle mais qui ne s'y était pas véritablement investie jusqu'à la fin de la dernière décennie, l'Âge d'or de la gentry, le statut.

Les deux premiers ans de la révolution industrielle, les nobles de la noblesse, Claude Julien, *Pensées sur la noblesse*, le Monde diplomatique, 1987.

(9) Mike Burke, *A la recherche de la noblesse*, InterEditions, Paris, 1984.

(10) William O'Brien, *The Irish*, Paris, 1982.

(11) Mike Burke, *A la recherche de la noblesse*, InterEditions, Paris, 1984.

(12) Philippe Meynard, *Les nobles de France*, Paris, 1987.

(13) Henri Weber, *Le Parti de la noblesse*, Paris, 1986.

(14) Henri Weber, *Le Parti de la noblesse*, Paris, 1986.

(15) Henri Weber, *Le Parti de la noblesse*, Paris, 1986.

gentleman-farmer, la chasse à courre, etc., que l'on retrouve merveilleusement caricaturés dans l'œuvre de P.G. Wodehouse, sans doute l'auteur britannique le plus prolifique et le plus populaire du siècle (9), sont restés l'idéal social des industriels, des hauts fonctionnaires et des hommes politiques. A cet égard, l'arrivée au pouvoir de M^{rs} Thatcher, issue de la City de Londres, culturellement et socialement beaucoup plus proche du monde des châteaux que de celui des usines, explique largement le processus de désindustrialisation britannique (10), tout comme les antagonismes sociaux existant dans beaucoup d'entreprises françaises sont le legs d'une « interiorisation par le patronat des modèles de comportement des élites pré-industrielles, notamment de leur mode d'exercice de l'autorité, [qui] soumet la classe ouvrière à un double rapport de subordination : le rapport de domination proprement capitaliste (chef d'entreprise/salariés) et le rapport traditionnel (maître/serviteurs ou seigneurs/vassaux) » (11).

Tant du côté français que du côté britannique, cette longue prédomi-

nance des valeurs de la terre au détriment de celles de la fabrique a laissé des traces profondes dans les mentalités. L'hégémonie du capital financier, symbolisée par le poids de la City de Londres, culturellement et socialement beaucoup plus proche du monde des châteaux que de celui des usines, explique largement le processus de désindustrialisation britannique (10), tout comme les antagonismes sociaux existant dans beaucoup d'entreprises françaises sont le legs d'une « interiorisation par le patronat des modèles de comportement des élites pré-industrielles, notamment de leur mode d'exercice de l'autorité, [qui] soumet la classe ouvrière à un double rapport de subordination : le rapport de domination proprement capitaliste (chef d'entreprise/salariés) et le rapport traditionnel (maître/serviteurs ou seigneurs/vassaux) » (11).

ne lui ont qu'exceptionnellement donné l'expérience : celui des marchés grand public (14).

La critique de cette technocratie, de l'hégémonie des membres des grands corps de l'Etat dans l'administration, la banque et l'industrie française ne date pas d'aujourd'hui (15). Tout le système de formation des futures élites dirigeantes de la nation semble affecté d'un parti pris anti-industriel et antimanagerial. Au sommet de la pyramide des grandes écoles d'ingénieurs, Polytechnique (IX), qui, sur des promotions de trois cent cinquante élèves, en verra à peine cinquante aller travailler dans des entreprises privées, très peu d'entre eux ayant jamais effectué de recherche. Les mieux classés à la sortie (la « botte ») se retrouveront ensuite dans les écoles d'application (Mines ou Ponts et Chaussées), accédant ainsi aux corps correspondants qui garantissent à leurs membres une carrière ascendante à vie dans l'administration ou le privé. Les futurs responsables de l'économie française, comme le souligne M. André Girard, « X » et « mineur » lui-même, sont ainsi sélectionnés sur la base des notes en mathématiques et en physique obtenues lorsqu'ils avaient vingt-deux ans. Enorme absurdité qui conduit le ministre de la défense, autorité de tutelle de Polytechnique, à envisager de supprimer la fameuse « botte » (16).

D'autant que dans l'une des entreprises où leur concentration est la plus forte, la SNCF, les « X », qui occupent presque tous les postes importants, ont en quelque sorte fait leurs preuves récemment lors de la grande grève de janvier 1987. Rarement direction

d'entreprise aura été aussi coupée de ses salariés avant, pendant et après le conflit. M. Georges Ribéill, chercheur à l'Ecole des ponts et chaussées, qui a étudié le curriculum vitae de 1244 cadres supérieurs de la SNCF en 1985, a repéré « une structure concentrique autour du noyau des directeurs, polytechniciens pour l'essentiel, eux-mêmes hiérarchisés selon les corps d'origine. D'abord les Mines, puis les Ponts et Chaussées, et enfin les autres. L'ancienneté étant un élément majeur de promotion, c'est dans une population très façonnée par l'esprit maison, sur le critère d'aptitudes alignées sur la culture dirigeante d'entreprise, que recrutent les directions. L'importance de l'héritage professionnel génère une culture monolithique portée au conformisme » (17).

Un conformisme qui se traduit, selon M. Ribéill, par un style de commandement autocratique et une totale absence d'écoute de la base. Mais comment ces hauts cadres, tous de niveau équivalent, mais qui ont intériorisé la stricte hiérarchie des corps auxquels ils appartiennent, pourraient-ils voir le reste du monde différemment du microcosme de leur univers propre ? On comprend qu'ils aient interprété comme une « révolution culturelle » et sans doute un outrage la toute récente nomination d'un membre de l'Inspection des finances – autre grand corps – à la direction générale de la SNCF, jusque-là chassée gardée des « X ». Même si M. Chirac leur a ensuite accordé une petite compensation en évinçant l'ancien syndicaliste Michel Rolant de la présidence de l'Agence française

pour la maîtrise de l'énergie (AFME) et en le remplaçant par l'un des leurs.

L'obéissance, pratiquement au garde à vous, qu'ils exigent de leurs subordonnés, ils sont prêts à en faire preuve à l'égard de leurs supérieurs sans se poser davantage de questions. Evelyne Desbois a ainsi montré comment, pendant l'Occupation, beaucoup d'ingénieurs du bassin houiller Nord-Pas-de-Calais, issus de l'Ecole des mines, n'avaient en rien modifié leur comportement traditionnellement productiviste, autoritaire et parfois délégué à l'égard des mineurs – en fait appelés par eux « ouvriers », le terme de « mineur » étant réservé aux ingénieurs diplômés de l'Ecole, – alors même que la production de charbon était largement destinée à appuyer l'effort de guerre nazi. Ces ingénieurs n'étaient pas des « collaborateurs » conscients de l'occupant. Prisonniers de leur logique exclusivement technique, comme le rapporte un témoin, « ils pouvaient au charbon sans s'interroger sur ce que cela signifiait. Ces gens-là avaient suivi les instructions données par les directions » (18).

Un corporatisme monopoliste d'Etat

BEAUCOUP ayant déjà été écrit sur l'Ecole nationale d'administration (ENA), en particulier par les anciens énarques eux-mêmes, il est sans doute superflu de refaire le portrait de ce « corporatisme monopoliste d'Etat », selon l'heureuse formule de Jean-Michel Gaillard (19), qui débouche aussi sur ses grands corps (Cour des comptes, Conseil d'Etat, Inspection des finances). Notons simplement que l'appel d'air qu'avait constitué la décision, prise en 1982, de laisser accéder à l'ENA, donc plus tard à la haute fonction publique, par le système dit de la « troisième voie », quelques candidats ayant déjà fait leurs preuves dans les syndicats ou les associations, a été supprimé par la droite revenue au pouvoir

en 1986. A l'Ecole de la rue de l'Université, on va ainsi pouvoir se retrouver entre soi, les quelques élèves non issus eux-mêmes de la bourgeoisie en adoptant généralement par mimétisme les valeurs et les comportements.

Si le sommet du prestige social revient à ces établissements « formant d'abord des fonctionnaires, au sens des mandarins de l'Empire du milieu, c'est-à-dire une corporation de « lettrés » dotés à vie des prérogatives de l'élite appelée à gouverner des hommes » (20), on pourrait imaginer que les grandes écoles commerciales préparent les managers de haut vol dont les entreprises françaises ont un si urgent besoin. Erreur !

(Lire la suite page 16.)

(9) William O'Brien, *The Irish*, Paris, 1982.

(10) Mike Burke, *A la recherche de la noblesse*, InterEditions, Paris, 1984.

(11) Mike Burke, *A la recherche de la noblesse*, InterEditions, Paris, 1984.

(12) Philippe Meynard, *Les nobles de France*, Paris, 1987.

(13) Henri Weber, *Le Parti de la noblesse*, Paris, 1986.

(14) Henri Weber, *Le Parti de la noblesse*, Paris, 1986.

(15) Henri Weber, *Le Parti de la noblesse*, Paris, 1986.

(16) Henri Weber, *Le Parti de la noblesse*, Paris, 1986.

(17) Henri Weber, *Le Parti de la noblesse*, Paris, 1986.

(18) Evelyne Desbois, « Des ingénieurs pendant la guerre », *Le Monde*, 26 février 1987.

(19) Jean-Michel Gaillard, *Tu seras président mon fils*, Ramsay, Paris, 1987.

(20) Evelyne Desbois, « Des ingénieurs pendant la guerre », *Le Monde*, 26 février 1987.

Le cercle vicieux de la protection

MAIS il est une troisième pesanteur contre l'esprit d'initiative économique : le rôle historique de l'Etat dans l'économie française. D'une part, à cause de la carence des entrepreneurs privés s'ils ne sont pas aiguillonnés et subventionnés par les fonds publics – et à cet égard Colbert, lorsqu'il créait les manufactures d'Etat et les fonderies, forges, chantiers navals, arsenaux royaux, ne faisait que prendre acte de l'incapacité de la bourgeoisie française de son époque à faire jeu égal avec ses homologues hollandaise et anglaise. D'autre part, à cause de la volonté de puissance de la royauté voulant mettre définitivement hors jeu les grands seigneurs qui l'avaient contestée. Les deux facteurs n'ont fait que se renforcer mutuellement. C'est ainsi qu'a pris corps « le cercle vicieux de la protection, palliatif de la faiblesse et la reproduction. En garantissant les entrepreneurs français contre le risque, l'Etat favorise le développement d'un type d'entrepreneur qui n'accepte d'entreprendre que garanti contre les risques : un patronat assisté et subventionné » (12). Et c'est ce même patronat, abossé aux aides publiques, et ses représentants politiques – issus pour beaucoup de la haute administration dans laquelle, en cas de revers électoral, ils peuvent à tout instant revenir – qui veulent donner mauvaise conscience aux « nantis » que seraient les centaines de milliers de petits fonctionnaires, et, au-delà d'eux, à tous ceux qui ont la « chance » d'avoir un emploi.

La « stratégie de l'arsenal », comme l'appelle Jean-Jacques Salomon dans son rapport sur la politique française de la technologie (13) – celle des marchés captifs ou des commandes d'Etat – est indiscutablement à l'origine de la majorité des grands succès technologiques et industriels (mais pas nécessairement commerciaux) de la France de l'après-guerre : locomotives BB, Caravelle, Concorde, Airbus, centrales et usines de traitement nucléaires, armements (avions de combat, chars, missiles, etc.), Ariane, TGV, Minitel, réseau TRANSPAC, etc. Mais à contrario se prédomine à leur pendant la faiblesse des industriels de l'Hexagone sur les marchés grand public, où sévit une concurrence acharnée. S'il n'y a pas de machines à

écrire, de motos, de calculatrices, de baladeurs (Walkman), de magnétophones français, c'est qu'« aller au-devant des clients et leur proposer un produit nouveau est une aventure très différente de celle qui consiste à innover en imposant à des administrations ou à des armées un système technique pour lequel la logique commerciale importe peu », avec pour résultat que « la bataille décisive pour la nouvelle compétitivité se livre désormais sur un terrain auquel la technocratie française est d'autant moins préparée que ses habitudes de centralisation, de dirigisme et de commandes de l'Etat



(Selig)

Par JOSÉ VIDAL BENEYTO *

divorce

neutre mais belligérant, sa vocation de domination de la nature n'a pas de limites, sa possibilité de créer des ordres locaux se paie du prix du désordre global, son humanisation est impossible parce que son mode de fonctionnement est autonome et parce que ses finalités appartiennent à son univers propre. D'où la nécessité d'un refus total, définitif.

Toujours dans le cadre de l'option monocausale, on invoque souvent la fonction de la demande sociale, des nécessités et des attentes de la société. Mais l'analyse de ce qui s'est passé dans le dernier quart de siècle ne valide pas cette hypothèse : la logique productiviste qui conduit à fabriquer des automobiles capables de rouler à 200 kilomètres/heure dans des pays où la vitesse est limitée à 130 kilomètres/heure ou d'accumuler des millions de bits dans des espaces toujours plus minuscules ne relève pas d'une demande sociale, pas plus que les choix entre une technologie ou une autre. En fait, les déterminants essentiels de la relation technologie-société ont leur support le plus assuré dans l'expansion de l'offre productive et dans l'implémentation de la demande solvable. Ce qui ne signifie pas pour autant que les formes et les contenus hégémoniques du développement technico-technique soient totalement prévisibles. La créativité sociale, au travers de la logique des usages (utilisation ludique de l'informatique par exemple), introduit un élément d'incertitude, mais un élément mineur et marginal.

Existe-t-il un espoir plus grand de réduire le fossé entre science et société, de réconcilier la science et la culture ? Peut-être, dans la perspective de la seconde option que nous présentons et qui prend la multicausalité comme axe d'explication. De ce point de vue, les relations ne sont ni linéaires ni en sens unique. Elles postulent des interactions multiples, résultant d'une pluralité d'événements dont la présence peut s'expliquer par des antécédents connus, ou bien avoir un caractère contextuel ou être purement aléatoire. Sa problématique

s'inscrit dans le paradigme cognitif que nous appelons aujourd'hui la complexité. L'émergence de la contradiction et du paradoxe au cœur de la théorie, qui instaurent et légitiment la complexité comme principe, correspondent à l'explosion des antagonismes au cœur du réel : l'un et le multiple, le normal et le déviant, l'autonomie et la dépendance, etc.

Cette matrice multicausale permet de mieux comprendre et de mieux assumer les transformations radicales que le développement technico-technique a introduites dans le cours de nos sociétés et dans les destins des individus. Il est clair que les mutations induites par l'informatique et les télécommunications affectent les processus de la production industrielle, aussi bien que ceux de la consommation, au point que la différence entre les progrès d'hier et ceux d'aujourd'hui n'est plus une affaire de degré mais de nature. Et pourtant, nous continuons à voir la réalité avec les lunettes du passé. C'est ainsi que les échanges de produits d'information, comme l'a souligné Jacques Robin (1), ne se traduisent plus – contrairement à ce qui se produit avec les biens à support matériel – par le fait que l'un perd ce qu'il cède à l'autre mais par le fait que chacun conserve ce qu'il avait, augmenté de ce que l'autre lui apporte.

Cette transformation des lois classiques de l'échange se manifeste, entre autres choses, par la reproductibilité presque infinie et quasi gratuite de certains biens et services ou par l'inevitable diminution du rapport énergie-produit intérieur brut. Mais nous restons obsédés par l'accumulation de l'énergie et par la problématique du partage.

On peut aujourd'hui affirmer que, grâce à l'automatisation informatisée, la production d'un pays ou d'une entreprise ne dépend ni directement ni indirectement de la quantité de travail qui s'y effectue mais, comme nous le rappelle René Passet (2), de la pertinence du système utilisé et de l'efficacité de sa mise en œuvre.

Malgré cela, nous continuons à faire de la productivité, au sens de volume de production par unité de travail, et de la persistance de la

prise en compte de la plus-value du travail manuel les pierres angulaires des édifices économiques aussi bien du capitalisme que du socialisme.

De la même manière, force est de reconnaître que le caractère de chaque culture n'a plus une valeur absolue, en particulier parce que la planétarisation du monde opérée par l'Occident l'a mis en contact avec d'autres et lui a ainsi donné sa pluralité et sa dimension relative. Vouloir renouer la virginité culturelle d'un pays est une entreprise impossible et surtout inutile. C'est pourquoi il ne s'agit pas de tenter de conserver religieusement les diverses cultures, mais de respecter leur originalité, leurs caractères, leurs services, leur dynamisme, leur processus de changement comme autant d'éléments potentiellement féconds. Il ne s'agit pas de s'extasier devant les différences, mais de les laisser intervenir positivement dans la construction du monde actuel.

La fin des vulgates

La prétention des nouveaux apôtres de l'universalisme du siècle dernier témoigne de leur incapacité à appréhender la réalité d'aujourd'hui et, surtout, met en évidence l'utilisation instrumentale qu'ils font de la science et de la technique comme critères sans appel pour décider par avance du cours possible et impossible de l'avenir social. Or, précisément, l'unique bagage avec lequel nous allons sortir du vingtième siècle – alors que sont déjà bien morts et enterrés les déterminismes mécanistes du dix-huitième et dix-neuvième siècles – c'est la fin des vulgates. Et nous voudrions bien en sortir avec nos perplexités et aussi nos espérances.

(1) Jacques Robin, « La révolution technologique et ses conséquences pour l'évolution de la société », *Cahiers de l'OURS*, n° 173, octobre 1986.

(2) René Passet, *L'Economie et le vivant*, Fayard, Paris, 1983 ; « La crise économique dans le contexte de l'évolution », *Sciences*, juin 1985.

* Professeur de sociologie de la connaissance à l'université de Madrid, directeur de l'enseignement et de la culture au Conseil de l'Europe.

Vaste chantier, chiches moyens : la francophonie



(Selçuk)

AU début du mois de septembre aura lieu à Québec le deuxième sommet « des pays ayant en commun l'usage du français », le premier s'étant tenu à Paris en février 1986. Il visera à institutionnaliser une force décidée à ne plus céder de terrain sur le plan mondial : une quarantaine d'États, une langue maternelle parlée par plus de cent millions de locuteurs, comprise ou utilisée de surcroît par autant d'autres. Tels sont les éléments d'un dispositif d'auto-affirmation, s'il veut bien se percevoir et s'organiser comme tel.

La francophonie a pourtant longtemps eu mauvaise presse en France. C'est qu'une bonne partie de ses élites, surtout celles qui se piquent de modernité, n'en finissaient pas d'apurer leurs comptes avec leur langue, certains intellectuels ayant longtemps été habités par un sentiment de culpabilité en raison du volontarisme — d'aucuns diront « colonialisme » — linguistique, historiquement pratiqué par l'État central tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'Hexagone. Quant aux fonctionnaires et aux politiques, la crainte de paraître « anti-américains » et de ne pas baigner dans l'air du temps les paralysait.

Or cet air du temps est précisément en train de changer. Dans un monde caractérisé par la frénésie de « communication », et où le territoire du pouvoir se situe de plus en plus dans la place qu'on occupe dans l'esprit des hommes (1), la différence, la spécificité deviennent des valeurs en hausse. C'est Federico Fellini qui disait : « Je n'ai jamais tourné à Hollywood car il me serait

impossible d'exprimer ma vision des choses dans une langue qui en exprime une autre. » Et le plus court chemin vers l'universel demeure le spécifique. La francophonie, comme d'autres manifestations de l'irréductibilité du fait linguistique, ne fait désormais plus sourire ; elle émerge du ghetto de l'affect pour entrer de plain-pied dans la Realpolitik. Il était effectivement grand temps pour un mouvement parti il y a plus d'un quart de siècle des dirigeants des nouveaux États d'Afrique, dont certains étaient même déterminés à le faire avancer sans la France.

À Québec se retrouveront certains des États les plus riches aux côtés de certains des plus pauvres de la planète. Ces derniers aspirent certes à pouvoir disposer d'écrits et d'images en français. Mais la communication et l'information scientifique, conditions nécessaires du développement, ne sont pas pour autant suffisantes. C'est pourquoi les participants au sommet seront aussi saisis de propositions en matière d'agriculture et d'énergie. Car, pour que la montée en puissance du concept de francophonie ait un sens, elle doit prendre en compte les besoins prioritaires de ceux de ses membres qui sont le plus démunis.

À cet égard il faut bien reconnaître que, si la liste des propositions que vont examiner les chefs d'État et de gouvernement est numériquement impressionnante, leur impact individuel — à l'exception de quelques-unes, telle l'université de la francophonie, TVS ou la création d'une agence internationale franco-

phone d'images — sera forcément limité. On attend encore les grandes initiatives réellement structurantes... Il faudra aussi décider de l'outil de gestion de ces projets. Sur le papier, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), qui regroupe précisément les États francophones présents au sommet, devrait pouvoir tenir ce rôle, et les Africains comme les Canadiens poussent dans ce sens.

Et il y a aussi les grands oubliés — peut-être demain les déçus — de Québec : les quelques trois cents mille professeurs de français du monde entier. À ces véritables fantassins de la francophonie, n'aurait-il pas été politiquement (et même financièrement) raisonnable de consacrer un projet ? Par exemple, le service gratuit et régulier d'une documentation pédagogique actualisée que, malgré leurs efforts, les bureaux d'action linguistique du ministère français des affaires étrangères ne sont pas, à eux seuls, en mesure d'assurer. Indiscutablement, la francophonie est sur la ligne de départ. Il lui reste à tenir la distance.

BERNARD CASSEN.

(1) Pour une explication de cette problématique, voir Thierry Gaudin, *Les Deux Intérieurs*, Éditions Côté-à-côté, Suresbourg, 1985.

Une des voies d'accès à l'universalité

GÉNÉREUX dans son inspiration, inédit dans sa conception mais, à ce jour, vague dans la formulation, le projet francophone n'a pas encore su se traduire dans un ensemble puissant, à la mesure des besoins de nos pays et des périls de l'époque. Depuis trois décennies environ, la francophonie a pris l'aspect d'un vaste chantier où l'activité fébrile, foisonnante et désordonnée a produit des résultats assurément non négligeables mais sans commune mesure avec le dessein initial et l'effort consenti. Le vocable même de « francophonie », utilisé *ad nauseam*, grevé d'équivoques multiples, peut sembler aujourd'hui galvaudé. De surcroît, sa fortune prompte et fragile l'a rendu suspect en divers milieux et dans certains pays. Pourtant, il exprime fondamentalement une idée neuve, un objectif nécessaire, et il véhicule un dessein accordé à l'époque où l'invention de nouvelles solidarités se révèle aussi pressante que devient impérieuse la défense de cultures parallèlement menacées.

La véritable mesure de l'entreprise francophone, c'est peut-être bien, en effet, sa part d'universel : elle y trouve sa justification, elle y est fondée en nécessité. L'ultime avatar et, au reste, la vraie signification du grand dessein

seghorien, n'est-ce point justement de proposer une communauté fondée sur des valeurs culturelles et sur une langue partagée, et d'annoncer par là une ère nouvelle des relations internationales ? Placée et accomplie dans sa vraie perspective, la francophonie assure la synthèse de la tradition et de l'innovation, sait réconcilier le prospectif et le rétrospectif, tout comme elle propose, et assure le dialogue des cultures. Encore importe-t-il, si le projet doit non seulement conserver mais incarner son pouvoir mobilisateur, d'authentifier le discours dans l'agir : c'est dire que le sentiment de l'urgence et la volonté politique doivent être au rendez-vous.

Le monde francophone a la chance de réunir des pays qui témoignent de toutes les aires culturelles, de toutes les civilisations et qui illustrent les démarches historiques les plus diverses, tout comme les degrés les plus variés de développement. Certes, d'autres regroupements de pays peuvent légitimement invoquer une pareille caractéristique. On pensera naturellement au Commonwealth, mais celui-ci n'est pas fondé d'abord sur l'usage d'une langue

commune, et il résulte essentiellement de la transformation, progressive et habile, de l'Empire britannique.

Il serait vain, et peut-être à la limite néfaste, de s'acharner à bâtir la communauté francophone si elle ne devait être qu'une organisation internationale parmi d'autres, empruntant le même itinéraire, se bornant à mener des actions classiques de coopération. La francophonie n'aura de sens et de justification qu'exemplaire dans son inspiration, dans son esprit, dans ses accomplissements. Cela suppose aussi et par-dessus tout la participation active de l'opinion publique, qui doit se sentir partie prenante dans cette grande entreprise.

La mutation fondamentale et le grand ébranlement que, avec tous les peuples, nous connaissons depuis une vingtaine d'années, et qui sont loin d'avoir produit tous leurs effets, posent en termes dramatiques le problème de la préservation des identités et du salut des cultures. Et, s'ils partagent avec les autres les chances et les périls d'aujourd'hui, les pays francophones sont plus vulnérables à ceux-ci et

devraient être plus sensibles à celles-là, plus aptes à les saisir et à les exploiter. Ce qui est en cause, bien au-delà de l'aménagement des rapports et de la coopération entre les pays de langue française, bien au-delà de la recherche de structures opérationnelles pour assurer cette coopération, c'est l'avenir de la langue française mais, en même temps, l'avenir des autres langues comme expression de cultures particulières et comme instrument de progrès.

De ce point de vue, la langue française apparaît comme un témoin, un révélateur et éventuellement un recours. Selon qu'elle restera ou non une langue de grande diffusion, apte à rendre compte de toutes les formes d'évolution de notre époque, selon qu'elle saura par sa vitalité et par sa créativité s'imposer comme lieu de rencontre et véhicule de progrès, le vingt et unième siècle se déroulera à l'encontre de l'uniformité ou sous le signe de l'uniformité. Tel est le véritable débat, le débat fondamental, ce qui fait que le devenir de l'entreprise francophone concerne non seulement les peuples qui s'y retrouvent mais tous les autres comme toutes les cultures.

Réussir la communauté francophone, ce sera donner une chance de plus à l'universel, ce sera peut-être favoriser l'affirmation d'un nouvel humanisme. La question concerne, évidemment, toutes les langues et toutes les cultures, mais il se trouve que la langue française est aujourd'hui la mieux placée pour opposer un refus qui est aussi une affirmation et qui doit être une espérance. Mais elle ne peut le faire qu'en témoignant pour toutes les

autres : il appartient à l'ensemble francophone d'assumer tous les risques inhérents à l'entreprise et de lutter pour toutes les patries menacées. Et, si ce combat ne devait pas ou ne pouvait pas être mené, alors on peut craindre le glissement de toutes les cultures vers un inexorable déclin.

Bien au-delà et bien plus que l'existence de leur intérêt propre, c'est une obligation envers le monde contemporain qui presse les pays de langue française d'aménager un espace de créativité et de liberté où seraient assurés le salut et l'essor de leurs identités propres et des cultures qui en sont le garant et l'expression.

Mais, pour utile que puisse être pareille réalisation, le véritable pari est d'un autre ordre, singulièrement plus redoutable mais combien plus exaltant. Il s'agit de la mission que doit reconnaître, identifier et que peut seule assumer la communauté francophone d'être un exemple et un recours pour l'ensemble des langues et des cultures du monde, de son aptitude à définir un modèle de société internationale où la vitalité nouvelle d'un pluriel foisonnant fasse échec à la domestication des âmes et des esprits qu'annonce l'hégémonie insidieuse d'un seul modèle socioculturel. Bien loin de correspondre à une vision conservatrice, d'exprimer un repli frileux sur soi, une sorte de défense crispée et presque hargneuse d'une langue et d'une culture menacées, la francophonie représente le pari d'une grande aventure qui épouse les inquiétudes multiples et les espérances confuses de notre temps.

Lire pages suivantes

- PAGE 18. — D'abord les moyens d'une vraie solidarité, par Philippe de Saint Robert.
- PAGE 19. — Des états pour une édition sans frontières, par Hugues de Karst.
- PAGES 20 et 21. — Audiovisuel, l'urgence d'un redressement, par Dominique Gaillet.
- PAGE 22. — La nécessaire « industrialisation » de la langue française, par Jacques Rosellini.

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE FONTENAY-SAINT-CLOUD

- 58 personnes, dont 43 enseignants-chercheurs
- des recherches en sciences du langage et en didactique du français langue seconde ou étrangère ;
- des formations initiales ou continuées d'enseignants français et étrangers, en particulier stage annuel et stage d'été ;
- des publications : Cours de langue (Archipel I, II et III), Cahiers du français des années 80, Bulletin bibliographique, collections L.A.L., Essais, O.P.A.L.

Directrice : M^{me} Michèle GARABEDIAN
11, avenue Pozzo-Di-Borgo, 92211 ST-CLOUD
Tél. : 46-02-63-01 / 46-02-67-88

LA MISSION LAÏQUE FRANÇAISE "EXPORTE L'ÉCOLE"

La Mission Laïque Française, association reconnue d'utilité publique en 1907, diffuse la langue et la culture françaises à travers l'enseignement à l'étranger. Elle édite "DIALOGUES", revue de l'enseignement français à l'étranger.

Au service des sociétés exportatrices
Une soixantaine d'"écoles d'entreprise" sont installées dans trente-six pays. Ce sont des écoles à durée variable, liées à l'implantation des chantiers à l'étranger et reconnues par le ministère de l'éducation nationale.

Au service du français à l'étranger
Par ailleurs, des écoles permanentes, aux statuts divers, scolarisent des ressortissants français et nationaux. Elles sont gérées par la Mission Laïque ou se rattachent à son réseau en faisant appel, selon leurs besoins, à son ingénierie pédagogique.

Exporter l'école : l'ingénierie pédagogique
L'ingénierie pédagogique proposée par la Mission Laïque prend la forme d'assistances diverses et notamment :
- recrutement, suivi de carrière, stages de formation des enseignants ; - documentation, liaison avec le centre national d'enseignement par correspondance ; - suivi pédagogique et administratif ; - orientation scolaire et professionnelle, réinsertion des élèves lors du retour en France.

La Mission Laïque Française dispose d'un Institut International d'Enseignement Supérieur et de Formation à Draveil (Essonne) qui est en mesure d'organiser, sur demande, des stages pour étudiants et cadres étrangers, des séjours linguistiques, des séminaires et toutes autres opérations de formation.

La Mission Laïque représente ses établissements auprès du conseil supérieur des Français de l'étranger, du conseil de l'enseignement à l'étranger, de la commission des bourses et d'autres instances officielles. Elle maintient des liens étroits avec les ministères concernés.

MISSION LAÏQUE FRANÇAISE
9, rue Humblot - 75015 PARIS
Tél. : (1) 45.78.61.71 - Télex : 206 011 F



UN OUTIL DE RELANCE DU DIALOGUE NORD-SUD ?

D'abord, les moyens d'une vraie solidarité

Par
PHILIPPE
DE SAINT ROBERT *

La francophonie n'est pas, ne saurait être — en dépit de quelques affirmations ministérielles malheureuses — un prolongement de l'identité nationale, ou même seulement culturelle, de la France. Cette sottise n'est qu'un rêve mesquin inspiré par quelques anciens administrateurs de la France d'outre-mer reconvertis dans la politique ou la diplomatie : on ne connaît que trop ceux qui, depuis vingt ans, insinuant leurs calculs et leurs intérêts dans le sillage du grand souffle gaulliste, ont voulu faire d'une idée généreuse mais fragile leur fonds de commerce politique, au risque de la gâter.

Fort heureusement y eut-il, dès 1960, à l'appel d'hommes comme Bourguiba, Hamani Diori, Senghor, Sihanouk, plus tard René Lévesque, une réelle et pressante demande dans le monde afin que les pays, les peuples, les communautés parfois isolées qui, tous, avaient en commun l'usage, à des degrés parfois divers, de la langue française se constituent en une sorte de communauté que l'ancien président du Sénégal voulait même voir devenir « organique ». La France, apparemment surprise qu'une fraction du monde attende encore quelque chose d'elle, se voyait obligée d'y répondre.

Deux hommes eurent une action déterminante, même s'ils furent peu suivis par les leurs. Georges Pompidou d'abord, qui, à partir de 1966, sut prendre quelques décisions politiques importantes afin de doter la France d'organismes et de textes réglementaires, puis législatifs, reconnaissant avec

une très ancienne tradition qui remonte à la Renaissance et qui autorisait un interventionnisme discret de l'Etat afin qu'il puisse déterminer et conduire une politique linguistique pour le moins incitative. M. François Mitterrand ensuite, à qui il revint de refondre et de renforcer ces institutions et qui, à la faveur d'un apaisement des querelles intercanadiennes, eut le bonheur d'être l'homme d'Etat qui put réunir la première grande conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, en février 1986. Trois jours durant, les participants à cette première conférence francophone (c'est cette appellation que la commodité fait prévaloir), s'ils ont certes examiné quelques questions internationales dont la plupart sont aussi bien débattues ailleurs, ont principalement ouvert un dialogue sur les conditions dans lesquelles la langue française, qui demeure la deuxième langue de communication internationale après l'anglais, peut donner accès à l'universalité contemporaine, c'est-à-dire à tous les domaines de la culture, notamment aux sciences et aux techniques.

C'est dans cet esprit qu'en 1972 Georges Pompidou créa les fameuses commissions de terminologie, dont la mission est « d'établir, pour un secteur déterminé, un inventaire des lacunes du vocabulaire français en tenant compte des besoins manifestés par les usagers ; de recueillir, de proposer et de réviser les termes nécessaires pour désigner les réalités nouvelles ; de contribuer à la collecte et à l'harmonisation des données terminologiques en tirant profit des richesses du français parlé hors de France ».

Ce choix d'une véritable politique terminologique n'a cessé de se heurter à deux oppositions larvées et contradictoires. Celle des « puristes », dont l'allergie aux néologismes n'a cessé depuis un siècle de favoriser un excès

d'emprunts lexicaux et de répandre par là même ce sentiment absurde d'après lequel la langue française serait incapable, par vieillissement, de créer les mots nouveaux dont elle a besoin. Celle des « laxistes », relayés par la plupart des linguistes contemporains, qui considèrent que l'évolution d'une langue se fait toute seule, qu'elle est par définition naturelle, et qu'en quelque sorte la mort fait partie de la vie. Ici, la paresse d'esprit a été fait d'ériger le message des langues en idéologie libertaire aux dépens du droit des gens (et des peuples) à se comprendre et à se faire comprendre. Mais nous savons que le moindre règlement, dans le domaine des relations internationales, est aujourd'hui assimilé, par ceux dont il gêne ou limite l'expansion, à du protectionnisme.

Nous voyons nombre de peuples utiliser le français conjointement à leur langue maternelle, et pour certains le revendiquer même comme « langue du non-alignement ». Sur quoi repose ce

choix ? Sur quoi reposera-t-il demain ? Et la France — unique pays dont le français soit la langue maternelle majoritairement parlée — peut-elle et vent-elle répondre à cette sollicitation pleine d'exigences que lui adresse le monde extérieur ? C'est à ces questions, bien posées à Paris en février 1986, que la conférence de Québec doit répondre en septembre 1987. L'espèce francophone est rare et fragile. Il est douteux qu'elle puisse sérieusement constituer un espace économique, sauf à le vouloir vraiment dans des domaines bien spécifiques comme ceux des produits culturels ou des industries de la langue. Politiquement, elle peut certes constituer un modèle dans l'introuvable dialogue Nord-Sud, mais le déséquilibre entre pays industrialisés et pays en développement y reproduit ce qu'il est déjà à l'échelle du monde. Reste à réussir la gageure de maintenir et de faire vivre une langue à l'usage de plusieurs cultures, qui sont inégales.

des efforts méritoires du président du comité du suivi, les résolutions et les recommandations de février 1986 ont été paralysées par une administration d'autant plus étrangère à de tels impératifs qu'aucune impulsion politique ne lui en fait prendre conscience. D'une manière générale, le traitement de ce dossier s'illustre comme suit : l'administration française ne sort de sa torpeur que lorsque l'activisme canadien se manifeste dans un domaine précis, et c'est alors pour se plaindre que d'autres prétendent faire ce qu'elle néglige d'entreprendre.

Les institutions créées par Georges Pompidou, ainsi que les mesures législatives prises par lui, apparaissent menacées aujourd'hui alors que le président de la République, en 1984, avait tenté de leur redonner un peu de lustre et de moyens, sans être, il est vrai, beaucoup suivi en cette voie par ses deux premiers gouvernements successeurs. Quant aux quatorze mesures promises, mais arrêtées tardivement en 1981 à la fin du septennat précédent, elles furent, elles aussi, en leur temps, amoindries sur l'autel du changement politique qui justifie toujours des remises en question dont on voit mal les motivations et le dessein puisque personne ne parvient à comprendre en quoi, tant en matière de langue française que de francophonie, une politique dite de droite et une politique dite de gauche se pourraient distinguer ou reconnaître. Plus que partout ailleurs, en ce domaine, la continuité de l'Etat et de son action devrait être le souci majeur des pouvoirs qui se succèdent et n'hésitent pas, en bien d'autres matières, à se ressembler. A moins qu'ils ne choisissent, pour feindre de se distinguer, les domaines dont l'importance leur échappe ?

Aliénation et libération

Le rôle politique d'une langue comme moyen de prolonger un colonialisme passé ou de soutenir une hégémonie très actuelle ne peut que susciter polémiques et contestations. A l'intérieur d'une francophonie composite, le français comme affirmation vitale d'une identité n'est revendiqué que par quelques pays ou communautés, en fonction de leur histoire ; pour la plupart des autres, il s'agit d'une pratique et d'une solidarité qui demandent des raisons et des moyens pour s'affirmer.

En mai 1980, lors du sommet francophone tenu à Nice, et alors que le président algérien venait de dire publiquement « non à la francophonie en tant qu'expression du colonialisme économique et culturel », le président Senghor, au nom du Sénégal, nous invitait à bâtir « une communauté organique pour le développement des échanges culturels », tout en marquant bien notre dilemme : « A la fois, disait-il, langue de l'aliénation (pour certains peuples) et langue de libération de nombreux peuples, le français doit à présent jouer un rôle important dans la diffusion des cultures du tiers-monde, dans les rapports nouveaux entre cultures nationales et développement endogène, entre développement socioculturel et développement économique ». La francophonie peut-elle être à la fois un élément interactif qui nous permette de relancer et de spécifier le dialogue Nord-Sud, et pour la vieille nation européenne qu'est la France, un moyen de résister, en quel-

que sorte au nom de l'Europe tout entière, voire de la latinité dans son ensemble plus large (où l'hispanité aura son mot à dire), au caractère autoritaire, et approuvant pour elle-même et pour les autres, d'une hégémonie constamment relayée par la prétention de l'anglo-américain à devenir la seule langue de communication internationale ?

Dans le domaine fondamental de la terminologie où elle avait déjà tant de retard, la France arrive les mains vides à la conférence de Québec. Dans bien d'autres domaines aussi, car, en dépit

Les bureaux d'action linguistique

Les bureaux d'action linguistique (BAL) sont les principales structures de coopération en matière linguistique dont disposent les ambassades françaises à l'étranger. Au nombre de cent cinquante environ, les BAL sont animés par des fonctionnaires spécialisés dans l'enseignement et dans la promotion du français. Ils coopèrent avec les systèmes éducatifs nationaux tant pour la formation initiale ou continue des enseignants que pour les recherches universitaires de pointe dans le domaine de la linguistique, de la terminologie ou de la traduction, en passant par l'assistance pédagogique aux ministères locaux de l'éducation. Dans ce cadre, ils bénéficient d'importants moyens : bourses, missions d'experts, documentation et appui logistique.

Parallèlement à ces actions, les BAL mettent en œuvre depuis quelques années des opérations de promotion du français qui, à partir des enfants scolarisés, s'efforcent d'atteindre le grand public en vue d'enrichir l'image de la France et du français. C'est ainsi que, depuis trois ans, et en collaboration avec les associations nationales de professeurs de français, une opération intitulée « L'air du temps » s'est développée dans seize pays d'Amérique latine afin de démontrer, dans les domaines de la chanson et du cinéma, ainsi que des sciences et techniques, les atouts du monde francophone.

THÉÂTRE RENCONTRES

IV^e FESTIVAL INTERNATIONAL DES FRANCOPHONIES

Haute-Vienne - Limoges - Limousin
3-16 OCTOBRE 1987

BURKINA - FASO - CANADA - QUÉBEC - BELGIQUE - CONGO
FRANCE - GUADELOUPE (DOM) - SUISSE - TOGO

S. CAVE - P. DEBAUCHE - R.-D. DUBOIS - M. GARNEAU - G. GARRAN J.-P. GUINGANE - Y. HUNSTAD - E. JEANMONOD - R. LEPAGE - L. MAC CRACKEN - M. PAGES - M. ROSTAIN - S. SCHWARZ-BART - SONY LABOU TANSY - TCHICAYA UTAMSI - S.-A. ZINSOU.

8, place des Carmes, 87000 LIMOGES
15, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 PARIS
Tél. : (16.55) 34-20-20/(1) 47-70-18-17

EXPOSITIONS

P O É S I E C I N É M A

VERS UNE COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DE LANGUE FRANÇAISE

AUPELF

L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française AUPELF

au service de la coopération universitaire depuis 25 ans, organise en réseaux, l'espace scientifique, culturel et technologique de langue française.

Réseau mondial de 180 établissements d'enseignement supérieur dans 31 pays et de 400 départements d'études françaises des universités non francophones, c'est, dans les domaines de pointe de la recherche appliquée, la création de réseaux de chercheurs et de laboratoires performants, c'est la mobilisation de toutes les ressources (bourses, stages, rencontres internationales, équipement, édition, banques de données) pour la formation d'étudiants et de chercheurs.

Sa stratégie pour l'avenir est la création d'une Université sans murs, l'Université des réseaux d'expression française (UPELF) qu'elle propose comme projet au Sommet de Québec.

Secrétariat général : Université de Montréal, C.P. 6128, Montréal, Canada H3C 3J7.
Bureaux régionaux : Afrique, Amérique, Caraïbes, Europe
Bureau Européen : 192, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

TV5

La Télévision Internationale de Langue Française

6 millions de foyers dans vingt pays d'Europe et d'Afrique du Nord, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse, la Tunisie, la Yougoslavie.

SATELLIMAGES/TV5

78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 PARIS. Tél. : (1) 45-02-18-45 Telex : 649056 F

Des atouts

Par
HUGUES
DE KENNET

Lors de son voyage en France, le président de la République a eu l'occasion de constater que la langue française est un atout majeur pour la France. Il a souligné que la francophonie est un véritable patrimoine culturel et linguistique qui doit être valorisé et protégé. Il a également souligné que la langue française est un moyen de rapprochement et de coopération entre les peuples.

Le président a également souligné que la langue française est un atout majeur pour la France. Il a souligné que la francophonie est un véritable patrimoine culturel et linguistique qui doit être valorisé et protégé. Il a également souligné que la langue française est un moyen de rapprochement et de coopération entre les peuples.

Le président a également souligné que la langue française est un atout majeur pour la France. Il a souligné que la francophonie est un véritable patrimoine culturel et linguistique qui doit être valorisé et protégé. Il a également souligné que la langue française est un moyen de rapprochement et de coopération entre les peuples.

conseil international



Association privée internationale pour la promotion de la langue française monolingue ou multilingue.

- ① 35 dictionnaires spécialisés
- ② des manuels de formation et de construction, pour la formation
- ③ des contes de la tradition
- ④ des publications linguistiques

comment participer
en adhérant au CILE

DEUX CENTS MILLIONS DE LECTEURS

Des atouts pour une édition sans frontières



Par
HUGUES
DE KERRET

LORS du dernier Salon du livre qui s'est tenu à Paris, en mars 1987, les nombreux écrivains francophones ont eu l'occasion de discuter, entre eux ou en public, de questions les concernant directement et dont ils n'ont pas souvent l'occasion de débattre collectivement : faut-il être publié en France pour être lu ? Quels sont les lecteurs concernés par la littérature d'expression française ? Comment diffuser plus largement les travaux scientifiques des chercheurs francophones de toutes disciplines ? Quant aux éditeurs, ils se sont retrouvés devant les problèmes traditionnels non résolus : absence quasi totale de cotéditeurs dans le secteur francophone, difficultés de la distribution, obstacles à la diffusion hors de leur pays.

D'après les chiffres du Syndicat national de l'édition (SNE), les pays francophones représentaient, en 1985, pour la France, 75 % du marché de l'édition à l'exportation, dont 50,9 % vers les pays industrialisés, 10,6 % vers l'Afrique noire et l'Océan Indien, et 7,7 % vers le Maghreb. En dépit de sa francophilie, l'Amérique latine constituait seulement 1,7 % de ce marché ; les États-Unis, malgré leur taille, 4,9 %, les pays d'Europe du Sud, 6,6 %.

Mais c'est l'évolution qui se dessine entre 1984 et 1985 qui doit inquiéter le plus. Si les marchés de Belgique et du Luxembourg (+ 14 %), du Canada (+ 18,6 %) et de la Suisse (+ 8,6 %) sont en progrès, la part des pays d'Afrique noire chute de 14,3 % à 10,6 %. C'est ainsi que la Côte-d'Ivoire perd la première place des acheteurs de livres français (avec moins 36,7 %) et que la Guinée réduit ses acquisitions de 58 millions de francs en 1984 à 1,2 million en 1985. Quant aux pays du Maghreb, on constate la même baisse (moins 10,1 % en 1983, moins 9,8 % en 1984, moins 7,7 % en 1985). Là, c'est l'Algérie, avec moins 26,9 % (passant de 130 à 102 millions de francs), et la Tunisie, moins 13 %, qui se ferment.

Effet de la crise, contrecoup des difficultés financières de certains pays au bord de la cessation de paiement ? Sans doute. Mais ces restrictions entraînent un amoindrissement du potentiel culturel : combien d'ouvrages scientifiques et techniques nécessaires au développement de ces pays n'auront pas été achetés en 1985, et probablement en 1986 ? Sur ce point, il est difficile d'évaluer le dommage, car il se fera sentir sur plusieurs années. Les indications recueillies auprès des éditeurs des pays industrialisés francophones confirment ces tendances : ils n'ont pas pris les parts de marché perdues par la France.

Certains des obstacles à la diffusion et à la distribution du livre, connus depuis longtemps (1), sont particulièrement lourds de conséquences pour les pays en voie de développement : le montant des droits de douane appliqués de façon forfaitaire reste très élevé ; les

diffuseurs n'acceptent pas toujours les retours des ouvrages de leurs clients libraires ou dépôts étrangers ; les tarifs d'expédition par avion ou par bateau ne bénéficient d'aucune réduction en ce qui concerne le livre, ceux s'appliquant aux périodiques étant, de toute manière, déjà largement dissuasifs. Pendant ce temps, des dizaines de milliers d'ouvrages récemment publiés, mais invendus, sont de plus en plus rapidement envoyés au pilon par les éditeurs, au lieu de passer par des dépôts où des volontaires pourraient les choisir, les rassembler et les faire parvenir à ceux qui en auraient besoin (2).

L'édition francophone, largement dominée par les pays industrialisés, connaît des difficultés de structure plus que de marché ; le potentiel de lecteurs reste immense : presque 200 millions. Au Québec, une édition vivante et dynamique (on compte environ trois cents éditeurs) est fragile dans sa dif-

fusion ; les diffuseurs sont anglophones et liés aux États-Unis pour la plupart : les centrales d'achat des universités favorisent le livre en anglais, conformément aux habitudes prises par les universitaires eux-mêmes depuis de longues années. Il suffit de parcourir les rayons des librairies parisiennes pour constater l'absence quasi généralisée de livres édités au Québec ou en Belgique (alors que beaucoup d'ouvrages français sont imprimés dans ce dernier pays pour des raisons de coût). Seule l'édition suisse a un rayonnement certain dans l'ensemble des pays francophones, la qualité de Skira, de La Baconnière, de L'Age d'homme et d'autres éditeurs l'expliquant aisément. Quant à l'édition française, présente un peu partout, ses résultats sont parfois surprenants ou inattendus : par exemple, les Éditions du Mont-d'Or, qui, à Montréal, représentent les éditions du Seuil et les éditions de Minuit, vendent

beaucoup mieux les traductions en français des best-sellers américains (Michener, Marilyn French ou Updike) que les auteurs français. En revanche, la popularité en France de l'Acadienne Antonine Maillet démontre que la littérature francophone existe bien aux yeux du lecteur, le passage sur le plateau d'« Apostrophes » n'étant pas le moindre facteur de son succès.

L'édition francophone existe-t-elle vraiment ? Oui, si l'on considère les centaines d'éditeurs de langue française en France, en Belgique, en Suisse, au Québec. Oui, si l'on tient compte de l'enthousiasme avec lequel des maisons installées à Paris, comme Hatier, L'Harmattan, Karthala, Silex, Présence africaine, accueillent et diffusent des écrivains africains de langue française, donnant ainsi la possibilité d'être lus à de nombreux jeunes auteurs qui ne peuvent pas être édités chez eux. Oui, si l'on tient compte de l'accueil que réservent des maisons comme Le Seuil (et il faut saluer ici un effort particulier de renouvellement et de découverte, notamment du côté du Maghreb) aux auteurs francophones. Mais elle n'existera pas vraiment tant que les structures de diffusion et de distribution ne seront pas implantées pour permettre au lecteur français de se procurer facilement un livre édité au Québec ou en Belgique, tant que des systèmes de cotédition ne seront pas mis en place, permettant à des éditeurs du Sud de traiter sur un pied d'égalité avec des éditeurs du Nord, et d'entrer sur le marché mondial.

(1) Voir à cet égard le rapport du Haut Conseil de la francophonie, *« L'édition et la diffusion des travaux scientifiques en langue française sur l'Afrique »*, la Documentation française, Paris, 1985.

(2) Plusieurs opérations de ce genre ont déjà été menées, notamment au profit de la Guinée et de l'Alliance française de Jérusalem. Le secrétariat d'État à la francophonie a lancé la campagne « Ici on livre » dans le même esprit. Quant à la Maison de l'Amérique latine (217, bd Saint-Germain, 75007 Paris), elle ambitionne de recueillir 100 000 livres pour les Alliances françaises du Brésil. L'association ADIFLOR, présidée par M. Xavier Deniaux, intervient aussi très activement dans ce type d'actions (103, rue de Lille, 75007 Paris).

Un réseau unique : les Alliances

LA France est peu portée aux institutions souples accomplissant une mission de service public — et recevant un appui gouvernemental à cet effet — tout en préservant jalousement leur indépendance. Une exception notable : les Alliances françaises, créées en 1883. Il y a en vérité une raison à cela : dans chacun des pays où ils sont implantés, ces établissements, voués à la diffusion de la langue et de la culture françaises, sont des associations nationales de droit local, donc mexicaines au Mexique, grecques en Grèce, etc. On comptait, en 1986, mille deux cents comités d'Alliance, composés exclusivement de nationaux et de « patrons » légaux, dans cent quatre États ; trois cent mille étudiants ; cinq cents professeurs détachés de France, et plusieurs milliers recrutés localement. Si l'immense majorité des cours est donc assurée par des professeurs non français, la direction des grandes et moyennes Alliances revient à un enseignant détaché, ce qui permet à l'institution de disposer, sur le plan mondial, d'un corps de personnel qui peut accomplir une partie de sa carrière en passant d'un poste à un autre, en transitant parfois par le service culturel d'une ambassade de France.

Il existe un « esprit Alliance » très fort chez ces enseignants profondément attachés à leur institution. C'est qu'on attend beaucoup d'eux : interlocuteurs des autorités locales, civiles, universitaires, religieuses, voire militaires, ils se doivent aussi d'équilibrer le budget de leur établissement par les droits d'inscription aux cours, les activités cultu-

relles, les produits financiers de fêtes ou concours, les dons, etc. Le « bon » directeur d'Alliance est certes un enseignant croyant à son métier mais aussi un animateur culturel, un chef d'entreprise et, à l'occasion, un diplomate... Tout sauf un fonctionnaire traditionnel, accroché sur ses horaires statutaires de travail.

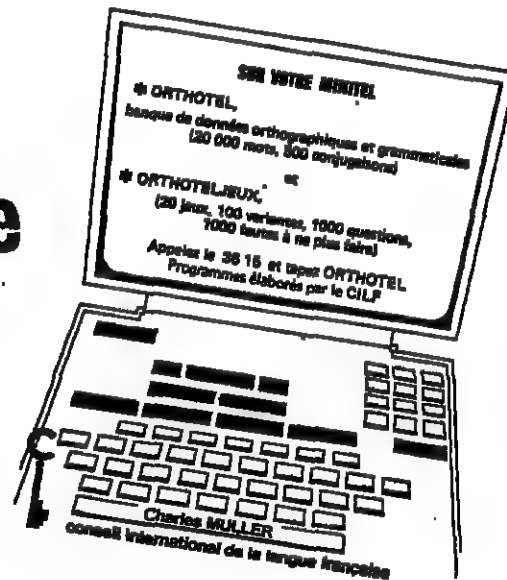
Sous l'impulsion de M. Philippe Giffert, élu secrétaire général en 1978, un vigoureux effort de rénovation a été entrepris, mettant en particulier l'accent sur le dialogue interculturel, les Alliances devant être autant des lieux d'échanges avec la culture du pays hôte que des foyers de diffusion du français.

Il a fallu longtemps aux administrations françaises pour comprendre à quel point les Alliances constituent un réseau de promotion unique au monde. Dès le début de son septennat, M. François Mitterrand aille sensiblement augmenter les moyens de fonctionnement du secrétariat général à Paris. Cependant M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, a décidé, à partir du 1^{er} septembre 1987, de substituer aux mises à disposition des enseignants détachés (c'est-à-dire au paiement de leurs salaires par l'État) le versement à l'Alliance d'une subvention permettant d'assurer leur rémunération. En soi, rien d'inédit... sauf que cette dotation devra être renégociée année après année et qu'il est tantant, surtout en période d'austérité budgétaire, de diminuer le montant d'une subvention.

conseil international de la langue française • 103, rue de Lille - 75007 Paris • tel. 47.05.07.93



**gérer les ressources
linguistiques de la francophonie
au bénéfice
du
développement**



Association privée internationale groupant des représentants élus et des adhérents de 25 pays d'expression française, monolingues ou multilingues, le Conseil international de la langue française publie quatre collections d'ouvrages :

- ① 35 dictionnaires spécialisés pour dénommer en français toutes les réalités du monde moderne
- ② des manuels de formation et des ouvrages scientifiques en agronomie tropicale, mécanique, architecture et construction, pour la formation dans les pays du Tiers Monde.
- ③ des contes de la tradition orale monolingues ou bilingues pour le dialogue des langues et des cultures.
- ④ des publications linguistiques. Le CILF agit également par ses banques de données :
a) sur l'orthographe 36 15 ORTHOTEL
b) sur la terminologie industrielle 36 15 MITRAD

comment participer ?

en adhérent au CILF : cotisation annuelle de 175 FF (déductibilité fiscale). Service de LA BANQUE DES MOTS.

CONTRE

Audiovisuel :

Par
DOMINIQUE
GALLET *

L'AUDIOVISUEL est un des domaines où se joue l'avenir des identités nationales et des grandes langues de communication. Or ce domaine est désormais pratiquement monopolisé par l'industrie cinématographique et télévisuelle américaine. Seuls quelques pays, notamment l'URSS, l'Inde et la Chine, échappent pour une grande part à ce mouvement d'uniformisation planétaire.

Devant ce raz de marée, les francophones montrent une certaine capacité de résistance. La Belgique, la Suisse et le Québec maintiennent une production de qualité dont le succès international du *Déclin de l'empire américain* du Québécois Denis Arcand a récemment porté témoignage (1). Quant au cinéma de l'Afrique noire francophone, malgré des conditions de production et de distribution très aléatoires, il obtient des consécration internationales sans pour autant remettre en cause ses thèmes fondateurs, à preuve *Yelen*, du Malien Souleymane Cissé, primé lors du dernier Festival de Cannes (2).

L'industrie cinématographique française, pour sa part, garde son troisième rang mondial après l'Inde et les Etats-Unis. Alors que la production italienne a fortement décliné — le pays de Cinecittà n'est plus aujourd'hui qu'un vaste circuit de distribution des productions américaines — la France reste le pôle européen du cinéma mais un pôle fragile, puisqu'il repose essentiellement sur l'activité d'une seule société, la Gaumont. Dans de nombreux pays d'Europe occidentale, le cinéma français détient une part de marché le situant en troisième place derrière le cinéma américain et le cinéma national et même, dans quelques cas, en deuxième position.

Jusqu'en 1985, la France était le seul pays d'Europe de l'Ouest dont le cinéma national avait réussi à conser-

ver la première place sur son propre territoire mais, l'année suivante, les films américains ont pris la tête tant pour le nombre d'entrées que pour le montant des recettes.

Cette tendance risque de se poursuivre dans les mois qui viennent car le nombre de films en production aux Etats-Unis augmente nettement, grâce à un marché intérieur en expansion (salles et vidéocassettes). D'autre part, certains producteurs de l'Hexagone, imputant à la langue française leurs échecs à l'exportation, tournent désormais directement en anglais en France — et avec le soutien de fonds publics — sans obtenir d'ailleurs de meilleurs résultats. Cette attitude est tolérée au nom du « pragmatisme ». Quant aux distributeurs, ils diffusent de plus en plus en France les films américains sans même traduire leurs titres (parmi les plus récents *Over the Top*, *Terminator*, *Platoon*, *Evil Dead*...). Manque d'imaginaire ou plutôt élément d'une stratégie globale, cohérente du produit, jusqu'à son titre en anglais ?

Les programmes francophones de télévision — essentiellement français — ont une place variable sur le marché international, en fonction des pays et du type d'émission. Ainsi, dans la vingtaine de pays de l'Europe occidentale, les programmes français viennent au premier rang des importations d'émissions éducatives (29 % du total) et au deuxième rang pour les films (8 %, contre 62 % pour les Etats-Unis), mais seulement en quatrième position (5 %) en importations globales, tous genres confondus.

Dans l'ensemble de l'Afrique, la France compte seulement pour 4 % des importations de programmes, derrière la Grande-Bretagne (25 %) et les Etats-Unis (47 %). Dans les pays arabes, avec 13 %, la France arrive derrière les Etats-Unis (34 %). Les productions télévisuelles françaises sont

(1) Voir Ignacio Ramonet, « Le cinéma québécois à l'heure de la restauration tranquille », *Le Monde diplomatique*, juin 1987.

(2) Voir Antoinette Delafin, « Au Festival cinématographique de Ouagadougou : images des temps durs », *Le Monde diplomatique*, avril 1987.

* Secrétaire général de l'Institut Franco-Tiers-monde.

Vous avez le droit d'exiger qu'on vous le dise en français !

LOI N° 75-1349 DU 31 DECEMBRE 1975
relative à l'emploi de la langue française (1)

(Journal officiel du 4 janvier 1976.)

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}.

Dans la désignation l'offre, la présentation, la publicité écrite ou parlée, le mode d'emploi ou d'utilisation, l'étendue et les conditions de garantie d'un bien ou d'un service, ainsi que les factures et quittances, l'emploi de la langue française est obligatoire. Le recours à tout terme étranger ou à toute expression étrangère est prohibé lorsqu'il existe une expression ou un terme approuvés dans les conditions prévues par le décret n° 72-19 du 7 janvier 1972 relatif à l'enrichissement de la langue française. Le texte français peut se compléter d'une ou plusieurs traductions en langue étrangère.

Les mêmes règles s'appliquent à toutes informations ou présentations de programmes de radiodiffusion et de télévision, sauf lorsqu'elles sont destinées expressément à un public étranger.

L'obligation et la prohibition imposées par les dispositions de l'article 2 s'appliquent également aux certificats de qualité prévus à l'article 7 de la loi de finances n° 63-425 du 3 juillet 1963.

First In Space.

RECHERCHE
4 collaborateurs de haut niveau pour s'insérer à une équipe
dynamique et performante
— 1 CONCEPTEUR PACKAGING
— 1 DESIGNER PACKAGING
— 1 MAQUETTISTE
— 1 ILLUSTRATEUR CONFIRME

ON SALE NOW
GET TO GRIPS WITH IT

ARTICLE PREMIER. — L'Association générale des usagers de la langue française (AGULF) a pour objet d'unir, sur le modèle des groupements de consommateurs, les usagers de la langue française soucieux de défendre leur commun patrimoine linguistique et culturel et d'en assurer le rayonnement.

ASSOCIATION GENERALE DES USAGERS DE LA LANGUE FRANÇAISE

65, boulevard des Invalides, 75007 PARIS - tél. 42-75-89-05

« ESPACE FRANCOPHONE »
LE MAGAZINE DU MONDE D'EXPRESSION FRANÇAISE

Une diffusion mondiale régulière

Diffusées par une trentaine de télévisions sur tous les continents, les émissions du magazine mensuel « Espace francophone » font connaître à un vaste public l'universalité de la langue française mais aussi la grande diversité des cultures du monde francophone.

Une coproduction Nord-Sud

Les émissions du magazine « Espace francophone » sont systématiquement coproduites avec les télévisions des pays concernés par les reportages. Sur le terrain des tournages et pendant les montages, l'équipe permanente d'« Espace francophone » ainsi que les réalisateurs et les techniciens des télévisions francophones construisent ensemble les premiers produits concrets et réguliers de la coopération audiovisuelle francophone. Ils démontrent ainsi la possibilité de réaliser, entre équipes légères, des coproductions Nord-Sud de qualité internationale.

Télévisions ayant coproduit des émissions du magazine

- « Espace francophone » :
- Télévision libanaise (TL3)
- Télévision mauricienne (MBC)
- Office de radiodiffusion-télévision du Sénégal (ORTS)

Emissions du magazine
« ESPACE FRANCOPHONE »

- 1) Dossier sur le film québécois « Les Plouffe » ; chanson « Il me reste un pays » de Québécois Gilles Vigneault ; entretien avec l'écrivain italien René Despreux ; dossier sur l'Agence de coopération culturelle et technique.
- 2) Dossier sur l'histoire du peuple arabe ; entretien avec la romancière égyptienne Antoine Maillet ; dossier « la langue française et les technologies de pointe » ; chanson « Plus noire et moins blanc » du Martiniquais Gratien Médard.
- 3) Dossier « la presse arabe d'expression française » ; entretien avec l'écrivain marocain Tahir Ben Jelloun ; dossier « le français, langue scientifique internationale » ; chansons du Suisse Michel Böhler.
- 4) Liban, la force d'une identité.
- 5) Le cinéma de l'Afrique noire francophone.
- 6) Expressions québécoises.
- 7) Communication, le grand défi.
- 8) Maurice, le monde dans une île.
- 9) Chantier dans l'océan Indien.
- 10) Fleuve Sénégal, un combat contre la mort.
- 11) Wallonie-Bruxelles, expressions d'une communauté.
- 12) Tunisie, un patrimoine au quotidien.
- 13) Transgénération, un train pour le développement.
- 14) Haïti, un peuple créateur.
- 15) Chantier dans les Caraïbes.
- 16) Vietnam d'hier et d'aujourd'hui.

- Radiodiffusion-télévision tunisienne (RTT)
- Radiodiffusion-télévision gabonaise (RTG)
- Télévision nationale d'Haïti (TNH)
- Télévision nationale du Viet-Nam
- Télévision nationale égyptienne (2^e chaine)
- Institut national de la communication audiovisuelle (INA)
- Radiodiffusion-télévision ivoirienne (RTI)
- RFO Réunion
- RFO Guadeloupe
- RFO Nouvelle-Calédonie
- Télévision louisianaise (LPB)
- TV Ontario
- TV 5
- FR 3 Lorraine
- RTL Télévision

Le journal télévisé de la francophonie

Depuis juillet 1985, l'ICAF produit le premier journal télévisé de la francophonie. Avec des images tournées par les télévisions d'expression française ou par l'ICAF, il informe tous les mois, par des sujets brefs, les téléspectateurs d'une trentaine de pays des activités francophones dans le monde : sommets, festivals, conférences ministérielles, Agence de coopération culturelle et technique, organismes spécialisés, etc.

DES INITIATIVES
POUR LE SOMMET DE QUÉBEC

L'Institut pour la coopération audiovisuelle francophone (ICAF) va lancer plusieurs initiatives à l'occasion du 10^{ème} Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun la langue française :

— Des émissions consacrées à la francophonie nord-américaine (Québec, Acadia, Ontario, Nouvelle-Angleterre, après deux émissions déjà consacrées à la Louisiane) ;

— Des vidéomusiques consacrées à la francophonie mondiale (« La francophonie pleins les yeux » et « Rue-mus de la francophonie »).

— Une série pour les enfants : « Les chemins de l'école ». Chaque émission suivra un écolier d'un pays francophone du matin au soir, montrant en valeur les moments essentiels de sa vie quotidienne.

— Les « mallettes » de la francophonie : d'utilisation facile, ces « mallettes » sont un instrument simple et efficace de sensibilisation francophone dans les universités, les lycées, les collèges, les centres culturels, etc. Le contenu des « mallettes » de la francophonie est « mult média » (cassettes vidéo et audio, fiches présentant les divers pays francophones et les grands écrivains d'expression française hors Hexagone, etc.).

Les vidéomusiques, la série « Les chemins de l'école » et les « mallettes » de la francophonie sont produites avec le soutien du ministère français de la coopération.

AVEC LE SOUTIEN DE LA
COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE

Le magazine « Espace francophone » est produit par l'Institut pour la coopération audiovisuelle francophone (ICAF) avec le soutien des ministères et organismes suivants :

- Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.)
- Commissariat général de la langue française
- Ministère français de la coopération (direction du développement)
- Ministère français des affaires étrangères (direction de la communication)
- Secrétaire d'Etat français auprès du premier ministre chargé de la francophonie
- Institut Franco-Tiers-Monde
- Commissariat général aux relations internationales de la communauté française de Belgique
- Commission française de la culture de l'agglomération de Bruxelles
- Ministère québécois des relations internationales.

UNIFORMISATION

urgence d'

Le Président de la République a signé, le 31 décembre 1975, la loi relative à l'emploi de la langue française. Cette loi a pour objet d'unir, sur le modèle des groupements de consommateurs, les usagers de la langue française soucieux de défendre leur commun patrimoine linguistique et culturel et d'en assurer le rayonnement.

Dans les organisations

Le magazine « Espace francophone » est produit par l'Institut pour la coopération audiovisuelle francophone (ICAF) avec le soutien des ministères et organismes suivants :

QUI EST QUI

Le magazine « Espace francophone » est produit par l'Institut pour la coopération audiovisuelle francophone (ICAF) avec le soutien des ministères et organismes suivants :

الجمعية الوطنية للتعاون الثقافي

Audiovisuel

La première place sur son marché mondial, l'année suivante, les États-Unis ont pris la tête en augmentant le nombre d'entrées pour la première fois des recettes.

Cette tendance risque de se poursuivre dans les mois qui viennent car le nombre de films en production aux États-Unis augmente nettement, grâce au marché intérieur en expansion (télévision et vidéocassettes). D'autre part, les producteurs de l'Histoire restent attachés à la langue française pour l'exportation, tournent directement en anglais en France, et avec le soutien de fonds publics, obtiennent d'ailleurs de meilleures conditions. Cette attitude est celle de la « pragmatisme ». Quant aux producteurs, ils diffusent de plus en plus en France les films américains, même traduits leurs titres (par exemple, *Platoon*, *Evil Dead*...). Mais la mondialisation ou plutôt l'élément d'unité globale, cohérente du genre, l'anglais, son titre en anglais.

Les programmes francophones à la télévision - essentiellement français - ont une place variable sur le marché international, en fonction des pays et du type d'émission. Ainsi, dans la zone de pays de l'Europe occidentale, les programmes français viennent en premier rang des importations d'émissions éducatives (29 % du total) et en deuxième rang pour les films (18 % contre 62 % pour les États-Unis), mais en quatrième position (5 %) pour les émissions globales, tous genres confondus.

Dans l'ensemble de l'Afrique, la France compte seulement pour 4 % des émissions de programmes, contre l'Allemagne-Bretagne (25 %) et les États-Unis (47 %). Dans les pays arabes, avec 13 %, la France arrive en deuxième position, après les États-Unis (34 %). Les émissions télévisuelles françaises au

L'UNIFORMISATION PLANÉTAIRE DES IMAGES l'urgence d'un redressement

pratiquement absentes d'Asie, du Pacifique mais aussi d'Amérique latine (où les États-Unis représentent plus des trois quarts des importations).

Les États francophones se sont inquiétés de l'état préoccupant de la diffusion de leur production audiovisuelle et, au-delà des mesures strictement nationales prises ici et là, des politiques bilatérales ont été mises en place : aide importante de la France aux cinémas des pays francophones du Sud (ainsi pour le film *Yelen*) ; coopération franco-québécoise dans le domaine du cinéma et de la télévision, etc. ; mais il a fallu attendre le premier sommet francophone, en 1986, pour que soient enfin décidées des actions communes. Plusieurs ont déjà connu un début d'application :

- l'Agence internationale francophone d'images (AIFV), gérée par la Société française de télévision pour l'outre-mer (RFO), a diversifié ses programmes en renforçant les échanges Sud-Sud et Nord-Sud et a élargi la diffusion par satellite de ses émissions quotidiennes d'actualités en Asie, au Proche-Orient et en Amérique du Sud ;
- la chaîne francophone par satellite TV 5, qui diffuse déjà des émissions belges, canado-québécoises, françaises et suisses dans quinze pays européens, a commencé en février dernier à incorporer des programmes des télévisions africaines (60 minutes tous les quinze jours). D'autre part, TV 5 prépare activement l'extension de sa diffusion au continent nord-américain, une démonstration devant être effec-

tuée à Québec début septembre au moment du deuxième sommet ;

- un fonds de soutien à la production télévisuelle a été créé et une banque de programmes de télévision est en cours de constitution.

Pour que se construise un espace audiovisuel diversifié, les pays de langue française doivent développer quantitativement et qualitativement leur production cinématographique et télévisuelle et, par ailleurs, l'utiliser, ainsi que la radio, pour une plus grande connaissance mutuelle. La naissance d'une véritable prise de conscience communautaire francophone est à ce prix. Le sommet de Québec sera saisi de plusieurs propositions : réunion périodique des « états généraux des médias francophones » ; création d'une organisation des télécommunications de la francophonie (OTF), d'un réseau radiophonique international (dans un premier temps, sous la forme d'une agence) et d'un centre international de formation à distance ; production d'émissions hebdomadaires diversifiées sur le modèle de l'actuel magazine mensuel « Espace francophone » et de « pastilles » (3) de chanteurs francophones, etc.

Si l'ensemble de ces mesures va dans la bonne direction, quelques autres permettraient sans doute d'aller plus loin. Ainsi, compte tenu de l'impact du dessin animé et de l'existence d'ateliers de grande qualité dans plusieurs pays francophones (par exemple Grapobou, à Bruxelles), il serait très utile de créer

un fonds de soutien au dessin animé favorisant la mise en place de coproductions entre pays participant au sommet. Ne pourrait-on pas, également, constituer un fonds cinématographique francophone apportant son soutien aux coproductions internationales tournées en français, ainsi qu'une aide automatique à la diffusion (tirage de copies, doublage, sous-titrage, promotion commerciale) pour les films francophones distribués dans les pays de population importante ?

Certaines mesures souhaitables n'impliquent aucun investissement supplémentaire, telle, par exemple, celle qui consisterait à obtenir des chaînes de service public des pays francophones du Nord une programmation régulière de films des pays francophones du Sud. Il serait important de produire des émissions pour enfants, destinées à les familiariser avec l'existence d'une communauté mondiale francophone, de même que devrait être développé le système des « livres-films », lancé par le ministère français des affaires étrangères : ces éditions d'un type nouveau intègrent moyens audiovisuels (vidéocassettes ou vidéodisques) et supports traditionnels (écrits, photographies, etc.). Ces « livres-films » pourraient accueillir une collection sur les « cinémas francophones ».

La francophonie ne saurait cependant se reposer sur elle-même. C'est pourquoi il est indispensable de mener une action soutenue auprès des télévisions d'autres langues pour que soient diffusés régulièrement des documentaires, des reportages et des « pastilles » sur les divers pays francophones. Ainsi la télévision autrichienne vient de commencer en juin dernier la diffusion, deux fois par semaine, d'extraits des émissions du magazine « Espace francophone ». Ces programmes pourraient aussi accompagner et valoriser les cours de français que diffusent de nombreuses chaînes dans le monde.

DOMINIQUE GAILLET.

(3) Nous préférons le terme « pastille » à celui de « vidéocassette » officiellement retenu pour traduire *clip*.

DES LIEUX DE DÉBAT : LES CERCLES RICHELIEU. - « Caisse de réservations de la francophonie, notariat moral de ses conquêtes et de ses échecs », telle est la définition que M. Simon Nothomb donne du cercle Richelieu de Paris, qu'il préside. Avec ses quatre-vingts membres, d'une vingtaine de nationalités, le cercle Richelieu organise chaque mois des débats-débat autour d'un intervenant qui a quelque chose à dire... en français (4, place du Général-Catroux, 75019 Paris. Tél. : 47-27-73-42).

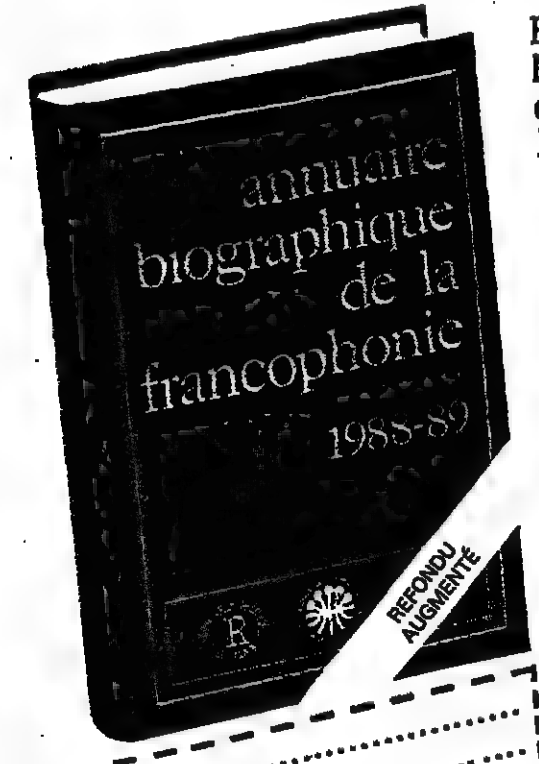
Dans les organisations internationales

SEULE langue de travail, avec l'anglais, du secrétariat des dix-neuf organisations du système des Nations unies (à distinguer des langues officielles qui, elles, sont au nombre de six : arabe, anglais, chinois, espagnol, français, russe), le français ne cesse d'y régner. Pourtant, selon des statistiques de 1986, trente-neuf pays (contre soixante-neuf pour l'anglais) utilisent le français dans leurs communications officielles, six l'employant parallèlement à d'autres langues. La tentation du « tout anglais » a de multiples causes : restrictions budgétaires affectant prioritairement les activités de traduction, faiblesse des activités de formation linguistique, proportion restreinte de francophones dans les postes de responsabilité, insuffisance des outils de travail terminologiques, domination américaine dans les systèmes d'information automatisés qui réduit à la portion congrue les références dans d'autres langues que l'anglais, implantation d'organisations importantes dans un environnement anglophone (New-York, Washington, Nairobi, etc.).

La cause majeure de ce recul est cependant l'absence de conscience linguistique des francophones... ou plus précisément des Français dont beaucoup préfèrent à l'anglais médiocre alors qu'ils pourraient s'exprimer dans leur propre langue et ainsi mieux se faire comprendre, en particulier de leurs collègues d'expression française des autres pays, souvent indignés par ce comportement.

Un colloque international, organisé à Paris par l'ambassadeur Fernand Rouillon les 29 juin et 1^{er} juillet derniers, a examiné les voies et moyens d'un redressement. Les exposés et contributions au colloque ont été publiés par le ministère des affaires étrangères. Les très nombreuses propositions concrètes émanant de cette rencontre seront soumises au sommet de Québec.

« QUI EST QUI EN FRANCOPHONIE »



Parmi 200 000 000 de parlants français dans tous les pays du monde, le cercle Richelieu de Paris a choisi quatre mille personnalités agissantes dans les domaines scientifique, politique, économique et culturel, qui bâtissent, chacune selon leur talent, la communauté internationale de la francophonie.

Repensée, révisée, complétée, sous le patronage de l'ACCT et de ses pays membres, la deuxième édition 1988-1989 de l'annuaire contiendra aussi la description et les activités des :

- Organisations internationales de la francophonie
- Associations francophones à rayonnement plurinational
- Institutions, comités permanents, réseaux et structures issus du sommet de Québec ainsi que divers renseignements pratiques.

Parution : février 1988.
Souscription franco de port : 380 FF ou 60 \$ US par chèque bancaire avec votre carte de visite ou avec ce formulaire.

NOM et Prénoms : _____
ADRESSE : _____
Signature : _____

A adresser : Cercle Richelieu de Paris - ABF
4, place du Général-Catroux
75017 PARIS FRANCE

AFRIQUE NOIRE - MAGHREB CARAIBES - OCEAN INDIEN

Pour découvrir le patrimoine culturel de ces pays et mieux connaître leurs auteurs et leurs littératures, le Club des Lecteurs d'Expression Française (CLEF) propose :

Notre Librairie, revue trimestrielle, comporte des numéros thématiques et bibliographiques ainsi que des numéros consacrés à des littératures nationales.

Pour chaque zone géographique, un choix de 100 titres. Actuellement disponibles :

- L'Afrique noire
- L'Océan Indien
- Les Caraïbes

30 à 50 panneaux illustrés sur les sujets suivants :

- Littératures africaines
- Littératures de l'Océan Indien
- Littératures des Caraïbes

Pour tous renseignements, contacter le CLEF :
20 rue Monsieur 75007 PARIS
47.83.11.63

La Direction des relations internationales de la Direction de l'enseignement de la chambre de commerce et d'industrie de Paris,

propose aux universitaires étrangers, aux professeurs de français à l'étranger, aux économistes, aux cadres d'entreprises les programmes suivants :

- A - Enseigner le français des affaires.
Deux modules combinables pour les professeurs de français
22 - 29 juin / 30 juin - 13 juillet 1988.
- B - Aspects socio-économiques de la France contemporaine pour professeurs de français, universitaires, cadres d'entreprises
30 juin / 22 juillet 1988
- C - L'actualité politique, économique et sociale pour professeurs de français et cadres d'entreprise
22 juin / 28 juin 1988
- D - Gérer le culturel pour non-spécialistes de la gestion.

... et pour la première fois en 1988, un programme sur la Francophonie.
La Francophonie, réalité culturelle et perspectives économiques.
Pour tout public : 8 - 22 juillet 1988
... et des formations sur mesure.

42, rue du Louvre
75001 - Paris
Tél. : (1) 45-08-37-34
Telex 213509 DECCIP F

HACHETTE
AU SERVICE DE
LA FRANCOPHONIE

Création d'un
nouveau département :

HACHETTE
EDITIONS FRANCOPHONES
regroupant EDICEF et
HACHETTE FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE

Pour l'enseignement du français dans le monde :

- | | |
|----------------------------------|-----------------------------|
| des ouvrages scolaires | des revues : |
| • français langue d'enseignement | • le français dans le monde |
| • français langue seconde | • diagonales |
| • français langue étrangère | |

Pour tout renseignement :
Hachette Editions francophones
26, rue des Fossés Saint Jacques
75005 PARIS - Tél. 46.33.33.70

FACE AUX DÉFIS DE L'ANGLAIS ET DU JAPONAIS

Pour une « industrie » de la langue française

Par
JACQUES
ROSSELIN *

C'EST en novembre 1985 que le concept d'« industries de la langue » sortit des milieux spécialisés où il était apparu en 1984 (1), lorsque le ministre de la recherche et de la technologie fut saisi d'un rapport mettant en évidence les enjeux culturels, scientifiques et technologiques de ce domaine pour la France et la francophonie (2).

Ce document, bien qu'ignoré à l'époque par son commanditaire, allait immédiatement rencontrer un écho important, débouchant sur l'introduction du thème des industries de la langue dans les décisions du premier sommet francophone de février 1986, sur un colloque international organisé à Tours en mars 1986 à l'initiative du Conseil de l'Europe, et d'où allait sortir un « Manifeste pour la sauvegarde du patrimoine linguistique de l'Europe » (3), — sur une restructuration du dispositif français de recherche universitaire en informatique linguistique, et sur la reprise du vocabulaire et des concepts qui le sous-tendent dans la

définition des politiques scientifiques et industrielles de plusieurs grands Etats développés.

Les industries de la langue, pour reprendre la définition désormais retenue par tous, conçoivent, fabriquent et commercialisent des automatismes qui utilisent, manipulent, interprètent et génèrent le langage humain, aussi bien sous sa forme écrite que sous sa forme orale, en s'appuyant sur des recherches en traitement du signal, de l'information et du langage. Il s'agit bien d'industries, car un premier inventaire fait apparaître des chiffres d'affaires déjà considérables, et laisse entrevoir de gros marchés potentiels à moyen terme. Par exemple, on estime que les systèmes d'interrogation de banques de données en langage naturel ont produit, en 1985, dans l'ensemble du monde, un chiffre d'affaires de 55 millions de dollars, en croissance de 100 % par an, et que celui de la traduction assistée par ordinateur peut être évalué à 10 % de l'ensemble de l'activité de traduction (soit de 160 à 480 millions de dollars suivant les évaluations). Pour ce qui est de la reconnaissance et de la synthèse de la parole, le marché — actuellement d'environ 25 millions de dollars

— pourrait atteindre 1 à 5 milliards de dollars vers 1990.

Ces marchés concernent principalement :

● La bureautique intelligente, la presse et l'édition : assistance à la rédaction, traduction (4) et correction de textes, indexation et gestion de fonds documentaires, lecture automatique du courrier, tous secteurs dont des pans entiers sont encore traités de façon quasi artisanale.

● Le dialogue homme-machine : synthèse et reconnaissance vocales permettant, par exemple, de piloter un robot, un véhicule ou un terminal bancaire, mais aussi systèmes permettant de communiquer en langage quasi naturel avec des banques de données ou des programmes d'enseignement assisté par ordinateur.

Un élargissement significatif de ces applications nécessite de très importants investissements en recherche et

développement afin que soient franchies les prochaines étapes : capacité à traiter des vocabulaires étendus, compréhension des variations phonétiques individuelles, etc., et le sort du français — en tant que langue véhiculaire — pourrait bien dépendre de son aptitude mondiale à faire l'objet de traitements automatiques permettant une industrialisation si possible aussi rapide que celles de l'anglais et du japonais. Or cette capacité dépend autant, si ce n'est davantage, des progrès de la recherche appliquée en linguistique que du développement de moyens électroniques ou informatiques nouveaux. Le traitement automatique du langage naturel suppose, en effet, que soit réalisée une description systématique des langues à l'usage des ordinateurs, analogue à ce que proposent les dictionnaires que nous connaissons, mais qui, eux, n'ont été réalisés que pour l'usage humain.

quelconque application industrielle. A en juger par les propositions soumises à Québec, il semblerait qu'un ressassement qualitatif soit en cours, et cela bien que les dictionnaires électroniques, les bases de connaissances linguistiques (à usage d'ordinateurs et non d'humains) — sous-bassements mêmes de toute industrie de la langue — ne soient pas encore clairement présents dans les projets de financement (7). Quant au redressement quantitatif, il ne sera certainement pas possible tant que les structures nationales de gestion et d'évaluation des actions — en particulier en France — resteront institutionnellement faibles et ne coordonneront pas leurs actions avec les programmes européens ESPRIT et Euréka (8), où se discutent des dossiers de première importance en matière de traitement automatisé de la langue française écrite et parlée.

Sur le plan multilatéral, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), malgré des efforts réels destinés à accroître son efficacité, ne dispose pas encore, tant s'en faut, des moyens financiers et humains pour animer et gérer réellement (au sens où, à Bruxelles, la Commission anime et gère ESPRIT) les réseaux de mise en œuvre des décisions de Paris et de Québec, dans le domaine des industries de la langue comme dans d'autres. Ici encore, si une ferme volonté d'organisation ne se manifeste pas, les sommets successifs pourraient bien rester autant de tribunes où le verbe tient largement lieu d'action.

À l'occasion du trois cent cinquantième anniversaire de l'Institut, déclarait : « En janvier prochain sera lancé un programme de recherche et de développement sur l'industrie de la langue qui verra une fois encore l'Etat, les universités, les entreprises, les institutions internationales. » On attend toujours le lancement de ce programme.

(8) Sur l'ensemble de ces programmes européens, voir *Sciences et techniques*, n° 38, juin 1987.

Pénurie d'ingénieurs linguistes

LA réalisation de cette « mise à plat » de la langue française, financièrement et scientifiquement hors de portée des seuls industriels, est un des grands défis auxquels est confrontée la communauté francophone (5). Il est indispensable d'y coordonner les efforts afin d'éviter des redondances inutiles, d'autant qu'il y a pénurie de moyens humains, les formations actuelles en linguistique ou en informatique ne pouvant répondre à la demande en ingénieurs linguistes.

Un premier train de projets avait été adopté lors du sommet de Paris, la France étant désignée comme pilote du réseau « Industries de la langue ». Mais le changement de majorité politique en France, en mars 1986, fit prendre plusieurs mois de retard. Par ailleurs, au lieu des 20 millions de francs prévus lors du sommet, seuls 3,16 millions seront engagés en 1987 pour des actions qui ne se termineront réellement qu'en 1988. Les concurrents, eux, n'attendent pas : aux Etats-Unis et au Japon, de nombreuses équipes de recherche et de développement, dotées de moyens lourds, ont été mises en place. Par exemple, outre la trentaine de projets industriels de systèmes de traduction assistée par ordinateur (contre à peine cinq dans toute la francophonie) et les actions engagées dans le cadre du programme d'ordinateur de cinquième génération, le Japon a lancé, en 1987, un projet de téléphone traducteur avec un financement de 4 milliards de francs sur quinze ans (6).

Plusieurs vérificateurs orthographiques fonctionnant sur l'anglo-américain ont été commercialisés au cours des six derniers mois.

Pendant ce temps à Paris, sur des crédits déjà rabougris, 250 000 F étaient attribués à un projet qui — bien que financé à ce titre — n'avait pas été retenu lors du premier sommet, et dont on peut douter qu'il ait jamais une

(1) Voir Jean-François Dégremont, « L'émergence d'une industrie de la langue », *Brèves*, n° 4, avril 1984 (Centre de documentation en sciences humaines du CNRS, Paris).

(2) Bernard Cassou, *Les industries de la langue, un grand enjeu culturel, scientifique et technologique pour la France*, rapport présenté à M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, le 7 novembre 1985.

(3) Voir Frédéric Gausson, « Les ordinateurs doivent parler européen », *Le Monde*, 4 mars 1986. Les *Actes du colloque de Tours* ainsi que de larges extraits du rapport Cassou ont été publiés dans le numéro 16, automne 1986, de la revue *Encrages* (département d'études des pays anglophones, université Paris-VIII-Vincennes à Saint-Denis, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis, Cedex 02).

(4) Pour l'état de l'art en matière de traduction assistée par ordinateur (TAO) en France et en Europe, voir les *Actes des Journées européennes de la traduction professionnelle* des 25 et 26 mars dernier, publiés dans *Encrages*, n° 17, printemps 1987.

(5) Voir Bernard Cassou, « Industries de la langue et identité nationale », *Le Monde diplomatique*, décembre 1985.

(6) Voir Edouard Lauzet, « Traduction automatique : effervescence japonaise », *Sciences et techniques*, n° 35, mars 1987.

(7) Le 12 décembre 1985, M. François Mitterrand, s'adressant à l'Académie fran-

office de promotion
de l'édition française
35, rue Grégoire-de-Tours - 75006 Paris
Présence de l'édition française
FOIRES INTERNATIONALES DU LIVRE
Moscou - Rio de Janeiro - Madrid - Francfort
Belgrade - Casablanca - Montevideo - Alger
Septembre - novembre 1987

ALLIANCE FRANÇAISE
Ecole Internationale de Langue et Civilisation Françaises
Association reconnue d'utilité publique

Une renommée mondiale : 1200 comités dans plus de 100 pays.

Vous souhaitez :

- ◆ Apprendre la langue française
- ◆ Perfectionner vos connaissances
- ◆ Vous spécialiser en Français des Affaires
- ◆ Devenir Professeur de Français dans votre pays.

Demandez notre Catalogue des Cours en écrivant à
Alliance Française
101, bd Raspail
75270 Paris Cedex 06
Tél. 45-44-38-28 ou 45-48-67-32
Téléc. : 204941

FRANCE-ALGÉRIE

Association régie par la loi de 1901

France-Algérie œuvre au renforcement des relations de coopération et d'amitié entre les deux pays et au respect des droits de la communauté algérienne en France.

L'Association organise :

- des voyages d'étude,
- des manifestations culturelles,
- des échanges de jeunes,
- des jumelages entre villes françaises et algériennes.

En outre, l'Association publie « Algérie-Informations ».

Fondateur Edmond MICHELET
Président Stéphane HESSEL, Ambassadeur de France
Vice-président Bernard STASI, Jean CHARBONNEL,
Pierre MARTELLOT, Paul HOUDART

Souscription : s'adresser au 16, av. de l'Opéra, 75001 Paris (France)
Tél. : 45-61-05-74

Association Francophone d'Amitié et de Liaison

L'A. F. A. L. regroupe 53 associations francophones.

Elle favorise leurs actions en :

- coordonnant et soutenant leurs activités par une information permanente et commune ;
- assurant la participation de la France aux manifestations à caractère francophone des organisations internationales ;
- assurant une écoute française et un support aux associations francophones hors de France.

Elle intervient dans différents domaines, parmi lesquels :

LES ARTS ET LES LETTRES

- A. I. A. L. : Académie internationale des Arts et des Lettres
les Francophones de passage peuvent prendre contact avec l'A. I. A. L. pour participer à des activités intellectuelles et artistiques.

Adresse : 169, rue de l'Université, 75007 Paris. - Tél. : 45-43-24-75.

- A. F. I. - A. F. I. : Association des Français de l'Inde et Amitié franco-indienne.
dernière parution (Edition Club des poètes/Paris) : œuvre du poète tamoul BARADYAR, traduite M. DORESSAMY, membre de l'A. F. I. - A. F. I.

Adresse : 62, rue de Chateaub, 92700 Colombes. - Tél. : 42-42-44-39.

L'ACTION EDUCATIVE

- A. D. I. F. L. O. R. : Association pour la diffusion internationale francophone de livres, ouvrages et revues.
Nous recueillons et diffusons dans le monde entier toutes publications en langue française.
Pour toute information concernant vos dons, s'adresser au :
103, rue de Lille, 75007 Paris. - Tél. : 45-55-65-86.

LES RELATIONS COMMUNAUTAIRES

- C. E. L. F. : section française du Comité permanent des communautés ethniques de langue française. Œuvrer en France pour la connaissance des communautés ethniques de langue française, assurer la représentation française au sein du Comité permanent.
Adresse : 103, rue de Lille, 75007 Paris. - Tél. : 47-53-98-67.

A. F. A. L.

PRESIDENT : Xavier DENIAU

Vice-présidents : Martial de la Fournière, Alain Gourdon.

Adresse : 103, rue de Lille, 75007 Paris. - Tél. : 45-55-65-86.

Haut Conseil
de la Francophonie

l'état de
Franc
le

DONNÉES
RAPPORT
86-87
NOUVELLES

DONNÉES NOUVELLES
212 pages
80 francs + port

DOCUMENTATION FRANÇAISE
1, quai Voltaire - 75007 Paris
Tél. : (01) 40.15.70.00

Dans les revues...

FRANCOPHONIE

française

Une application industrielle... par les propositions... il semblerait qu'un... qualitatif soit en cours... que les dictionnaires... les bases de connaissances... (à usage d'ordinateur)... de toute industrie... soient pas encore... dans les projets de... (7). Quant au redressement... il ne sera certainement... tant que les structures... de gestion et d'évaluation... en particulier en France... institutionnellement... coordonneront pas leurs actions... programmes européens ESPRIT... de première importance... de traitement automatisé... langue française écrite et parlée.

Sur le plan multilatéral, l'Agence... coopération culturelle et technique... (ALCOT), malgré des efforts... à accroître son efficacité... pas encore, tant s'en faut... et gérer réellement (au sein... Bruxelles, la Commission anime... les réseaux de mise en... décisions de Paris et de... dans le domaine des industries... langue comme sans doute... d'autres. Ici encore, si une... d'organisation ne se met... les sommets successifs... rien rester autant de tribunes... se tient largement lieu d'action.

À l'occasion du trentième centenaire... universaire de l'Institut, déclaré... prochain sera lancé un programme... de développement sur l'usage... de langue qui aura une fois encore... les universités, les entreprises, les... gouvernementales. On attend toujours le... de ce programme.

Sur l'ensemble de ces projets... voir Sciences et techniques n° 1... 1987.

INVESTIR (dans) LA FRANCOPHONIE

Publication internationale française... aspect mondial et activités... demandes scientifiques, techniques, culturelles, liées à Paris... internationale intelligente. Renseignements importants et outils pour... nouvelles de la Francophonie... pour l'usage de locaux... investisseurs financiers.

LE MONDE DIPLOMATIQUE n° 1028
1, rue de Montreuil - 75007 Paris

Le professeur Shabram Chubin, dans LE TEMPS STRATÉGIQUE, fait le point sur la guerre Iran-Irak et considère que « l'Iran est en train de gagner la guerre pas à pas ». Dans la même livraison, un article de Marian Stepczynski intitulé : « Ne sous-estimez pas la force de frappe des économies de l'Est » (N° 21, 66, trimestriel, 25 francs, 2, rue Bory-Lyons, 1211 Genève 11).

Cinq cent quatre-vingt-cinq coups d'Etat et tentatives de coup d'Etat se sont produits dans le monde depuis 1945 ; ETUDES POLEMOLOGIQUES propose un ensemble d'analyses sur ce phénomène politique majeur accompagné de chronologies par continent et par pays, d'une carte et de divers graphiques (N° 41, juillet, trimestriel, 60 F. - Héros des invasions, 75007 Paris).

Le premier dossier complet sur la guerre Iran-Irak est publié par POLITIQUE ÉTRANGÈRE sous le titre : « La diplomatie du conflit ». Sont examinées la conduite des opérations militaires, la situation interne de l'Irak après plus de sept ans de combats, la théorétique constitutionnelle de l'Iran, la politique des grandes puissances, l'attitude de la France (avec des citations sans références...), les pétromarchés du Golfe, les relations entre la Syrie et l'Iran, la crise d'identité du monde arabe. Une excellente vue d'ensemble (N° 41, juillet, trimestriel, 60 F. - Héros des invasions, 75007 Paris).

L'Amiral Bernard Lousmeau, chef d'état-major de la marine française, propose, dans DÉFENSE NATIONALE, ses « réflexions pour la marine en 2007 ». Il considère, notamment, que la France doit se doter de deux porte-avions de type Charles-de-Gaulle « au sein d'un état sans cesse (...) c'est le prix à payer pour disposer des avantages reconnus à l'aviation embarquée ». (Juillet, mensuel, 38 F. - 1, place Joffroy, 75700 Paris Cedex).

CADMOSS traite des « malentendus transatlantiques » avec des articles de Romano Yakushevich sur les différents domaines du commerce international Europe-Etats-Unis ; de Pierre Mélandri sur les difficultés de l'alliance atlantique entre 1980 et 1983 ; et de Jacqueline Grippin sur le déplacement du centre de gravité américain vers le Pacifique (N° 37, printemps, trimestriel, abonnement en 60 francs suisses. Villa Moyser, 122, rue de Lausanne, 1211 Genève 21).

Dans PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, une note de conjoncture sur la formation professionnelle en RFA et une étude de l'OCDE sur l'évolution du marché du travail japonais (N° 2634, 21 juillet, hebdomadaire, 7,50 F. - La Documentation française, Paris).

LA REVUE NOUVELLE fait le point sur les rapports de force syndicaux en Belgique à la suite des élections sociales de mai dernier. (N° 78, juillet-août, mensuel, 34 F. - Rue Potagère, 26, 1030 Bruxelles).

Dans TOULOUSE, revue d'études wallonnes : un bilan de l'économie de la Wallonie et un entretien avec Léopold Gézicot sur « histoire et identité culturelle ». (Mai, mensuel, 330 francs belges. - 2, rue Maurice-Lange, 1381 Quenast, Belgique).

Un sommaire de NEW LEFT REVIEW une étude de James Petras sur les contradictions du socialisme américain après plus de six ans de pouvoir du PASOK. (N° 163, mai-juin, bimestriel, 2,50 francs. - PO BOX 339, Londres WC1X 8NS).

Le droit d'asile en Europe et les menaces qui pèsent sur l'une des plus anciennes traditions des pays européens : HOMMES ET LIBERTÉS fait le point sur l'évolution en

coors. (N° 47, mai-juin 1987, bimestriel, 12 F. - 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris).

LES CAHIERS DU DROIT PUBLIC publient, sous le titre « le droit international humanitaire », les actes du colloque qui, sur cette problématique, s'est tenu à Clermont-Ferrand en décembre 1985. (Tome spécial 1987, 100 F. - Centre de recherches sur le droit humanitaire, université de Clermont-1, Clermont-Ferrand).

EUROF, revue des participants au programme « Journalistes en Europe », qui réunit chaque année une trentaine de professionnels du monde entier au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes à Paris, publie un dossier sur l'Irlande et plusieurs contributions sur les problèmes de la CEE. (N° 46, juillet, trimestriel, 50 F. - 33, rue de la Harpe, 75002 Paris).

Dans CPE BULLETIN, un bilan de la situation de l'Europe dans la compétition industrielle mondiale. (N° 38, juin, 10 numéros par an, abonnement en 780 F. - ADITECH, 96, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris).

Dégarer de nouvelles pistes de recherche sur l'évolution des finances publiques, telle est la trame de la dernière livraison de la REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES. Parmi les contributions, des études sur les dépenses de santé sur les zones d'entreprises en France et sur les finances locales dans les pays socialistes. (N° 28, trimestriel, abonnement en 290 F. - 26, rue Verdingier, 75014 Paris).

Le dernier numéro des CAHIERS FRANÇAIS est consacré à la flexibilité du travail dans l'entreprise et comme réponse à la crise. (N° 231, mai-juin 1987, 5 numéros par an, 42 F. - La Documentation française, Paris).

Dans « M », un dossier sur la « Résistance » de J.-M. Le Pen « met en évidence la poussée du leader du Front national et la relative inefficacité de ceux qui veulent l'indiquer. (N° 12, juin-juillet 1987, mensuel, 30 F. - 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris).

La revue ACTES consacre un dossier aux politiques privées : l'extension et la consécration, tant politique que juridique, du secteur privé de la sécurité. (N° 68, été 1987, 3 numéros par an, 50 F. - 31, rue Bobillot, 75013 Paris).

L'identité et le devenir de la Corse, « l'île paradoxale », par des approches historiques, sociologiques, économiques, existentielles dans PEUPLES MÉDITERRANÉENS. (N° 38-39, janvier-juin, trimestriel, 140 F. - BP 1907/7527 Paris Cedex 07).

Le BULLETIN CITIM publie un intéressant dossier sur la Nouvelle-Calédonie qui rappelle la longue histoire des Canaques et pourquoi ils sont devenus minoritaires. (N° 72, juin-juillet 1987, bimestriel, 10 F. - CITIM, 70, rue de Bayeux, 14000 Caen).

CIMADE INFORMATION consacre un dossier au retour des réfugiés. Après avoir accueilli nombre d'extradés, la CIMADE soutient des projets de réinsertion au pays, qui sont relatés par des témoignages. (N° 7, juillet 1987, mensuel, 15 F. - 176, rue de Grenelle, 75007 Paris).

En 1985, la FAO adoptait un code volontaire sur la distribution et l'utilisation des pesticides. Deux ans après, LA LETTRE DE SOLAGRA fait le point sur cette délicate question. (N° 63, juillet-août 1987, mensuel, 13 F. - 5, rue François-Bissette, 35000 Rennes).

Quel rôle pour les ONG ? s'interroge CROISSANCE DES JEUNES NATIONS dans un supplément spécial. A noter aussi : un dossier sur le Vietnam et des articles sur la vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance

algérienne. (N° 296, juillet-août 1987, mensuel, 24 F. - 143, boulevard Malesherbes, 75059 Paris Cedex 17).

Dans sa dernière livraison, ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES résume l'action de la CNUCED depuis 1964 et rappelle les enjeux de la récente réunion de Genève. (N° 49, juillet-septembre 1987, mensuel, 16 F. - 12, rue du Châgneau, 21000 Dijon).

DOSSIERS FAIM DÉVELOPPEMENT consacre sa dernière livraison au Brésil, aux jeunes et à l'aide au développement, à la CNUCED et à Gaza. (N° 156, juin-juillet 1987, mensuel, 16 F. - CCFD, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris).

David Soddon, dans REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY, analyse l'évolution du conflit entre le Maroc et l'Algérie, au Maroc et en Tunisie. (N° 38, avril, paraît trois fois l'an, 3,5 francs. - Regency House, 75-77 St-Mary's Rd, Sheffield S2 4AN, Royaume-Uni).

Dans un numéro consacré aux « alertes en Méditerranée », HÉRODOTE publie une série d'articles sur les braconniers qui courent en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Un bilan de quarante ans de rapports URSS-Irak et une grille de lecture des conflits libanais complètent la livraison. (N° 45, deuxième trimestre, trimestriel, 65 F. - 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris).

Dans LES CAHIERS DE L'ORIENT, Remy Leveau étudie les relations entre le pouvoir économique et le pouvoir politique dans le Maroc d'Hassan II, tandis qu'Abdelkader Djighoul passe en revue « vingt-cinq ans de mutation en Algérie ». (N° 6, juillet, trimestriel, 50 F. - 88, rue Saint-Denis, 75001 Paris).

Un dossier de PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX consacré à la « question palestinienne » tente de faire le point sur deux problèmes centraux : les territoires occupés et celui de l'alliance conflictuelle entre les Palestiniens et les États arabes. (N° 564, 24 juillet 1987, un numéro sur deux, 16 F. - La Documentation française, Paris).

Dans THE OTHER ISRAEL, deux articles à lire : « De nouvelles voix en faveur de négociations avec l'OLP » et « Les mouvements juifs orthodoxes pour la paix ». (N° 26, juin, mensuel, prix non indiqué. - POB 956, Tel-Aviv, Israël 61 008).

Un dossier, dans ARAB STUDIES QUARTERLY, consacré au « terrorisme et le Proche-Orient ». On lira en particulier les articles de Halim I. Baram, Fred Halidat et Michel Stohl. (Vol. 9, n° 2, été, trimestriel, 8 dollars. - 556 Tapscott Road, Belmont, MA 02178, États-Unis).

Les prescriptions du FMI et le retour des émigrés du Golfe sont deux des sujets abordés par la REVUE DE LA PRESSE ÉGYPTIENNE qui permet de suivre régulièrement les débats qui se déroulent au Caire. (N° 24-25, 2e semestre 1986, trimestriel, abonnement en 400 F. - CEDEJ, MRC, ambassade de France au Caire, ministère des affaires étrangères, service de la presse diplomatique, 37, quai d'Orsay, 75007 Paris).

Y a-t-il une logique du système politique africain ? L'Etat a-t-il une fonction de reproduction de la domination de classes dominantes ? Un passionnant dossier de POLITIQUE AFRICAINE sur « classes, Etat, marché ». (N° 26, juin 1987, trimestriel, 70 F. - Éditions Karthala, Paris).

En Ethiopie, il n'y a pas de bons ou de mauvais maîtres, écrit Jean-Pierre de Lamoignon dans MÉDECINS SANS FRONTIÈRES BELGIQUE. (Deuxième trimestre 1987, trimestriel, 24, rue Deschamps, 1050 Brussels).

Un dossier à propos du conflit qui oppose l'Église et l'Etat au Burundi et une étude sur les crises au Sahel en 1986, dans AFRIQUE CONTEMPORAINE. (N° 142, avril-mai-juin 1987, trimestriel, 32 F. - 124, rue Henri-Barbousse, 93308 Aubervilliers Cedex).

Dans MONDES EN DÉVELOPPEMENT, des analyses sur les économies exportatrices de pétrole du tiers-monde, sur la politique monétaire des îles de la Caraïbe anglophone et sur le niveau de l'emploi dans l'industrie manufacturière en Tunisie. (N° 56, trimestre, 150 F. - ISMIA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris).

NACIA offre une rétrospective et une analyse des relations de l'Union soviétique avec l'Amérique latine, de 1917 à nos jours : le soutien pragmatique aux révolutionnaires et la pénétration économique. (Vol. 21, n° 1, janvier-février 1987, bimestriel, 3,50 dollars. - 151 West 19th Street, 9th Floor, New York, NY 10011).

RECHERCHES INTERNATIONALES consacre son numéro de printemps à l'Amérique latine : la stratégie des États-Unis en Amérique centrale, la défense au Nicaragua, la théologie de la libération, etc. (N° 23, printemps 1987, trimestriel, 62 F. - Institut de recherches marxistes, 64, bd Auguste-Blanc, 75013 Paris).

LES CAHIERS DU BRÉSIL CONTEMPORAIN, dirigés par Igacy Sachs, consacrent leur premier numéro à « la recherche urbaine et le logement au Brésil ». (N° 1, 1987, parution de fin de printemps et de fin d'été. - Centre de recherches du Brésil contemporain, Maison des sciences de l'homme, 54, bd Raspail, 75270 Paris Cedex 06).

LA LETTRE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME publie un rapport de mission particulièrement édifiant sur « la prostitution des enfants au Brésil », pays où plus de 30 millions d'enfants vivent dans la rue, matériellement et affectivement abandonnés. (N° 83, hors série, hebdomadaire, 60 F. - 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris).

Dans la dernière livraison du COURRIER DE L'ACAT, revue de l'association Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, un dossier sur les enfants qui meurent par millions chaque année dans le monde pour cause de malnutrition ou de mauvais traitements. (N° 77, juillet-août, 9 numéros par an, 14 F. - 252, rue St-Jacques, 75005 Paris).

Dans AREITO, publication des Cahiers de l'Union, un article à propos du dialogue entre l'Église et l'Etat à Cuba et un entretien avec l'ancien chef des « contras » nicaraguayens, Edgar Chamorro - aujourd'hui hostile à l'agression des États-Unis - sur les fonctionnements de l'opposition armée au Nicaragua et sur la recherche d'une solution politique au conflit. (Vol. 1, n° 1, printemps 1987, trimestriel, abonnement annuel : 18 dollars. - PO Box 44 1483, Miami, FL 33144).

A la veille du sommet francophone de Québec, PROJET publie une étude sur les styles de vie québécois et un essai. « Le Canada, un Etat en déclin ? » A noter également deux articles sur l'éclatement du salariat et la nécessité d'un nouveau syndicalisme. (N° 206, juillet-août, bimestriel, 52 F. - 14, rue d'Amas, 75006 Paris).

Dans CAHIERS DU CINÉMA : un entretien avec le réalisateur Jean-Pierre

Mocky et un autre avec le grand cinéaste indien Saryajit Ray. (N° 396, juillet-août, mensuel, 30 F. - 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris).

Un numéro spécial de Cinéma-Action consacré aux « cinémas arabes ». Une vingtaine d'auteurs - parmi lesquels Mony Berrak, Fédor Boughodir, Jean-Michel Cluny, Bondjima Karkiche, Mounem Smihi et Tahar Ben Jelloun - passent en revue tous les aspects des différentes cinématographies du monde arabe. Un dictionnaire des cinéastes, une bibliographie et un index des noms cités complètent utilement cette remarquable livraison. (N° 43, juin, trimestriel, 120 F. - Éditions du Cerf, Paris).

VERTIGE, journal qui défend la création musicale, publie une réflexion de Jean-Louis Cassano sur le rock. « Reflet poir d'un mal de vivre et d'une peur du lendemain ». (N° 3, périodité non indiquée, prix non indiqué. - Rue de la Grande-Gorge, Les Sables, 04000 Digne).

Un sommaire de SCIENCES ET TECHNIQUES, un dossier sur le boom des cartes à mémoire dans les secteurs non bancaires et un bilan de la robotique américaine. (N° 39, juillet-août, 11 numéros par an, 29 F. - 2, rue Bréanger, 75003 Paris).

La science est un produit du travail humain. Mais qui contrôle les choix et la finalité ? Les recherches correspondent-elles à un besoin social ? Sur ces thèmes, ROUGE consacre un numéro hors série intitulé « Sciences sans conscience » auquel ont participé de nombreux scientifiques. (Numéro hors série, 15 F. - FEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil).

René Le Guen, dans LA PENSÉE, propose une réflexion sur la technologie comme « phénomène social d'ensemble ». (N° 256, mars-avril, bimestriel, 62 F. - 64, bd Auguste-Blanc, 75013 Paris).

LA REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE fait le point sur l'audiovisuel à l'heure de la privatisation avec un gros dossier d'une douzaine de contributions parmi lesquelles celles de Thierry Pfister, Gérard Théry, Thierry Le Roy et Jérôme Clément. (N° 928, mai-juin, bimestriel, 65 F. - 17, avenue Courmand, 75017 Paris).

Un passionnant dossier, dans ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINNE, consacré aux « cités cloîtrées, conversations, communications » : on lira, en particulier, les articles de Paul Véliz, Abraham Mole, Gérard Lapreau et Jean-Paul Simon. (N° 34, juin-juillet, bimestriel, 90 F. - CDR, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge, Cedex).

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

QUESTIONS ET RÉPONSES : ce qu'il faut savoir sur la politique de la Banque mondiale de développement, ses ressources et ses activités de prêt. (BAD, BP 789, Manille, 1986, 81 pages).

RÉSUMÉ STATISTIQUE DE L'UNESCO, 1986 : données par pays sur l'éducation, la science et la technologie, la culture et la communication. (UNESCO, Paris, 335 pages, 46 F.).

Prochains colloques

A l'initiative de différents centres de recherche liés au CNRS, se réunira dans l'Oise, les 15, 16 et 17 septembre, un colloque intitulé « TURQUIE, MOYEN-ORIENT, MARCHÉ COMMUN ». (Renseignements : secrétariat du centre « les Fontaines », BP 203, 60500 Chantilly, Tél. : (16) 45-57-24-60).

NOUVELLE INDUSTRIALISATION, NOUVELLE URBANISATION, VILLES ET TECHNIQUES POLES : sur ce thème, se tiendra à Toulouse, les 23, 24 et 25 septembre, une réunion internationale à l'initiative du Centre interdisciplinaire d'études urbaines. (Renseignements : Pierre Fraixan, centre de promotion de la recherche scientifique, université Toulouse-Le Mirail, 5, allée Antonio-Machado, 31055 Toulouse Cedex).

Haut Conseil de la Francophonie

L'état de la Francophonie dans le monde

données factuelles et statistiques

DOSSIER

RAPPORT 86-87

NOUVELLES

L'espace francophone progresse et se fortifie. Un an après le Rapport 85 sur l'état de la francophonie dans le monde, qui constitue la première somme du genre, le Haut Conseil publie une nouvelle enquête.

Les Données Nouvelles 86-87 se présentent comme un tableau de l'actualité francophone, informatif et documentaire qui complète le premier rapport.

Le lecteur y trouvera des évaluations fournies par les postes diplomatiques français dans le monde, des éléments nouveaux concernant la pédagogie, la communication, la science, la technique, les arts et la culture, ainsi qu'une partie transversale enregistrant les grandes tendances récentes.

Le nouveau Rapport du Haut Conseil offre au lecteur averti l'indispensable rappel des faits, événements et initiatives ayant marqué la francophonie depuis un an. A lire à la lumière du « Rapport 1985 ».

« DONNÉES NOUVELLES »

212 pages

80 francs + port

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire - 75007 Paris

Tél. : (1) 40.15.70.00

BON DE COMMANDE à retourner à la Documentation Française

124, rue Henri-Barbousse - 93308 Aubervilliers Cedex.

Je soussigné(e) recevoir « L'état de la Francophonie, dans le monde, données nouvelles »

NOM / PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Date / signature _____

UN « PROCÈS-ROMAN »

Klaus Barbie parle

Est-il possible de faire parler Klaus Barbie, qui, devant ses juges, affirmait n'avoir rien à dire ? C'est ce que tente Bertrand Poirot-Delpech dans un « procès-roman » (1) où s'expriment tour à tour l'accusé lui-même, des témoins, une femme membre du jury, un huissier, un vieux journaliste, un Français pro-nazi, etc. Un scrupule s'impose : la fiction peut-elle valoir mieux que les brèves phrases du bourreau, que les longues dépositions des rescapés, que les froides questions du juge ? Rien ne remplacera jamais la lecture intégrale des minutes de ce très long procès. Mais seront-elles jamais publiées ? Et qui s'appliquera à les scruter ligne à ligne ?

Or voici qu'en cent soixante pages apparaissent, imaginées et pourtant vraies, les personnages qui ont hanté le palais de justice de Lyon. La parodie et le sarcasme de l'auteur restituent un climat, suggèrent des réflexions, perturbent des certitudes et parfois disent l'indicible. Puis, soudain, une flamme glacée, celle de la vérité sans fard : ce sous-préfet qui sauva des juifs et ne fera pas carrière, ces mètres allemands qui incitent leurs enfants à cracher sur les déportés, le nom oublié du commissaire de police qui fournaissait des faux papiers, le geste humain d'un soldat allemand au fort Montluc et cette phrase d'un survivant : « Au camp du Struthof, on a tiré à la courte-paille l'unique dose d'opium capable d'arrêter nos dysenteries saignantes... Me voilà... »

En réalité, si peu que ce soit, Barbie a quand même parlé. Ce fut pour dire qu'il « respectait » la Résistance... Autrement dit, la torture était pour lui le meilleur moyen d'exprimer ce monstrueux respect. Nul ne peut évidemment accepter pareille perversion des mots et des sentiments. Voilà bien ce qu'expriment la dérision et la tendresse dont est empreint le récit de Bertrand Poirot-Delpech.

C. J.

(1) Bertrand Poirot-Delpech, Monsieur Barbie n'a rien à dire, Gallimard, Paris, 1987, 160 pages, 75 F.

... et de Liaison

... francophones.

... permanente et commune.

... caractère francophone de

... francophones hors de France

... lesquels :

... A. L. pour participer à des

... 43-24-75.

... adienne.

... Mme Jeanne BARADYAR et

... 43-44-39.

... francophone de livres, ouvrages

... en langue française

... TAIRE

... ethniques de langue

... ethniques de langue

... 43-44-39.

... Alain Gourdon

... 45-55-65-86.

PILIER DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE DANS LA RÉGION

Le Kenya, dans toute sa fragilité

CITÉ en exemple pour s'être conformé aux exigences du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, le Kenya, principal allié des Etats-Unis dans l'Est africain, s'enfonce dans l'inégalité : chômage de jeunes, expulsions de travailleurs étrangers, effondrement du salaire minimum, violence urbaine, droits de l'homme foulés au pied... Les remous s'amplifient autour du président Daniel Arap Moi, alors qu'augmente le nombre de conseillers militaires israéliens et que Nairobi paraît tenté de renouer ses relations avec Jérusalem.

Par VICTORIA BRITTAIN

Avec l'intégration du Kenya dans le dispositif de la Force de déploiement rapide américaine, s'est ouverte une nouvelle phase dans l'histoire du pays. Les accords semi-secrets signés en juin 1980 (1) donnaient aux militaires des Etats-Unis accès au port et à l'aéroport de Mombasa sur l'océan Indien, ainsi qu'aux terrains d'aviation de Nairobi, de Nanuki dans la province centrale et de Wajir dans le désert de la région du nord-est habité principalement par des pasteurs somaliens. De cette alliance, seuls tirent bénéfice le personnel politique - qui reçoit de substantiels pots-de-vin - et les propriétaires des hôtels, maisons de passe et casinos, où des milliers de soldats de la flotte américaine venaient se délasser. Cet afflux d'argent accentua la concentration des richesses dans un petit cercle de la bourgeoisie, qui avait déjà prospéré de manière spectaculaire sous Kenyatta. De surcroît, le développement de la prostitution entraîna une exploitation des femmes encore inégalée.

Pour les Etats-Unis, la priorité donnée à leurs relations avec le Kenya avait une signification régionale et continentale qui dépassait de loin les quelques profits retirés des ventes d'équipements militaires ou les possibilités de fréquenter les bars et les plages offertes à leurs marins. En effet, entre l'Ethiopie marxiste, la Tanzanie socialiste, le régime, faible et discrédité, de M. Siad Barré en Somalie et l'Ouganda instable du temps de M. Obote, le Kenya apparaissait comme le seul allié fiable de l'Occident.

Sur le terrain diplomatique, les autorités kényanes se sont ainsi prêtées à diverses tentatives pour modifier le cours des événements en Afrique. Elles ont aidé les Israéliens dans leurs efforts pour renouer avec les Etats du continent ; elles ont fait pression sur l'Organisation de l'unité africaine pour tenter de bloquer la relance des négociations entre le Maroc et le Front Polisario ; elles ont fourni un asile, du travail et des papiers aux opposants au régime du FRELIMO du Mozambique ; et, surtout, elles ont combiné diplomatie et intervention militaire pour empêcher l'accession au pouvoir, dans l'Ouganda voisin, de M. Yoweri Museveni et de l'armée de résistance nationale (NRA).

Nairobi était devenu à la fois un lieu de surveillance de l'insurrection ougandaise et un contrepoint à l'influence des Tanzaniens auprès d'elle. En août 1985, après l'effondrement du régime de M. Milton Obote à Kampala, des pourparlers furent entamés entre la nouvelle junte militaire ougandaise,

dirigée par le général Tito Okello, et M. Museveni. Toujours présents militairement dans le pays, les Britanniques contribuèrent alors à faire porter M. Moi, le chef de l'Etat kényan, à la présidence des négociations. Comme les Américains, les Britanniques entendaient, en se servant du prestige rehaussé de M. Moi, enfermer M. Museveni dans le piège d'une coalition gouvernementale faible et divisée, où il ne serait qu'un partenaire de second plan. Mais on sait comment la manœuvre a échoué (2) : la NRA accéda seule au pouvoir en janvier 1986.

Les négociations de Nairobi donnèrent lieu à des scènes étonnantes. La foule, massée pour assister aux allées et venues des négociateurs, réservait ses applaudissements à M. Museveni et bouillait son propre président. Dans une société marquée par la répression, les apparitions du dirigeant de la NRA fournissaient une occasion rare de manifester contre les choix économiques et diplomatiques du régime.

Alors que 30 % des Kényans vivent au-dessous du seuil de pauvreté, les in-

galités ne cessent de s'aggraver. Depuis 1978, le produit national brut (PNB) par habitant a diminué annuellement de 1 %, et aujourd'hui plus de un million de paysans ne possèdent pas de terres. Entre 1978 et 1984, le pourcentage des citoyens « sans ressources connues » a plus que doublé (3). Durant la première moitié de la décennie 80, le salaire minimum réel a chuté de 36 % tandis que le salaire industriel moyen diminuait de 23 %. Au cours de la même période, les producteurs de céréales voyaient leurs ressources augmenter de 71 % en termes réels et les producteurs de denrées destinées à l'exportation de 49 %. Ces hausses bénéficiaient principalement aux compagnies multinationales et à la grande bourgeoisie kényane.

En 1986, le pays a connu un « mini-boom » illusoire, avec la progression de 5 % du PNB grâce aux recettes records tirées des trois principales richesses du pays : café, thé, tourisme. Depuis, les prix mondiaux du café et du thé ont chuté tandis que l'industrie du tourisme - dont les clients viennent en particulier de RFA - est plus durement frappée par la diffusion du SIDA, parmi les prostituées que ne le reconnaissent les autorités. L'objectif ambitieux du million de visiteurs pour 1988 a été ramené à huit cent mille, alors que les chiffres actuels plafonnent à cinq cent mille, et que l'accroissement du coût des importations dépasse largement la progression des recettes du tourisme (4).

Une part importante des bénéfices réalisés, dans ce secteur comme dans bien d'autres, n'arrive jamais au Kenya, ou en sortent rapidement. Alors que cent quatre-vingts compagnies multinationales contrôlent la majeure partie de l'industrie, corruption et laisser-faire se combinent pour laisser les profits se réfugier à l'étranger.

« Brésilianisation »

SOUS le double effet de la croissance démographique - 4 % par an, un record mondial - et de la marginalisation des plus pauvres parmi les petits propriétaires, qui sont contraints de vendre leurs champs, la pression sur la terre - 18 % seulement des superficies sont cultivables, - se renforce. L'exode vers les villes s'accroît et touche maintenant les femmes qui avaient tendance à demeurer au village. Les bidonvilles s'étendent, la pauvreté s'aggrave et la violence urbaine prend de telles proportions que des milices privées ont fait leur apparition dans certaines banlieues privilégiées de la capitale. Ce phénomène, comparable à ce que l'on peut voir dans diverses capitales latino-américaines, a incité l'Economist à parler de « brésilianisation ».

Chaque année, 300 000 jeunes quittent l'école et se retrouvent sur un marché du travail qui offre, au mieux, 20 000 emplois. Réservés traditionnellement aux immigrants ougandais, rwandais ou burundais, le travail non qualifié et sous-payé dans les plantations de café et de thé est désormais effectué par des Kényans.

Les expulsions, au mois de mars, de milliers de travailleurs étrangers - même ceux parfaitement en règle - s'inscrivent dans une campagne de chauvinisme par laquelle le président Moi espère gagner quelque popularité. Tâche difficile, car le président est connu comme un des hommes les plus riches d'Afrique (5). Associé au milliardaire israélien-américain M. Gad Zeevi, M. Moi possède une grande part de l'industrie pétrolière, ainsi que l'ancienne compagnie Mobil Oil.

Depuis le coup d'Etat avorté d'août 1982 (6), le capital étranger a commencé à fuir le pays. Le nombre des firmes américaines a chuté de 140 à 125. Ainsi, la compagnie pharmaceutique Bristol Myers s'est installée à Lagos, tandis que PepsiCo se transportait à Athènes. Ce mouvement a accompagné l'exode de nombreux asiatiques, premières victimes des pillages et violences qui avaient marqué les événements de l'été 1982.

Mais le gouvernement de M. Reagan a fait un choix inverse. Lors de son court périple africain, en janvier 1987, M. George Shultz a donné en exemple le Kenya et la Côte-d'Ivoire, qui ont favorisé l'extension du secteur privé et se sont conformés aux prescriptions du FMI et de la Banque mondiale.

Quelques jours plus tard pourtant, M. Howard E. Wolfe, président démocrate de la sous-commission pour l'Afrique de la Chambre des représentants, à Washington, dénonçait avec violence le bilan kényan en matière de droits de l'homme : « Nous avons constaté un accroissement drastique de l'intimidation contre les individus qui critiquent la politique du gouvernement (7) ». En mars, lors de la visite

du président Daniel Arap Moi à Washington, la presse américaine montrait en épique plusieurs cas de tortures, ainsi que la détention sans procès d'un avocat conservateur, M. Gibson Kamau Njiru.

Cette pression obligea le président Reagan à aborder le problème lors de sa rencontre avec M. Moi. Mais avec une extrême prudence. « Les droits de l'homme sont l'un des points à l'ordre du jour. Nous avons exprimé notre souhait que soient préservées les institutions démocratiques du Kenya et que la réputation dont jouit ce pays en matière de respect des droits de l'homme ne soit pas ternie », déclara le porte-parole du département d'Etat avant d'ajouter que les relations entre les deux pays se fondaient sur des bases « bien plus larges » (8). Au même moment, il est vrai, les Etats-Unis tentaient d'obtenir de M. Moi une modification des accords militaires et la transformation des facilités d'accès en bases permanentes ou occupées pour une longue période. Comme le Zaïre avec le site de Kamina, au Shaba (9), le Kenya se transformerait en base arrière potentielle pour une éventuelle intervention en Afrique australe.

Pourtant la marge de manœuvre du gouvernement américain est limitée. Entre 1984 et 1987, l'aide au Kenya a chuté de 111 millions de dollars à 53 millions. Et pour la première fois, au printemps 1987, la Chambre et le Sénat ont, dans un projet de loi, lié l'aide future au problème des droits de l'homme (10). D'où les rumeurs persistantes d'un changement au sommet à Nairobi, qui permettrait d'apaiser l'opinion américaine tout en préservant les relations militaires entre le Kenya et les Etats-Unis et en contenant la poussée d'une opposition de gauche clandestine dont le groupe Mwakenya est la composante la plus connue.

Durant ces derniers mois, le gouvernement kényan a multiplié les couvre-feux administratifs dans diverses localités, particulièrement dans l'ouest, à la frontière ougandaise. Mais c'est surtout l'imposition de cette mesure aux secteurs africains de Mombasa, à la fin du mois de mai dernier, qui a témoigné de l'extrême nervosité des autorités devant le risque d'un coup d'Etat inspiré par les Occidentaux.

Cette crainte s'est traduite par un important remaniement ministériel au début du mois de juin et la mise à l'écart du ministre des affaires étrangères, M. Elijah Mwangi. Si le prétexte invoqué fut la responsabilité du chef de la diplomatie dans la foudroyante démission de M. Moi à Washington, deux autres causes ont pesé de manière bien plus décisive. D'abord l'appui public aux opposants ougandais de M. Mwangi, qui n'a pas hésité à ramener de Londres, dans son avion,



Points de repère

SUPERFICIE : 583 000 kilomètres carrés.
POPULATION : 20,4 millions d'habitants (tous les chiffres sont de 1985).
PNB/HAB. : 290 dollars.
DETTE : 4,2 milliards de dollars.
PRINCIPALES SOURCES DE DEVICES : café, thé, tourisme.
ESPERANCE DE VIE : 54 ans.
MORTALITE INFANTILE : 91 pour mille.

EVOLUTION POLITIQUE

1895 : instauration du protectorat britannique.
1952 : début de la révolte des Mau-Mau.
DECEMBRE 1963 : occasion à l'indépendance. Le Kenya African National Union (KANU) s'assure le monopole du pouvoir.
AOUT 1978 : mort de Jomo Kenyatta, père de l'indépendance. Il est remplacé à la tête de l'Etat par M. Daniel Arap Moi.

plusieurs dirigeants de la guérilla anti-NRA. Cet engagement trop voyant a gêné M. Moi, qui pourtant n'a pas hésité à faciliter les activités des anciens compagnons de M. Obote. Et, surtout, les ambitions personnelles de M. Mwangi, qui a tenté d'élargir le cercle de ses partisans à l'intérieur tout en multipliant les contacts avec diverses capitales occidentales intéressées par un changement dans la continuité à Nairobi.

(1) Voir Lawrence H. Schmitz, « Washington renforce son dispositif militaire dans le Golfe et l'océan Indien », *Le Monde diplomatique*, février 1987.

(2) Victoria Brittain, « Comment l'armée de résistance nationale vient à bout d'un régime discrédité », *Le Monde diplomatique*, mars 1986.

(3) Kenya 1990 : Prospects for Growth, The Economist Intelligence Unit, Londres, 1987.

(4) Ibid.

(5) Africa Analysis, 17 avril 1987.

Un nouveau facteur, le renforcement de la présence de conseillers militaires israéliens auprès de l'armée kényane, risque toutefois de brouiller les cartes. En s'appuyant sur les Israéliens, le président Moi espère bénéficier de mêmes contradictions qui ont permis, au Libéria, au général Samuel Doe d'échapper, en novembre 1985, à un coup d'Etat encouragé par la CIA. En échange, le Kenya pourrait, à la suite du Togo, renouer ses relations avec Jérusalem.

(6) Cf. Victoria Brittain, « Kenya : une situation explosive derrière la vitrine de prospérité », *Le Monde diplomatique*, novembre 1982.

(7) International Herald Tribune, 19 janvier 1987.

(8) Africa Wireless File (ambassade des Etats-Unis à Paris), n° 47, 17 mars 1987.

(9) Cf. « Zaïre : à la remorque de la politique américaine en Afrique australe », *Le Monde diplomatique*, mars 1987.

(10) International Herald Tribune, 14 mai 1987.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE (LIGUE) GENÈVE

La prochaine Assemblée Générale de novembre 1987 envisagera la nomination d'un

Secrétaire général

Le poste :

Le Secrétaire général est le plus haut fonctionnaire de la ligue, responsable en particulier de l'exécution du travail de son Secrétariat à Genève, de même que de ses opérations internationales.

Les exigences :

Ayant fait preuve de capacités de direction administrative, de préférence dans un environnement international. Faculté de motiver et diriger un personnel de plus de 40 nationalités différentes. Connaissance et compréhension du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et engagement à ses principes fondamentaux. Maîtrise des langues française et anglaise. Agé de préférence entre 35 et 50 ans. Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leurs candidatures avant le 15 septembre 1987 au :

Président

Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
B.P. 372, CH 1211 Genève 19, Suisse.

Les Français en Afrique noire

de Richelieu à Mitterrand

Pierre Biamès

De la traite des Noirs à la guerre rhado-libyenne. 350 ans de présence française au sud du Sahara, racontés avec brio et passion. Une remise en mémoire du passé colonialiste, qui jette un éclairage nouveau sur les rapports franco-africains actuels.

ARMAND COLIN

PRINCIPALES ŒUVRES

Châli, Henriemann, Londres, 1984.
Hobler, Paris, 1984.
Londres, 1985 : A l'origine d'un...
1986 (cf. le bûche)...
Henriemann, Londres, 1975 : Les...
Londres, 1977 (Fables de 300...
1986).

Henriemann, Londres, 1979 : Les...
1981. Barre et A. Pen, Abidjan...

LES AFRICAINES

... négatifs : arriération, ...
... qui avons suivi ce système ...
... avec la haine du peuple ...
... langue qui nous valait brimades ...
... ne veux pas voir les enfants ...
... tradition, imposée par l'impér ...
... instruments de communication ...
... et leur histoire. Je veux qu'ils ...
... sociale.

... deux formes, liées : se dé ...
... (surtout) de la réalité ambian ...
... (passivement) à ce qui est le p ...
... commence par dissocier dédai ...
... généralisation, de la réflexion ...
... développement mental, et la ...
... soin de la famille et la com ...
... séparait le corps et l'esprit, d ...
... une personne deux sphères in ...
... social, c'est comme si l'on pro ...
... et de corps sans têtes.

... à restaurer l'harmonie re ...
... de la langue, à rendre l'ou ...
... harmonie, afin qu'il puisse le ...
... pour le transformer dans l'ou ...
... les langues maternelles des peupl ...
... (1) produisent une littérature



PLAN

... rythmes du développement ...
... avec la nature et la ...
... harmonie entre l'homme et la ...
... pourra apprendre d'autres lang ...
... spiritualité, humanisme, démocrati ...
... structures et cultures d'autres pe ...
... du peuple la langue, son prop ...
... langue nationale du Kenya tout ...
... langues nationales, celles de ...
... le Luo, le Kikuyu, le Masai ...
... le Kikuyu, le Masai, le Luo, le ...
... autres langues africaines, tel ...
... Fula, le Swahili, le Nyanja, le ...
... langues - étrangères à l'Af ...
... l'allemand, le russe, le ...
... l'espagnol, trouveront alors leur ...
... Kenya. [...]

... lorsque les écrivains veulent ...
... un service des lettres passer ...
... les pires obstacles. Car pour ...
... véritable, c'est une paysan ...
... d'ailleurs qui veut com ...
... et d'espérer révolutionnaire dans ...
... un personnage subversif. [...] ...
... du peuple à la transformation ...
... Mbas sur ses conditions de ...
... l'homme permettant une compréh ...
... un danger pour le gouvern ...
... qu'elles portent un mesag ...
... du peuple, les langues afric ...
... l'Etat néo-colonial.

... Publisher, 54 B. Thémis St ...
... 5.82.]

... de Berlin, en 1986, partage l'Afrique ...
... Portugal, l'Allemagne et la Belgique ...
... de un nouveau quand je ...
... le Caire ...
... pour ...

Pour une université européenne sur la montagne Sainte-Geneviève

Par JEAN-PIERRE FAYE *

RAREMENT lieu a rassemblé sur une longue durée autant d'énergie inventive que la montagne Sainte-Geneviève à Paris. Dès 1110, un jeune penseur arrivé de Bretagne, l'aristotélisme Pierre du Pallet, échappe au conflit qui l'oppose à son maître platonicien Guillaume de Champeaux, en déplaçant son enseignement de l'île de la Cité à l'abbaye de Sainte-Geneviève. Celle-ci date du moment où le roi franco-germanique Chlodowech - « Combat glorieux », plus connu sous son nom latinisé de Clovis - vient de vaincre les Goths près de Poitiers et d'acquiescer le titre de consul romain : il choisit de se fixer à Paris dans le palais de l'empereur Julien, et de bâtir la basilique Pierre-et-Paul en 508. Elle prendra le nom de Sainte-Geneviève en mémoire de celle qui a signifié la résistance morale à l'invasion d'Attila. C'est sur ce territoire d'exemption que commence un débat libre de la pensée, dont tous les auditeurs sont alors désignés comme des « philosophes ». Ce sont eux, comme à Athènes, qui ont devancé l'institution.

Le débat nouveau qui opposera Bernard de Clairvaux et Pierre Abélard du Pallet va mettre à feu cette fusée européenne. En 1140, le concile de Sens prend à témoin de leur dissension le roi, Rome, l'Europe entière. Et leur réconciliation finale accroît la résonance. A partir de 1240, ce sera la grande convergence : Albert le Grand, venu d'Allemagne ; Bonaventure et Thomas d'Aquin, d'Italie ; Raymond Lulle, d'Espagne ; Roger Bacon, Duns Scot, Occam, d'Angleterre ; Siger de Brabant, de Belgique ; Boèce de Dacie, du Danemark. L'Irlande de Scot Erigène était l'annonciatrice. Par le débat de l'aristotélisme arabe, de l'averroïsme latin, Cordoue et Tolède enflamment Paris. En 1292, Rome accorde le statut de *Studium generale* : les grades de l'Université seront valables dans toute l'Europe.

Au flanc nord de la Montagne a lieu la naissance même de l'Université de Paris. Au flanc sud, Diderot crée en 1750 l'*Encyclopédie*. Au flanc ouest, Leibniz apprend de Huyghens, hôte hollandais de Colbert, à travailler sur Descartes et Pascal, et c'est à partir de leurs travaux qu'il découvre l'analyse infinitésimale. Au flanc est, Lefèvre d'Étaples se prépare à la traduction française de l'Évangile. Au centre, à Saint-Etienne-du-Mont, est la mémoire de Pascal et Racine. La Montagne, où la reine de Navarre et de France, Jeanne, fonde en 1304 le Collège de Navarre - le Collège de la Reine - est déjà la figure de proue de la recherche scientifique. Le grand maître du Collège, Pierre d'Ailly, écrit l'*Image du monde*, qui va susciter le projet de Christophe Colomb. Sur ce même lieu, rebâti par Gabriel - le père de Jacques Ange, constructeur de la place de la Concorde - vont se succéder les plus grands créateurs de science ou de réflexion sur la science : le Piémontais Lagrange, Laplace, Nicolas Carnot, Comte, Gay-Lussac... Henri Poincaré y enseigne dans les années 1890, avant de publier en 1899 le *Problème des trois corps* : l'acmé du débat sur les systèmes instables commence ici, chez le précurseur d'Einstein. Entre-temps, le Collège

de Navarre est devenu en l'an XII l'École polytechnique : création qui remonte à l'an II, au Comité de salut public, au grand Carnot, à Monge et Berthollet.

Le problème de ce lieu a été posé il y a quelques années. Je m'étais permis d'écrire dans un quotidien : ici est la stature d'un *Princeton* européen. Puis l'appel d'Amsterdam, qui réunissait de grands industriels autour d'un Suédois et d'un Italien, demandait la création d'un « MIT européen », éventuellement en France. Durant l'année 1986 s'est mise en place l'activité d'une unité expérimentale, l'Université européenne de philosophie, sous le signe braudélien de la recherche interscientifique, étape vers un élargissement, étudié avec cinq autres unités scientifiques en activité sur le site de la montagne Sainte-Geneviève, en vue de la fondation d'une université européenne de la recherche. Son document fondateur est signé par une cinquantaine de personnalités de toute l'Europe, dont dix professeurs au Collège de France, de nombreux enseignants et anciens élèves de l'École polytechnique. En mars 1987, les six unités fondatrices se sont réunies, rejointes par deux autres unités de travail, dans la perspective de l'université européenne sur la montagne Sainte-Geneviève, sous le signe de la recherche scientifique et de l'innovation technologique - mais aussi de la création culturelle : la tragédie française y est née, en 1553, avec la *Cléopâtre* de Jodelle au pavillon Boncourt...

Parier contre la bureaucratisation

DANS l'intervalle, deux décisions des pouvoirs publics sont allées au-devant de ce vœu. Le 31 décembre 1986, le secrétaire général du gouvernement déclarait un moratoire sur toute implantation supplémentaire d'administrations ministérielles dans le site de la Montagne : mesure qui vise le pavillon Gay-Lussac encore inoccupé. Des bureaux ministériels s'installent pourtant dans une partie du pavillon, en janvier, mais en promettant leur départ. En février 1987, M. Roger Martin, ancien président de Saint-Gobain, est chargé d'une mission par le premier ministre, en vue d'engager une programmation sur la destination du site. La perspective que dessine sa mission est celle d'une haute autorité ayant la responsabilité d'une fondation de la montagne Sainte-Geneviève à vocation européenne, scientifique et industrielle et dotée d'une compétence territoriale sur l'ensemble du site, seul remède à son accablante balkanisation. Des deux perspectives, l'une réhabilite un territoire admirable, l'autre lui donne sur une partie de l'ensemble un contenu scientifique déjà en acte. Dans le prolongement de huit siècles de travail sur les terrains de la science et de la pensée.

Ainsi le pari est engagé sur les données concrètes. Il va à rebours d'une tendance à la bureaucratisation centrale, que l'on pourrait nommer la loi de Tocqueville-Parkinson. Mais sur le terrain des sociétés, cette maladie de Parkinson n'est pas un processus fatal, elle est un effet d'inertie. En un moment où la majorité au pouvoir exige moins d'Etat, et où l'opposition - mais aussi la majorité - demande plus de recherche, il serait désastreux

sement paradoxal que tout aboutisse, de façon quasi irrémédiable, à la destruction d'un haut lieu fondamental de la recherche, au profit de « plus d'Etat ».

La Commission des Communautés européennes a donné son aval et une accréditation budgétaire à l'institution naissante, le 16 octobre 1986. Et, le 27 mars 1987, le président allemand de l'Institut universitaire européen - European University Institute en anglais - à l'abbaye de Fiesole, près de Florence, donne son accord pour que l'université européenne sur la montagne Sainte-Geneviève soit l'« antenne associée » de l'Institut florentin, bénéficiant déjà du statut d'organisation internationale. On s'achemine vers une solution forte et simple : une université européenne en réseau, à plusieurs campus : campus Fiesole, campus montagne Sainte-Geneviève. Et, pour quoi pas, campus Stuttgart, autour de l'Institut franco-allemand de Robert Picht ; campus Bruxelles à l'Université libre, autour d'Ilya Prigogine, ou à Oxford, Amsterdam, Strasbourg, Venise et ailleurs encore. Ainsi l'Université de Californie dispose de plusieurs campus, à Berkeley, Los Angeles, San-Diego... Ce réseau au service des universités nationales pourrait mettre à l'étude leur rapprochement, préservant le meilleur de leurs différences. L'espace de solidarité pour l'Europe de la science et de la culture, réclamé en mars par le président du Portugal, le voici. Au moment où va enfin se réaliser le programme communautaire d'échanges d'étudiants Erasmus.

C'est cette dimension de la postformation que M. Bernard Esambert (1) veut développer sur la montagne Sainte-Geneviève, en relation avec le Centre de prospective et d'évaluation (CPE) et le Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA). Mais une autre institution présente sur le site, le centre de recherche Epistémologie et autonomie, relié à l'École polytechnique comme le Centre de recherche en gestion, prépare une coopération avec l'université Stanford, en Californie. Sans oublier l'ancienne Maison d'hôtes, aménagée de façon heureuse en 1980 par l'Institut Auguste-Comte pour devenir l'hôtel Sainte-Geneviève, qui demeure pratiquement inoccupée. Une personnalité espagnole du Conseil de l'Europe a proposé de faire de ce site un *Palo-Alto* européen, cofinancé par les pays membres de l'Europe des Douze ou des Vingt et Un. L'Europe de la Montagne serait ainsi fidèle à son ouverture océanique, héritée de la science portugaise.

L'Année Newton

PRICETON, MIT, Palo-Alto, autant de métaphores américaines qui témoignent du souhait de voir naître une institution qui ait l'envergure d'un continent. Ce fut la remarque ultime de Michel Foucault à son retour de Californie : nos universités sont « provinciales », celles des Etats-Unis sont « continentales ».

Récemment, le président britannique du Parlement européen demandait davantage d'informations sur la perspective de constituer durablement l'université européenne pendant



PIERRE ABÉLARD ET SON ÉCOLE.
Sur un même territoire, huit siècles de pensée.

L'Année Newton, car nous sommes au troisième centenaire des *Principia mathematica philosophiae naturalis*, clé de voûte de la révolution scientifique occidentale.

Mais il ne suffit pas de l'inscrire au cœur d'un tel lieu, qui devrait également constituer un espace pour les sciences de la pensée. Que dirait d'un projet discret et essentiel, comme beaucoup d'autres, celui d'un centre d'études sur le génocidio, réuni autour de Geneviève de Gaulle et de ses compagnes de déportation ? La fracture dans les États stationnaires de la matière est à la fois le commencement et le danger de notre univers. Mais qu'en est-il des « événements irréguliers » qui peuvent redoutablement survenir au sein de ce que Georges Bataille désignait, dans une société, comme son très sombre noyau ? Et Bataille posait, dès 1937, la question d'une institution nouvelle, prenant acte du fait que les découvertes réalisées dans les sciences sociales et de la nature « n'ont pas modifié aussi profondément qu'on pouvait s'y attendre les postulats et l'esprit de la recherche ».

Une contribution utile de la France au futur de l'Europe passera, pour reprendre les termes de Churchill, par cette conquête des instances de liberté et d'unité. Nous entendons Rousseau donner à ce programme la réplique : « Les avantages qui résulteraient de son exécution... et pour chaque peuple, et pour toute l'Europe, sont immenses... On ne peut rien dire de plus solide et de plus exact... Réaliser sa république européenne un seul jour, c'en est assez pour la faire durer éternellement. » Comment avancer dans cette voie ? En refaisant le pari de Jean Momet : « Une action concrète, sur un point limité mais décisif... peut changer l'état statique actuel, il faut une action profonde, réelle, immédiate et dramatique, qui change les choses. » Le jumelage de l'université européenne sur le double campus des deux collines abbatiales - Badia Fiesolana et montagne Sainte-Geneviève - voilà une action immédiate et réelle en vue de cette synthèse créatrice : l'Europe unie, dans toute l'étendue de l'esprit, c'est-à-dire, selon la définition de Diderot, dans son génie.

(1) Président du conseil d'administration de l'École polytechnique.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

De la disparition des inégalités : « La revanche du tiers-monde », de Jean-Claude Chesnais, par Alain Gresh.

(Publicité)

AFRICASCOPE annonce :

La nouvelle édition 87/88 du « Guide Économique des Pays Francophones » paraîtra en octobre. Y seront incluses les grandes décisions prises au cours du Deuxième Sommet de la Francophonie (vous pouvez dès à présent commander cette nouvelle édition, au même prix que l'édition 86/87, encore disponible en librairie et à notre siège).

Sa participation à la Biennale du Théâtre Francophone Contemporain : le nouveau défi francophone. La première Biennale, qui aura lieu à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution Française et de la Déclaration des Droits de l'Homme, a pour but de prouver l'interactivité qui existe entre la culture et l'économie.

Pour cette Biennale, nous sommes à la recherche :
- de 40 compagnies théâtrales représentant 40 pays francophones ;
- de 6 régions en France dans lesquelles seront réparties les 120 représentations ;
- de partenaires de tous milieux ;
- des médias des 5 continents et surtout d'une télévision pour retransmettre les spectacles dans tous les pays.

Je vous fais parvenir mes coordonnées pour recevoir une documentation concernant la Biennale et plus particulièrement sur : les compagnies les régions les médias les médias
AFRICASCOPE/LES ÉDITIONS MERMON
La Biennale du Théâtre Francophone Contemporain
199, bd Malesherbes 75017 PARIS. Tél. : 47.63.70.80 Téléc. : 648882 F

PAGE 3 :

La nécessaire restructuration de l'économie japonaise, par Michihiko Kusihira.

PAGES 4 et 5 :

QUELQUE PART AUX ÉTATS-UNIS : Marshall (Illinois), 4 000 citoyens moins tranquilles, par Florence Beaugé.

PAGES 6 et 7 :

HAÏTI : La déception et la colère, par Iguacio Ramonet. - Le néolibéralisme contre la démocratie, par Denis Ruelan. - La privatisation d'un Etat, par Jean-Pierre Alaux. - La quadrature du cercle constitutionnel, par J.-P. A.

PAGES 8 à 10 :

COUPS DE POKER AU PROCHE-ORIENT : M. Gorbatchev, Israël et les Palestiniens, suite de l'article de Amnon Kapelouk. - La diplomatie égyptienne écartelée, par Mohamed Sid-Ahmed. - La CEE et les Territoires occupés, par Dominique Sigaud.

PAGE 11 :

Ambitions, suite de l'article de Claude Julien. - Le droit de réponse et la liberté d'expression, par M^{re} Jean Martin.

PAGES 12 et 13 :

Débat : Un porte-avions très politique, par Jean-Dominique Merchet. - Le nucléaire, une arme à moindre coût, par Jacques Fontanel et Ron Smith.

PAGES 14 à 16 :

DES POLITIQUES MALADES DE LEUR CULTURE : Un nouveau maître à penser, l'entreprise, par Bernard Cassen. - Lectures d'un divorce, par José Vidal Beneyto.

PAGES 17 à 22 :

VASTE CHANTIER, CHICHES MOYENS : LA FRANCOPHONIE, par Bernard Cassen. - Une des voies d'accès à l'universalité, par Jean-Marc Léger. - D'abord les moyens d'une vraie solidarité, par Philippe de Saint-Robert. - Des atouts pour une édition sans frontières, par Hugues de Kerret. - Audiovisuel, l'urgence d'un redressement, par Dominique Gallet. - Pour une « industrie » de la langue française, par Jacques Rosellini.

PAGE 23 :

Dans les revues...

PAGE 24 :

La force subversive des langues africaines : Décoloniser l'esprit, par Ngugi Wa Thiong'o.

PAGE 25 :

Le Kenya, dans toute sa fragilité, par Victoria Brittain.

PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS : « Penser l'Europe », d'Edgar Morin, par Yves Florenne. - « Cahiers de la mort-colibri », de Patrick Errouard-Siad, par Hugues de Kerret. - « Le sourire du jaguar », de Salman Rushdie, par Ignacio Ramonet.

Le Monde diplomatique du mois de juillet 1987 a été tiré à 122 000 exemplaires.

Août 1987

LE MONDE DIPLOMATIQUE

LE M

DE

Futilité

DE CLAUDE J...

...

...

...

...

...

...

...

...

...